



Government  
of Canada

Gouvernement  
du Canada

# Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens – Janvier 2022

Rapport final

## **Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé**

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Valeur du contrat : 2 428 991,50 \$

Date d'octroi du contrat : 16 décembre 2021

Date de livraison : 17 mars 2022

Numéro d'enregistrement : POR-005-19

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à [por-rop@pco-bcp.ca](mailto:por-rop@pco-bcp.ca)

This report is also available in English.

Canada 

# Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens

## Rapport final

### **Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé**

Fournisseur : The Strategic Counsel

Janvier 2022

Ce rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de groupes de discussion menés par The Strategic Counsel pour le Bureau du Conseil privé. Le second cycle de la troisième année de l'étude s'est déroulé entre le 5 janvier et le 27 janvier 2022 et comptait douze groupes de discussion composés d'adultes canadiens (âgés de 18 ans ou plus).

Cette publication est aussi disponible en anglais sous le titre : Final Report – Continuous Qualitative Data Collection of Canadians' Views – January 2022.

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales. Toute autre utilisation exige l'autorisation écrite préalable du Bureau du Conseil privé. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'en faire la demande par courriel à <por-rop@pco-bcp.ca> ou par la poste à l'adresse suivante :

Bureau du Conseil privé  
Édifice Blackburn  
85, rue Sparks, bureau 228  
Ottawa, Ontario K1A 0A3

### **Numéro de catalogue :**

CP22-185/25-2022F-PDF

### **Numéro international normalisé du livre (ISBN) :**

978-0-660-43312-7

### **Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR-005-19) :**

CP22-185/25-2022E-PDF (Rapport final anglais)

978-0-660-43311-0

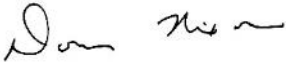
© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, 2022.

Canada 

## Attestation de neutralité politique

À titre de cadre supérieure du cabinet The Strategic Counsel, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique sur les communications et l'image de marque et dans la Directive sur la gestion des communications – Annexe C – Procédure obligatoire relative à la recherche sur l'opinion publique.

Plus précisément, les documents remis ne contiennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature :  \_\_\_\_\_

Date : 17 mars 2022

Donna Nixon, associée  
The Strategic Counsel

# Table des matières

<b>Résumé .....</b>	<b>1</b>
Introduction .....	1
Méthodologie.....	2
Principales constatations.....	4
Partie I : Conclusions relatives à la COVID-19 .....	4
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux) .....	4
Perspectives à propos de la COVID-19 et des vaccins (tous les lieux).....	5
Évaluation de concepts sur les vaccins contre la COVID-19 (résidents de la région de Frontenac [Ontario], résidents de Terre-Neuve, jeunes adultes de l'Alberta, parents d'enfants de moins de 12 ans de l'île de Vancouver) .....	7
Soutiens financiers liés à la COVID-19 (résidents de la région de Frontenac [Ontario], résidents de Terre-Neuve, jeunes adultes de l'Alberta, parents d'enfants de moins de 12 ans de l'île de Vancouver, résidents de la RGT comptant acheter une propriété, résidents de grandes villes du Québec comptant acheter une propriété, jeunes adultes des régions de Wellington et de Waterloo [Ontario], jeunes adultes de la région de la Mauricie [Québec], résidents de grandes villes des Prairies, parents d'enfants de moins de 12 ans de la Nouvelle-Écosse) .....	8
Partie II : Autres enjeux.....	9
Logement et location résidentielle (résidents de la RGT comptant acheter une propriété, résidents de grandes villes du Québec comptant acheter une propriété, immigrants de première génération de la Colombie-Britannique, résidents de grandes villes des Prairies, parents d'enfants de moins de 12 ans de la Nouvelle-Écosse, résidents du Nord-du-Québec).....	9
Opioïdes (immigrants de première génération de la Colombie-Britannique).....	10
Enjeux spécifiques aux jeunes (jeunes adultes des régions de Wellington et de Waterloo [Ontario], jeunes adultes de la région de la Mauricie [Québec]) .....	10
Contenu canadien (résidents de grandes villes des Prairies, résidents du Nord-du-Québec) .....	11
Garde d'enfants (parents d'enfants de moins de 12 ans de la Nouvelle-Écosse) .....	12
Stratégie nationale carboneutre des bâtiments (résidents de la région de Frontenac [Ontario], parents d'enfants de moins de 12 ans de l'île de Vancouver, résidents de la RGT comptant acheter une propriété, résidents de grandes villes du Québec comptant acheter une propriété, immigrants de première génération de la Colombie-Britannique, jeunes adultes des régions de Wellington et de Waterloo [Ontario], jeunes adultes de la région de la Mauricie [Québec], résidents de grandes villes des Prairies, parents d'enfants de moins de 12 ans de la Nouvelle-Écosse, résidents du Nord-du-Québec) .....	12
Véhicules zéro émission (parents d'enfants de moins de 12 ans de l'île de Vancouver, résidents de la RGT comptant acheter une propriété, résidents de grandes villes du Québec comptant acheter une propriété, immigrants de première génération de la Colombie-Britannique, jeunes adultes des régions de Wellington et de Waterloo [Ontario], jeunes	

adultes de la région de la Mauricie [Québec], résidents de grandes villes des Prairies, résidents du Nord-du-Québec).....	13
Petits réacteurs nucléaires (parents d'enfants de moins de 12 ans de l'île de Vancouver, résidents de la RGT comptant acheter une propriété, résidents de grandes villes du Québec comptant acheter une propriété, immigrants de première génération de la Colombie-Britannique, jeunes adultes des régions de Wellington et de Waterloo [Ontario], jeunes adultes de la région de la Mauricie [Québec], résidents de grandes villes des Prairies, résidents du Nord-du-Québec) .....	14
Énergie à hydrogène (résidents de grandes villes du Québec comptant acheter une propriété, résidents du Nord-du-Québec).....	15

## **Résultats détaillés – Partie I : COVID-19 ..... 16**

Chronologie des annonces en janvier .....	17
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux).....	20
Priorités du gouvernement du Canada (immigrants de première génération de la Colombie-Britannique, jeunes adultes des régions de Wellington et de Waterloo [Ontario], jeunes adultes de la région de la Mauricie [Québec]).....	22
Perspectives à propos de la COVID-19 et des vaccins (tous les lieux) .....	22
Le variant Omicron (tous les lieux).....	22
Mesures de voyage et considérations liées à la COVID-19 (résidents de la région de Frontenac [Ontario], résidents de Terre-Neuve, jeunes adultes de l'Alberta) .....	26
Sources d'informations sur la COVID-19 (résidents de la région de Frontenac [Ontario], résidents de Terre-Neuve, jeunes adultes de l'Alberta, résidents de la RGT comptant acheter une propriété, résidents de grandes villes du Québec comptant acheter une propriété).....	27
Dose de rappel du vaccin contre la COVID-19 (résidents de la région de Frontenac [Ontario], résidents de Terre-Neuve, jeunes adultes de l'Alberta).....	28
Vaccination des enfants contre la COVID-19 (parents d'enfants de moins de 12 ans de l'île de Vancouver, parents d'enfants de moins de 12 ans de la Nouvelle-Écosse) .....	28
Évaluation de concepts sur les vaccins contre la COVID-19 (résidents de la région de Frontenac [Ontario], résidents de Terre-Neuve, jeunes adultes de l'Alberta, parents d'enfants de moins de 12 ans de l'île de Vancouver).....	29
Option A : Campagne publicitaire de santé publique – « Inside Out » (résidents de la région de Frontenac [Ontario], résidents de Terre-Neuve, jeunes adultes de l'Alberta) .....	30
Option A, version modifiée : Campagne publicitaire de santé publique – « Inside Out » (parents d'enfants de moins de 12 ans de l'île de Vancouver) .....	31
Option A, autre version : Campagne publicitaire de santé publique – « Inside Out » (parents d'enfants de moins de 12 ans de l'île de Vancouver) .....	33
Option B : Campagne publicitaire de santé publique – « Tune up » (résidents de la région de Frontenac [Ontario], résidents de Terre-Neuve, jeunes adultes de l'Alberta) .....	34
Soutiens financiers liés à la COVID-19 (résidents de la région de Frontenac [Ontario], résidents de Terre-Neuve, jeunes adultes de l'Alberta, parents d'enfants de moins de 12 ans de l'île de Vancouver, résidents de la RGT comptant acheter une propriété, résidents de grandes villes du Québec comptant acheter une propriété, jeunes adultes des régions de	

Wellington et de Waterloo [Ontario], jeunes adultes de la région de la Mauricie [Québec], résidents de grandes villes des Prairies, parents d'enfants de moins de 12 ans de la Nouvelle-Écosse) .....	36
Soutiens financiers fédéraux récents (résidents de la région de Frontenac [Ontario], résidents de Terre-Neuve, jeunes adultes de l'Alberta) .....	37
<b>Résultats détaillés – Partie II : Autres enjeux.....</b>	<b>40</b>
Logement et location résidentielle (résidents de la RGT comptant acheter une propriété, résidents de grandes villes du Québec comptant acheter une propriété, immigrants de première génération de la Colombie-Britannique, résidents de grandes villes des Prairies, parents d'enfants de moins de 12 ans de la Nouvelle-Écosse, résidents du Nord-du-Québec).....	41
Logements abordables (résidents de la RGT comptant acheter une propriété, résidents de grandes villes du Québec comptant acheter une propriété, immigrants de première génération de la Colombie-Britannique).....	41
Location résidentielle (résidents de grandes villes des Prairies, parents d'enfants de moins de 12 ans de la Nouvelle-Écosse, résidents du Nord-du-Québec) .....	43
Opioides (immigrants de première génération de la Colombie-Britannique) .....	44
Enjeux spécifiques aux jeunes (résidents de la région de Frontenac [Ontario], jeunes adultes de la région de la Mauricie [Québec]) .....	45
Contenu canadien (résidents de grandes villes des Prairies, résidents du Nord-du-Québec) .....	47
Garde d'enfants (parents d'enfants de moins de 12 ans de la Nouvelle-Écosse).....	49
Stratégie nationale carboneutre des bâtiments (résidents de la région de Frontenac [Ontario], parents d'enfants de moins de 12 ans de l'île de Vancouver, résidents de la RGT comptant acheter une propriété, résidents de grandes villes du Québec comptant acheter une propriété, immigrants de première génération de la Colombie-Britannique, jeunes adultes des régions de Wellington et de Waterloo [Ontario], jeunes adultes de la région de la Mauricie [Québec], résidents de grandes villes des Prairies, parents d'enfants de moins de 12 ans de la Nouvelle-Écosse, résidents du Nord-du-Québec).....	50
Véhicules zéro émission (parents d'enfants de moins de 12 ans de l'île de Vancouver, résidents de la RGT comptant acheter une propriété, résidents de grandes villes du Québec comptant acheter une propriété, immigrants de première génération de la Colombie-Britannique, jeunes adultes des régions de Wellington et de Waterloo [Ontario], jeunes adultes de la région de la Mauricie [Québec], résidents de grandes villes des Prairies, résidents du Nord-du-Québec) .....	54
Petits réacteurs nucléaires (parents d'enfants de moins de 12 ans de l'île de Vancouver, résidents de la RGT comptant acheter une propriété, résidents de grandes villes du Québec comptant acheter une propriété, immigrants de première génération de la Colombie-Britannique, jeunes adultes des régions de Wellington et de Waterloo [Ontario],	

jeunes adultes de la région de la Mauricie [Québec], résidents de grandes villes des Prairies, résidents du Nord-du-Québec) .....	56
Énergie à hydrogène (résidents de grandes villes du Québec comptant acheter une propriété, résidents du Nord-du-Québec) .....	58
<b>Annexe A – Questionnaires de recrutement .....</b>	<b>60</b>
Questionnaire de recrutement, version anglaise .....	61
Questionnaire de recrutement, version française .....	72
<b>Annexe B – Guides de discussion .....</b>	<b>81</b>
Guide du modérateur, version anglaise.....	82
Guide du modérateur, version française .....	98
<b>Annexe C – Concepts publicitaires.....</b>	<b>116</b>
Option A : Campagne publicitaire de santé publique – « Inside Out » (résidents de la région de Frontenac [Ontario], résidents de Terre-Neuve, jeunes adultes de l’Alberta).....	117
Option A, version modifiée : Campagne publicitaire de santé publique – « Inside Out » (parents d’enfants de moins de 12 ans de l’île de Vancouver) .....	118
Option A, autre version : Campagne publicitaire de santé publique – « Inside Out » (parents d’enfants de moins de 12 ans de l’île de Vancouver) .....	119
Option B : Campagne publicitaire de santé publique – « Tune up » (résidents de la région de Frontenac [Ontario], résidents de Terre-Neuve, jeunes adultes de l’Alberta).....	120

# Résumé

## Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles de recherche par groupe de discussion auprès de membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en demeurant claires et à faciles comprendre.

La recherche vise à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Plus particulièrement, la recherche permettra de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de douze groupes de discussion en ligne organisés entre le 5 janvier et le 27 janvier 2022 un peu partout au pays, au Canada atlantique, au Québec, en Ontario, au Manitoba, en Saskatchewan, en Alberta et en Colombie-Britannique. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent ci-après.



Pour ce cycle de groupes de discussion, l'étude a principalement porté sur la pandémie en cours. Nous avons recueilli les perspectives générales des participants à propos de la COVID-19, leurs réactions à la progression rapide du variant Omicron ainsi que leurs points de vue sur les mesures de santé publique en place dans leur région et les exigences fédérales relatives aux voyages internationaux. Certains groupes ont plus amplement discuté des aides financières fédérales liées à la pandémie et de la troisième dose du vaccin contre la COVID-19, aussi appelée dose de rappel. Aux parents d'enfants de moins de 12 ans de l'île de Vancouver et de la Nouvelle-Écosse, nous avons demandé ce qu'ils pensaient de la vaccination des jeunes enfants, tandis que les groupes de la région de Frontenac, en Ontario, de l'Alberta, de Terre-Neuve et de l'île de Vancouver ont évalué des concepts publicitaires destinés aux médias sociaux, visant à promouvoir la dose de rappel du vaccin anticovidique.

Les participants des groupes du mois de janvier ont aussi été invités à se prononcer sur des enjeux sans lien avec la pandémie, par exemple la Stratégie nationale carboneutre des bâtiments, les véhicules zéro émission (VZE), les petits réacteurs nucléaires (PRC) et l'énergie à hydrogène. Les autres sujets abordés comptaient l'abordabilité du logement et les difficultés rencontrées par les locataires, le contenu canadien, les opioïdes, les services de garde d'enfants et les enjeux spécifiques aux jeunes.

Soulignons que les résultats de la présente étude doivent être interprétés avec prudence, les conclusions d'une recherche qualitative étant de nature directionnelle et ne pouvant être attribuées à l'ensemble de la population à l'étude avec un quelconque degré de certitude.

## Méthodologie

### Aperçu des groupes

#### Public cible

- Les participants étaient des résidents canadiens âgés de 18 ans et plus.
- Les groupes ont été formés principalement en fonction du lieu.
- Pour certains groupes, les répondants appartenaient à un segment précis de la population, par exemple de jeunes adultes âgés de 18 à 29 ans, des parents d'enfants de moins de 12 ans, des acheteurs immobiliers potentiels, et des immigrants de première génération.

### Approche détaillée

- Douze groupes de discussion ont eu lieu dans diverses régions du Canada.
- Quatre groupes se composaient de membres de la population générale venant de la région de Frontenac, en Ontario, de Terre-Neuve, de grandes villes des Prairies, et du Nord-du-Québec.
- Les huit autres groupes représentaient des segments de population particuliers :
  - De jeunes adultes de 19 à 29 ans habitant en Alberta, dans les régions de Wellington et de Waterloo, en Ontario, et en Mauricie, au Québec;
  - Des parents d'enfants de moins de 12 ans établis sur l'île de Vancouver et en Nouvelle-Écosse;

- Des acheteurs immobiliers potentiels habitant dans de grandes villes du Québec et dans la région du Grand Toronto (RGT);
- Des immigrants de première génération installés en Colombie-Britannique.
- Les groupes tenus au Québec ont été animés en français, tandis que les autres groupes se sont tous déroulés en anglais.
- Les rencontres de ce cycle ont eu lieu en ligne.
- Huit participants ont été recrutés dans chaque groupe afin de pouvoir compter sur la présence de six à huit personnes.
- Dans l'ensemble des lieux, 84 personnes ont participé aux discussions. Les détails sur le nombre de participants par groupe sont donnés ci-dessous.
- Chaque participant a reçu des honoraires. Les incitatifs ont varié de 100 \$ à 125 \$ par personne en fonction du lieu et de la composition du groupe.

### Emplacement et composition des groupes

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE (HNE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Région de Frontenac – Ontario	1	Anglais	5 janv.	18 h-20 h	Population générale	8
Terre-Neuve	2	Anglais	6 janv.	16 h 30-18 h 30	Population générale	6
Alberta	3	Anglais	6 janv.	20 h-22 h	Jeunes adultes de 18 à 29 ans	8
Île de Vancouver	4	Anglais	11 janv.	9:00-11:00 pm	Parents d'enfants de moins de 12 ans	7
Région du Grand Toronto (RGT)	5	Anglais	12 janv.	18 h-20 h	Futurs propriétaires	6
Grandes villes du Québec	6	Français	17 janv.	18 h-20 h	Futurs propriétaires	8
Colombie-Britannique	7	Anglais	18 janv.	21 h-23 h	Immigrants de première génération	8
Régions de Wellington et de Waterloo – Ontario	8	Anglais	19 janv.	18 h-20 h	Jeunes adultes de 18 à 29 ans	7
Région de la Mauricie – Québec	9	Français	20 janv.	18 h-20 h	Jeunes adultes de 18 à 29 ans	7

Grandes villes des Prairies	10	Anglais	24 janv.	19 h-21 h	Population générale	6
Nouvelle-Écosse	11	Anglais	25 janv.	17 h-19 h	Parents d'enfants de moins de 12 ans	7
Nord-du-Québec	12	Français	27 janv.	18 h-20 h	Population générale	6
<b>Nombre total de participants</b>						<b>84</b>

## Principales constatations

### Partie I : Conclusions relatives à la COVID-19

#### **Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)**

Parmi les initiatives et les annonces fédérales récentes entendues aux nouvelles au cours du mois de janvier, celles qui concernent la pandémie de COVID-19 sont à nouveau arrivées en tête des mentions. Les participants ont cité une série de mesures récentes prises par le gouvernement fédéral, comprenant par exemple l'achat et la distribution de trousse de dépistage antigénique rapide pour la maison, l'approbation et l'achat d'un médicament contre la COVID-19 (Paxlovid) fabriqué par Pfizer, les changements apportés aux règles encadrant les voyages à l'étranger, et la mise en place de nouveaux soutiens financiers, notamment des subventions salariales, pour les Canadiens touchés par les mesures de lutte contre la propagation du variant Omicron.

Outre les nouvelles liées à la pandémie, certains participants se rappelaient avoir entendu parler d'une entente de règlement entre le gouvernement du Canada et des personnes et familles autochtones qui demandaient réparation pour les torts causés par le système fédéral de protection de l'enfance, ainsi que de la décision de divulguer des milliers de documents historiques sur le régime des pensionnats. Ont aussi été mentionnés les nouveaux investissements voués aux services de réinstallation des nouveaux arrivants et des réfugiés, et les discussions en cours sur l'abordabilité du logement et l'éventualité d'une hausse des taux d'intérêt par la Banque du Canada. En ce qui concerne l'actualité internationale, plusieurs participants ont évoqué les tensions croissantes entre la Russie et l'Ukraine et les ripostes possibles du gouvernement du Canada et des autres pays membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

#### **Priorités du gouvernement du Canada (immigrants de première génération de la Colombie-Britannique, jeunes adultes des régions de Wellington et de Waterloo [Ontario], jeunes adultes de la région de la Mauricie [Québec])**

À la question de savoir quelles devraient être les priorités du gouvernement du Canada, mis à part la pandémie, les participants ont cité plusieurs enjeux qui leur semblaient mériter une attention plus

soutenue, soit : les préoccupations économiques liées à l'inflation et aux retards dans la chaîne d'approvisionnement, à l'endettement des étudiants et au manque d'abordabilité du logement, ainsi que les préoccupations relatives à l'environnement et aux changements climatiques, les questions sociales comme la réconciliation avec les communautés autochtones, les garderies et les services de santé mentale.

## **Perspectives à propos de la COVID-19 et des vaccins (tous les lieux)**

### **Le variant Omicron (tous les lieux)**

Les participants étaient nombreux à trouver inquiétantes la montée des cas et la progression du variant Omicron. Si certains craignaient de plus en plus de contracter le virus, beaucoup d'autres redoutaient surtout les effets négatifs possibles que cette nouvelle vague risquait d'avoir sur l'économie et le quotidien des Canadiens advenant une prolongation des mesures sanitaires (confinements, limites de capacité et autres entraves à la vie normale). Plusieurs ont fait état d'une difficulté croissante à fonctionner dans le cadre des exigences de santé publique, citant en guise d'exemples le télétravail, l'apprentissage en ligne et la privation d'activités sociales. D'autres ont exprimé des préoccupations relatives à leur santé mentale et à celle de la population en général.

De nombreux participants avaient tout de même des inquiétudes directement liées à l'essor du virus et à ses conséquences sur la santé des groupes vulnérables et l'état du système médical, qui leur semblait déjà avoir du mal à répondre aux besoins de la population. Ils avaient également l'impression que la propagation croissante du variant pouvait perturber l'économie et engendrer des pénuries de personnel dans des secteurs névralgiques comme l'éducation et la santé.

Dans l'ensemble des groupes, les mesures de santé publique actuelles étaient vues tantôt comme une bonne chose (surtout à Terre-Neuve), tantôt comme une source de frustration (notamment chez les jeunes adultes de l'Alberta et les participants du Québec). Même si peu de gens souhaitaient qu'on renforce les restrictions, la plupart ont recommandé d'attendre et d'y aller petit à petit lorsque nous leur avons demandé si leurs autorités régionales devraient assouplir les mesures sanitaires en vigueur.

Au chapitre des raisons pouvant expliquer l'explosion des cas à l'heure actuelle, mis à part l'émergence du variant Omicron, les participants ont suggéré plusieurs possibilités, y compris la fatigue et la complaisance à l'égard de la pandémie, l'impression que le nouveau variant comporte moins de risque, la reprise des activités sociales et des voyages, l'arrivée du froid qui fait passer plus de temps à l'intérieur, et le manque de capacité de dépistage.

Bon nombre de participants ont indiqué qu'ils avaient modifié leurs comportements depuis l'arrivée du variant Omicron. Ainsi, ils limitaient leurs interactions sociales et la taille de leur « bulle » personnelle, ils utilisaient des tests de dépistage rapide avant de se réunir avec d'autres, ils avaient annulé ou reportaient des activités de loisir comme la pratique de certains sports et les sorties au restaurant, et ils portaient désormais des masques « médicaux », les N95. Quant à leurs prévisions pour les prochains mois, la plupart des participants croyaient que la pandémie poursuivrait sa trajectoire actuelle ou se détériorerait légèrement. Même si peu de gens s'attendaient à une amélioration notable au cours des

prochains mois, plusieurs espéraient qu'avec le retour des beaux jours, le nombre de cas atteindrait un plateau pour ensuite diminuer, allégeant le fardeau du système de santé.

### **Mesures de voyage et considérations liées à la COVID-19 (résidents de la région de Frontenac [Ontario], résidents de Terre-Neuve, jeunes adultes de l'Alberta)**

Lorsque nous avons demandé aux participants s'ils avaient entendu parler de mesures récentes adoptées par le gouvernement du Canada en lien avec les voyages internationaux, seuls quelques-uns se sont souvenus d'annonces précises, notamment le récent rétablissement des exigences de dépistage pour les voyages de moins de 72 heures aux États-Unis, la suspension temporaire des voyages en provenance des pays d'Afrique australe considérés comme des « points chauds » d'Omicron, et les nouvelles règles en matière de dépistage et de vaccination appliquées aux étudiants étrangers qui viennent au Canada. Beaucoup ont fait remarquer que les restrictions n'avaient cessé de changer ces derniers mois, au point que certains avaient du mal à suivre le fil. Quelques-uns se sont montrés plus critiques de ces règles, qu'ils jugeaient parfois contradictoires et difficiles à comprendre.

Les participants de l'Ontario et de l'Alberta trouvaient généralement que le niveau des restrictions de voyage fédérales était assez approprié à l'heure actuelle, alors qu'une bonne partie du groupe de Terre-Neuve souhaitait que ce niveau monte d'un cran, et une minorité, qu'on interdise carrément les voyages non essentiels. À la question de savoir si les restrictions de voyage introduites par le gouvernement du Canada avaient permis de limiter la propagation du variant Omicron, la plupart des participants ont répondu que non. Selon eux, elles étaient venues trop tard, soit après la détection de cette souche dans de nombreuses villes et localités canadiennes.

### **Sources d'informations sur la COVID-19 (résidents de la région de Frontenac [Ontario], résidents de Terre-Neuve, jeunes adultes de l'Alberta, résidents de la RGT comptant acheter une propriété, résidents de grandes villes du Québec comptant acheter une propriété)**

Les participants ont indiqué que leurs informations sur la COVID-19 provenaient habituellement de plusieurs sources : les médias traditionnels, les responsables de la santé publique à l'échelon provincial et fédéral, les articles et balados de spécialistes médicaux, les plateformes de médias sociaux, et les conversations avec les amis, la famille et les collègues. Alors que de nombreux participants du Québec, de Terre-Neuve et de la région de Frontenac, en Ontario, cherchaient activement à se renseigner sur la pandémie, ceux de l'Alberta et de la région du Grand Toronto n'avaient pas tendance à le faire régulièrement. Plusieurs participants ont mentionné qu'ils avaient pratiquement décroché des nouvelles à ce sujet, les trouvant par moments trop envahissantes.

### **Dose de rappel du vaccin contre la COVID-19 (résidents de la région de Frontenac [Ontario], résidents de Terre-Neuve, jeunes adultes de l'Alberta)**

La majorité des participants ontariens ont indiqué avoir déjà reçu leur dose de rappel, à la différence de leurs pairs de Terre-Neuve et de l'Alberta, qui étaient nombreux à attendre le feu vert pour prendre rendez-vous. À l'exception de certains participants de l'Alberta, presque tous ceux qui n'avaient pas encore obtenu leur troisième dose avaient l'intention de la recevoir dès qu'elle serait disponible. Les questions et les préoccupations à l'égard du vaccin de rappel concernaient avant tout ses effets

secondaires potentiels, l'incidence de l'inoculation d'une marque de vaccin différente des deux premières, le nombre de rappels susceptibles d'être nécessaires à long terme et l'état du dossier de la vaccination des enfants de moins de 5 ans. Les participants espéraient que le gouvernement du Canada apporterait des éclaircissements sur ces points lorsqu'il disposerait de plus d'information.

### **Vaccination des enfants contre la COVID-19 (parents d'enfants de moins de 12 ans de l'île de Vancouver, parents d'enfants de moins de 12 ans de la Nouvelle-Écosse)**

Les deux groupes de parents ont discuté du vaccin Comirnaty de Pfizer-BioNTech, dont l'utilisation chez les enfants âgés de 5 à 11 ans avait récemment été approuvée. Tous les participants ont dit avoir abordé le sujet du vaccin contre la COVID-19 avec leurs enfants et presque tous avaient déjà fait vacciner leurs enfants ou comptaient le faire dès que possible. Dans la plupart des cas, les principaux facteurs qui motivaient leur décision en ce sens étaient le désir de protéger leurs enfants et autrui contre le virus et le désir qu'ils puissent prendre part à des activités sociales exigeant la vaccination.

### **Évaluation de concepts sur les vaccins contre la COVID-19 (résidents de la région de Frontenac [Ontario], résidents de Terre-Neuve, jeunes adultes de l'Alberta, parents d'enfants de moins de 12 ans de l'île de Vancouver)**

Les participants de quatre groupes ont examiné des projets de publicités numériques dans lesquels le gouvernement du Canada fait la promotion de la troisième dose du vaccin contre la COVID-19, aussi appelée dose de rappel. Deux concepts distincts sous forme de scénarimage leur ont été présentés. La plupart des groupes ont vu les concepts « A » (« Inside Out ») et « B » (« Tune up »). Pour sa part, le groupe de l'île de Vancouver a évalué deux versions du concept A. Précisons que la majorité des participants de l'Ontario avaient déjà reçu leur dose de rappel, alors que peu de participants de l'Alberta, de Terre-Neuve et de l'île de Vancouver étaient dans ce cas. La plupart de ces derniers prévoyaient cependant demander leur troisième injection et attendaient simplement d'y être admissibles. Un petit nombre de participants de l'Alberta étaient plus réticents.

Après avoir regardé les concepts, la plupart des participants ont exprimé une préférence pour le concept A, jugé direct et pertinent. Beaucoup ont aussi aimé que l'information et les éléments visuels de ce concept cherchent à expliquer les mécanismes biologiques qui sous-tendent le vaccin de rappel contre la COVID-19. Bien que les deux versions du concept A aient été bien accueillies, le choix des participants s'est plus souvent porté vers la version d'origine (montrant comment la dose de rappel multiplie les anticorps) que vers la version modifiée, dans laquelle un médecin communique la même information. En ce qui concerne le concept B, quelques participants aimaient sa légèreté, mais la plupart doutaient que l'analogie entre le corps humain et une voiture ayant besoin d'une mise au point interpelle beaucoup de Canadiens ou qu'elle soit efficace pour communiquer l'importance de la dose de rappel.

**Soutiens financiers liés à la COVID-19 (résidents de la région de Frontenac [Ontario], résidents de Terre-Neuve, jeunes adultes de l'Alberta, parents d'enfants de moins de 12 ans de l'île de Vancouver, résidents de la RGT comptant acheter une propriété, résidents de grandes villes du Québec comptant acheter une propriété, jeunes adultes des régions de Wellington et de Waterloo [Ontario], jeunes adultes de la région de la Mauricie [Québec], résidents de grandes villes des Prairies, parents d'enfants de moins de 12 ans de la Nouvelle-Écosse)**

Au chapitre de la performance du gouvernement du Canada sur le plan des soutiens financiers offerts aux particuliers et aux entreprises touchés par la COVID-19, les participants avaient surtout de bonnes choses à dire, notamment sur les premiers efforts liés à la Prestation canadienne d'urgence (PCU) et à la Prestation canadienne de la relance (PCR) ainsi que sur les programmes d'aide aux petites entreprises. Bien que certains aient mentionné des initiatives plus récentes, comme les dix jours de congé de maladie payé accordés aux travailleurs des industries sous réglementation fédérale, les participants avaient généralement l'impression que les mesures de soutien fédérales aux particuliers et aux entreprises étaient moins dynamiques ou moins robustes dans le contexte de la vague Omicron.

Parmi les moins satisfaits de la performance du gouvernement fédéral en la matière, plusieurs estimaient que les travailleurs canadiens avaient encore besoin de programmes comme la PCU et la PCR et qu'il aurait fallu les prolonger. D'autres, au contraire, trouvaient que ces premières prestations avaient été trop largement accessibles et que leurs critères d'admissibilité auraient dû être plus ciblés. Quelques personnes pensaient par ailleurs que les soutiens fédéraux liés à la pandémie avaient pu avoir pour conséquences imprévues de contribuer à l'inflation et à la pénurie de main-d'œuvre dans de nombreuses régions.

Pour orienter la discussion sur les initiatives financières fédérales plus récentes liées à la COVID-19, nous avons demandé aux participants s'ils avaient entendu parler de programmes tels que la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC), la Prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement (PCTCC) et le Programme de soutien en cas de confinement local (PSCCL). Dans tous les groupes, ces programmes étaient généralement peu connus des participants.

**Soutiens financiers fédéraux récents (résidents de la région de Frontenac [Ontario], résidents de Terre-Neuve, jeunes adultes de l'Alberta)**

Après avoir lu une description de la PCTCC et du PSCCL, la plupart des participants ont convenu que ces programmes étaient nécessaires et que le gouvernement fédéral avait bien fait d'élargir provisoirement leurs critères d'admissibilité dans la foulée des nouvelles mesures de santé publique visant à freiner la récente vague de COVID-19. La plupart, cependant, estimaient également qu'il fallait en faire plus. En particulier, certains participants croyaient que la période d'admissibilité accrue à ces aides demanderait sans doute à être prolongée, vu la forte transmission du variant Omicron à l'heure actuelle. En ce qui concerne la PCTCC, le montant offert de 300 \$ par semaine a semblé insuffisant à beaucoup. Quant au PSCCL, tout en reconnaissant l'importance de soutenir les entreprises canadiennes, certains participants se demandaient si des mécanismes de surveillance adéquats seraient en place pour veiller à ce que les employeurs utilisent ces soutiens financiers aux fins prévues.

La question de savoir si le gouvernement du Canada devrait offrir un soutien direct aux particuliers ou acheminer l'aide financière par l'entremise des employeurs, sous la forme de subventions salariales, a suscité des avis divergents. Certains trouvaient plus logique de remettre cette aide directement aux intéressés; d'autres croyaient que les subventions salariales seraient plus avantageuses, car elles permettraient aux entreprises de poursuivre leurs activités, de garder les gens au travail et d'éviter les mises à pied.

## Partie II : Autres enjeux

### **Logement et location résidentielle (résidents de la RGT comptant acheter une propriété, résidents de grandes villes du Québec comptant acheter une propriété, immigrants de première génération de la Colombie-Britannique, résidents de grandes villes des Prairies, parents d'enfants de moins de 12 ans de la Nouvelle-Écosse, résidents du Nord-du-Québec)**

Peu de participants se rappelaient les récentes mesures prises par le gouvernement du Canada pour rendre les logements plus abordables. Ils étaient toutefois nombreux à dire qu'il s'agissait d'un enjeu important qui méritait une plus grande attention de la part du gouvernement.

Plusieurs initiatives fédérales en matière de logement telles que proposées ou envisagées ont été présentées aux participants qui devaient identifier les priorités. Parmi ces initiatives, l'Incitatif à l'achat d'une première propriété a reçu un appui important de la part des participants, tout comme le programme national de location avec option d'achat et les programmes de financement pour réparer et construire des logements abordables. De nombreux participants ont réagi favorablement aux initiatives visant à interdire temporairement la vente de propriétés résidentielles non récréatives aux acheteurs étrangers et celles qui interdisent les offres à l'aveugle.

### **Location résidentielle (résidents de grandes villes des Prairies, parents d'enfants de moins de 12 ans de la Nouvelle-Écosse, résidents du Nord-du-Québec)**

Lorsque nous leur avons demandé si le gouvernement fédéral devait intervenir pour réglementer le prix des loyers au Canada, la majorité des participants ont répondu par l'affirmative, invoquant la surchauffe du marché locatif.

En ce qui concerne les mesures que pourrait prendre le gouvernement fédéral, nous avons demandé aux participants si celui-ci devrait offrir des subventions ou des incitatifs aux propriétaires de logements locatifs en échange d'engagements contraignants à ne pas augmenter leurs loyers. Bien que la plupart étaient favorables à l'idée, d'autres étaient d'avis que ces subventions devraient être offertes aux locataires plutôt qu'aux propriétaires.

Les participants ont également discuté de la possibilité pour le gouvernement fédéral d'adopter une loi pour interdire aux propriétaires d'exiger un loyer mensuel au-delà d'un certain montant. Bien que moins populaire que la proposition précédente, cette idée a reçu l'appui de plusieurs participants. Même si certains craignaient qu'une telle initiative puisse limiter la capacité des propriétaires à utiliser



et à rentabiliser leurs propriétés, d'autres s'entendaient pour dire qu'il s'agissait d'une mesure nécessaire compte tenu du prix élevé des loyers.

### **Opioïdes (immigrants de première génération de la Colombie-Britannique)**

Interrogés au sujet d'un récent projet de la Ville de Vancouver visant à obtenir l'approbation de Santé Canada pour décriminaliser la possession de petites quantités de drogues illicites – passant d'un modèle de répression à un modèle de réduction des méfaits, les participants ont affirmé ne pas être au courant de cette initiative.

Durant la discussion sur le bien-fondé de ce projet, les participants se sont entendus pour dire que la décriminalisation de petites quantités de drogues illicites pourrait grandement aider les personnes aux prises avec un problème de dépendance aux opioïdes. Selon eux, le projet offrirait plusieurs avantages, notamment en diminuant les préjugés à l'égard des consommateurs de drogues, en encourageant ceux-ci à recevoir des traitements, en réduisant le taux d'incarcération lié aux drogues, et en libérant les ressources policières qui pourraient concentrer leur attention ailleurs.

Lorsque nous leur avons demandé quelles étaient les autres mesures que le gouvernement du Canada pourrait mettre en place afin de lutter contre les problèmes croissants de dépendance aux opioïdes, les participants ont fait plusieurs suggestions, comme rendre les soins en santé mentale plus abordables et plus accessibles, augmenter le financement pour les programmes de réadaptation, responsabiliser ceux qui distribuent illégalement ces drogues, et mieux éduquer le public sur les dangers associés aux opioïdes.

### **Enjeux spécifiques aux jeunes (jeunes adultes des régions de Wellington et de Waterloo [Ontario], jeunes adultes de la région de la Mauricie [Québec])**

Durant les discussions sur les récentes actions mises de l'avant par le gouvernement du Canada pour aider les jeunes Canadiens (en lien avec la COVID-19 ou autre), plusieurs ont parlé du soutien financier offert pour atténuer les impacts des fermetures et des mises à pied attribuables à la pandémie, comme la Prestation canadienne d'urgence (PCU) et la Prestation canadienne de la relance économique (PCRE). Les participants étaient généralement au courant de ces deux programmes et avaient l'impression qu'ils avaient aidé les jeunes Canadiens à joindre les deux bouts durant la pandémie.

À la question si le gouvernement du Canada faisait du bon travail pour répondre aux préoccupations des jeunes, quelques-uns seulement croyaient que celui-ci privilégiait les jeunes dans ses décisions. Plus particulièrement, les communications fédérales destinées aux jeunes ont été critiquées, certains les décrivant comme étant surtout performatives. De plus, certains avaient l'impression que la présence du gouvernement du Canada sur les plateformes fréquemment utilisées par les jeunes, comme Instagram, Twitter et TikTok était insuffisante et qu'il n'en faisait pas assez pour promouvoir les diverses mesures de soutien offertes aux jeunes Canadiens.

Invités à identifier l'enjeu le plus important sur lequel le gouvernement du Canada devrait concentrer ses efforts, les participants ont mentionné l'accessibilité du logement, l'élargissement de l'offre en

matière de soins en santé mentale, des garderies plus abordables, les problèmes d'équité sociale liés à la race, au genre, à l'identité sexuelle, et la réconciliation.

### **Contenu canadien (résidents de grandes villes des Prairies, résidents du Nord-du-Québec)**

Lorsque nous leur avons demandé ce à quoi ils pensaient en entendant l'expression « contenu canadien », les participants ont mentionné les chaînes de télévision canadiennes, les émissions de télévision et les films produits au Canada, l'actualité et la littérature canadiennes, et le contenu éducatif sur les perspectives et l'histoire du Canada.

En ce qui a trait aux habitudes d'écoute, la plupart des participants ont indiqué qu'ils seraient plus enclins à regarder un film ou une série télévisée s'ils savaient qu'il s'agissait d'une production canadienne. À ce sujet, plusieurs ont reconnu l'importance de donner la chance au contenu canadien et d'appuyer les productions d'ici. Même si certains ont exprimé leur désir d'écouter de la musique canadienne, la plupart ont admis que le style de musique était plus important que la nationalité de l'artiste.

Interrogés sur l'état de l'industrie canadienne de la télévision et du cinéma, les participants ont dit craindre qu'elle soit menacée en raison notamment des délais de production et des annulations causés par la pandémie qui avait, selon ce qu'ils avaient entendu dire, des répercussions importantes sur la santé financière et le taux d'emploi dans cette industrie. Certains s'inquiétaient également de voir une diminution de l'intérêt des jeunes envers le contenu canadien.

Les participants ont été invités à évaluer plusieurs énoncés et projets du gouvernement fédéral en lien avec l'industrie cinématographique canadienne et à établir une liste de priorités. Presque tous étaient d'accord à ce que le gouvernement du Canada consacre plus d'efforts à protéger et à soutenir les artistes et les créateurs canadiens, et à prendre les mesures qui s'imposent pour protéger le contenu et les récits canadiens. Plusieurs étaient également ouverts à l'idée de réglementer les géants du Web quant au contenu canadien qu'ils présentent, de faire en sorte que le contenu canadien soit plus découvrable et mis en valeur sur ces plateformes. Très peu de participants choisiraient de moderniser les règles gouvernant le contenu en ligne ou de forcer les géants du Web étrangers à payer leur juste part pour soutenir les créateurs canadiens.

Dans les deux groupes, les participants s'opposaient généralement à ce que le gouvernement du Canada réglemente le contenu offert aux Canadiens sur les grandes plateformes en ligne, comme Spotify et Netflix. Plusieurs étaient d'avis que ces décisions devraient revenir aux consommateurs et qu'on devrait privilégier un marché libre. Les participants s'entendaient pour dire qu'il serait préférable que le gouvernement fédéral consacre ses ressources à financer les artistes et les créateurs canadiens, et à accroître la présence de contenu canadien sur les différentes plateformes, plutôt que de réglementer les types de contenus auxquels les Canadiens ont accès.

### **Garde d'enfants (parents d'enfants de moins de 12 ans de la Nouvelle-Écosse)**

Invités à préciser les plus grands défis en matière de garde d'enfants en Nouvelle-Écosse, les participants de ce groupe ont nommé divers enjeux, dont les frais élevés, le manque d'options abordables, le peu de places disponibles en général et les préoccupations relatives à la propreté et à la propagation possible de maladies dans les garderies.

La plupart étaient au courant de l'entente conclue récemment entre le gouvernement du Canada et la Nouvelle-Écosse dans le but de rendre les services de garde d'enfants plus abordables pour les familles néo-écossaises et certains ont mentionné que l'accord visait à réduire le coût des services de garde d'enfants à une moyenne de 10 \$ par jour d'ici 2025-2026.

La quasi-totalité des participants pensait que cette entente aiderait les parents de la Nouvelle-Écosse. Invoquant la baisse des coûts et l'engagement à augmenter le nombre de places disponibles dans les garderies, beaucoup estimaient que cet accord rendrait les services de garde d'enfants plus accessibles, ce qui permettrait à de nombreux parents qui restaient à la maison pour s'occuper des enfants de retourner au travail. Tant les parents d'enfants ayant l'âge de fréquenter la garderie que ceux dont les enfants ne nécessitaient plus de services de garde d'enfants étaient de cet avis.

### **Stratégie nationale carboneutre des bâtiments (résidents de la région de Frontenac [Ontario], parents d'enfants de moins de 12 ans de l'île de Vancouver, résidents de la RGT comptant acheter une propriété, résidents de grandes villes du Québec comptant acheter une propriété, immigrants de première génération de la Colombie-Britannique, jeunes adultes des régions de Wellington et de Waterloo [Ontario], jeunes adultes de la région de la Mauricie [Québec], résidents de grandes villes des Prairies, parents d'enfants de moins de 12 ans de la Nouvelle-Écosse, résidents du Nord-du-Québec)**

Même si peu d'entre eux avaient entendu parler antérieurement de l'annonce récente du gouvernement du Canada concernant son intention de créer une Stratégie nationale carboneutre des bâtiments, les participants avaient une bonne idée de ce en quoi cette stratégie consisterait. Ainsi, ils pensaient qu'elle viserait à promouvoir la réduction des émissions de carbone produites lors de la construction et du fonctionnement des nouveaux bâtiments au Canada, à offrir des incitatifs financiers afin d'aider les entreprises et les ménages à effectuer des rénovations dans les bâtiments pour économiser l'énergie et réduire les émissions, à créer des normes d'efficacité énergétique nationales à l'intention des promoteurs et des constructeurs et à fournir un cadre général dans le but de délaisser les combustibles fossiles employés dans les bâtiments et le domaine de la construction au profit de sources d'énergies renouvelables.

Pour faciliter la discussion, nous avons dit aux participants qu'un bâtiment carboneutre pourrait produire autant d'énergie qu'il en consomme grâce au recours à des sources d'énergies renouvelables. Les éléments que le gouvernement fédéral proposait de mettre en œuvre dans le cadre de la Stratégie nationale carboneutre des bâtiments comprenaient des subventions et du soutien financier pour les rénovations résidentielles et commerciales, la rénovation des bâtiments fédéraux pour les rendre plus écoénergétiques, l'obligation pour tous les nouveaux bâtiments d'être conçus de manière à être

carboneutres et du financement aux collectivités autochtones en vue de la construction et de la rénovation de bâtiments qui seront carboneutres.

De façon générale, les participants appuyaient ces initiatives, estimant qu'elles pourraient être utiles et méritaient d'être mises en œuvre. Ils ont particulièrement bien accueilli les propositions concernant les incitatifs financiers destinés aux particuliers et aux entreprises. Beaucoup étaient favorables à l'idée de fournir du financement additionnel aux communautés autochtones pour leur permettre de devenir plus durables sur le plan environnemental et d'investir dans des infrastructures plus résilientes. En plus de présenter des avantages pour l'environnement, cette stratégie créerait selon les participants des emplois dans les secteurs de l'énergie verte et de l'écoconstruction.

Nous avons présenté aux participants une liste de nouveaux noms possibles pour la Stratégie nationale carboneutre des bâtiments; les participants des groupes anglophones préféraient d'emblée *Stratégie des bâtiments durables*, tandis que ceux des groupes francophones avaient un faible pour *Stratégie canadienne des bâtiments verts*. Précisant leur raisonnement, les participants disaient aimer davantage les noms concis et directs qui véhiculaient clairement les objectifs de la stratégie.

**Véhicules zéro émission (parents d'enfants de moins de 12 ans de l'île de Vancouver, résidents de la RGT comptant acheter une propriété, résidents de grandes villes du Québec comptant acheter une propriété, immigrants de première génération de la Colombie-Britannique, jeunes adultes des régions de Wellington et de Waterloo [Ontario], jeunes adultes de la région de la Mauricie [Québec], résidents de grandes villes des Prairies, résidents du Nord-du-Québec)**

Les participants de ces groupes ont été invités à discuter des véhicules zéro émission (VZE), une catégorie d'automobiles ayant la capacité de ne produire aucune émission d'échappement dont font partie les véhicules électriques à batterie, les véhicules hybrides électriques rechargeables et les véhicules à pile à hydrogène.

De très rares participants ont mentionné posséder actuellement un VZE ou en avoir déjà eu un, mais bon nombre ont affirmé envisager l'achat d'un tel véhicule dans l'avenir, certains ayant même examiné la possibilité d'en acquérir un récemment. Concernant les raisons pour lesquelles ils envisageraient d'acheter un VZE, les participants ont cité les coûts de carburant moindres, les avantages environnementaux, les incitatifs financiers pour passer à un VZE et la technologie de pointe. Parmi les obstacles à l'achat d'un VZE, les participants ont mentionné leur prix d'achat élevé, la difficulté à les faire réparer et les préoccupations relatives à l'autonomie, aux bornes de recharge et aux infrastructures.

Les participants avaient des points de vue partagés sur une possible proposition du gouvernement du Canada voulant que tous les nouveaux véhicules vendus au Canada soient des VZE d'ici 2050. Beaucoup y voyaient un objectif raisonnable à atteindre dans un délai réaliste, qui laissait suffisamment de temps aux constructeurs et au public pour s'adapter à ces changements. Cela dit, un nombre considérable de participants étaient plus réticents, jugeant qu'au bout du compte, c'est le consommateur qui doit décider du type de véhicule qu'il souhaite acheter. Des préoccupations ont été soulevées quant à la pertinence d'exiger des VZE dans toutes les collectivités canadiennes, en

particulier dans les régions rurales ou qui sont aux prises avec des conditions météorologiques extrêmes en hiver. Lorsque nous leur avons demandé s'ils envisageraient l'achat d'un VZE d'ici 2050 si le prix d'un tel véhicule était comparable à celui d'un véhicule à essence, la plupart ont répondu par l'affirmative.

**Petits réacteurs nucléaires (parents d'enfants de moins de 12 ans de l'île de Vancouver, résidents de la RGT comptant acheter une propriété, résidents de grandes villes du Québec comptant acheter une propriété, immigrants de première génération de la Colombie-Britannique, jeunes adultes des régions de Wellington et de Waterloo [Ontario], jeunes adultes de la région de la Mauricie [Québec], résidents de grandes villes des Prairies, résidents du Nord-du-Québec)**

En général, les premières impressions des participants divergeaient lors de la discussion visant à déterminer si le gouvernement du Canada devrait investir davantage dans l'énergie nucléaire. Il y avait pratiquement autant de participants favorables à cette idée que contre ou encore sceptiques en la matière, même si la plupart hésitaient quelque peu à se prononcer, soucieux de se renseigner sur le sujet avant de se forger une opinion.

Les défenseurs de l'énergie nucléaire la décrivaient généralement comme étant sûre, efficace et plus écologique que les combustibles fossiles. Cependant, ils tenaient tout de même à nuancer leur appui, en précisant qu'ils ne souhaitaient pas que la priorité soit accordée à l'énergie nucléaire plutôt qu'à d'autres sources d'énergies renouvelables telles que les énergies solaire, éolienne ou hydroélectrique. Chez ceux qui étaient plus préoccupés par l'énergie nucléaire, leur principale crainte avait trait à la sûreté, notamment lors de l'exploitation des centrales nucléaires et de l'élimination des déchets nucléaires, un processus qui posait des défis selon eux. Par ailleurs, certains se demandaient si l'énergie nucléaire était vraiment aussi « propre » ou « écologique » qu'on le laissait souvent entendre. Toutefois, la plupart se disaient incapables de décider si le Canada devrait recourir davantage à l'énergie nucléaire sans en savoir plus sur la proposition du gouvernement, la technologie en tant que telle et la mesure dans laquelle l'énergie nucléaire est utilisée au Canada.

Questionnés au sujet des petits réacteurs nucléaires ou petits réacteurs modulaires (PRM), de rares participants avaient eu vent de cette technologie et beaucoup estimaient en savoir trop peu à cet égard pour se faire une opinion. Après avoir obtenu d'autres renseignements sur ces réacteurs, y compris sur leurs avantages, beaucoup considéraient d'un œil plus favorable l'utilisation des PRM au Canada. Un certain nombre de participants étaient prêts à croire que ces petits réacteurs étaient plus sûrs et plus faciles à construire et qu'ils nécessitaient moins de ressources et produisaient moins de déchets que les réacteurs traditionnels. Peu de participants demeuraient réticents aux PRM ou continuaient de s'y opposer, citant de nouveau des craintes relatives à la sûreté et se demandant s'il y aurait suffisamment de travailleurs qualifiés pour exploiter ces installations en toute sécurité.

Une fois qu'ils ont appris que certains experts avaient désigné les PRM comme un moyen efficace de réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'aider le gouvernement du Canada à atteindre son objectif de carboneutralité, les participants étaient en général plus favorables à l'idée. De plus, beaucoup ont réagi positivement lorsque nous les avons informés des possibles avantages économiques des PRM et des débouchés qu'une utilisation accrue des PRM au Canada créerait pour

les entreprises qui développaient déjà la technologie. Certains aimaient l'idée que le Canada devienne un chef de file dans cette technologie et se mette à exporter des PRM vers d'autres pays. De rares participants se sont dits préoccupés par la sûreté de l'exploitation des PRM dans les autres pays et par la possibilité que cette technologie soit utilisée comme arme. Dans l'ensemble, après avoir pris connaissance de messages positifs sur l'utilisation des PRM, les participants étaient assez enclins à envisager la possible adoption de ces réacteurs au Canada, estimant qu'ils pourraient présenter des avantages économiques et environnementaux et être un élément judicieux de la stratégie énergétique à long terme du gouvernement du Canada, à condition d'être sûrs.

### **Énergie à hydrogène (résidents de grandes villes du Québec comptant acheter une propriété, résidents du Nord-du-Québec)**

Quelques participants avaient déjà entendu parler du terme « hydrogène propre ». Ces derniers considéraient l'hydrogène comme une source d'énergie renouvelable efficace, qui est potentiellement une bonne solution. Dans le but de faciliter la discussion, nous avons fourni un complément d'information sur l'énergie à hydrogène et les fins auxquelles elle pourrait être utilisée. Questionnés à propos de préoccupations ou d'inconvénients possibles associés à l'énergie à hydrogène, un petit nombre de participants ont dit craindre les risques d'inflammabilité et les accidents ou explosions pouvant en découler.

Convaincus de ses avantages économiques et environnementaux, certains étaient ouverts à l'idée que le gouvernement du Canada intègre l'énergie à hydrogène au bouquet énergétique du pays. Bon nombre de participants estimaient toutefois que davantage de recherche était nécessaire pour déterminer si cette technologie se voulait une solution viable pour combler les besoins énergétiques de la population canadienne à l'avenir.

---

#### **COMPLÉMENT D'INFORMATION**

The Strategic Counsel  
Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY  
Date d'octroi du contrat : 16 décembre 2021  
Valeur du contrat : 2 428 991,50 \$

---

## Résultats détaillés – Partie I : COVID-19

## Chronologie des annonces en janvier

Afin de situer les groupes de discussion dans le contexte des événements clés ayant eu lieu durant la pandémie de COVID-19, voici un bref rappel de la situation pour la période allant de la fin décembre 2021 à la fin janvier 2022.

- À la fin du mois de décembre
  - On dénombre 2 102 470 cas de COVID-19 au Canada et 30 253 décès associés.
  - Le bilan quotidien s'élève à 25 332 cas à l'échelle du pays, en hausse de 141 % par rapport à la semaine précédente.
  - Le nombre de cas actifs de COVID-19 est de 207 418.
  - Plus de 67 millions de doses de vaccins contre la COVID-19 ont été administrées au pays.
- Du 1<sup>er</sup> au 9 janvier
  - Le 1<sup>er</sup> janvier. Le gouvernement du Canada souligne le 75<sup>e</sup> anniversaire de la première *Loi sur la citoyenneté canadienne*.
  - Le 4 janvier. Le gouvernement du Canada annonce la conclusion d'ententes de principe sur une résolution globale visant l'indemnisation des personnes lésées par le sous-financement discriminatoire des services à l'enfance et à la famille des Premières Nations et la réalisation d'une réforme à long terme du programme des services à l'enfance et à la famille des Premières Nations et du principe de Jordan.
  - Le 4 janvier. La convention de règlement *Gottfriedson* relative aux anciens élèves externes des pensionnats indiens pour les survivants et leurs descendants entre en vigueur. Les élèves externes admissibles reçoivent une compensation individuelle de 10 000 \$ pour avoir fréquenté un pensionnat indien en tant qu'élèves externes. Le règlement prévoit également 50 millions de dollars pour la création de la Société de revitalisation des élèves externes, une société sans but lucratif dirigée par des Autochtones qui appuiera des activités axées sur la guérison, le bien-être, l'éducation, la langue, la culture, le patrimoine et la commémoration pour les survivants et les descendants.
  - [Groupes de discussion de la population générale de la région de Frontenac, en Ontario \(5 janvier\), de la population générale de Terre-Neuve \(6 janvier\), et des jeunes adultes de l'Alberta \(6 janvier\).](#)
  - Le 7 janvier. Le gouvernement du Canada annonce la mise sur pied du Comité ministériel fédéral de coordination sur les pommes de terre de l'Île-du-Prince-Édouard dans le but d'améliorer la coordination et la collaboration pangouvernementale afin de donner suite aux préoccupations et de trouver des solutions.
- Du 10 au 16 janvier
  - Le 10 janvier. Le gouvernement du Canada fonde le comité économique mixte Canada-Vietnam afin de renforcer les liens commerciaux du pays avec le Vietnam, un important partenaire commercial mondial pour le Canada et un acteur économique de premier plan dans la région indopacifique.



- Le 11 janvier. Le gouvernement du Canada annonce l'arrivée au pays de plus de 250 réfugiés afghans, dont 170 défenseurs des droits de la personne, à titre de réfugiés parrainés par le gouvernement fédéral.
- [Groupes de discussion des parents d'enfants de moins de 12 ans de l'île de Vancouver \(11 janvier\) et des résidents de la région du Grand Toronto \(RGT\) comptant acheter une propriété \(12 janvier\).](#)
- Le 12 janvier. Le ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie annonce un investissement de plus de 550 millions de dollars qui profitera à environ 5 500 chercheurs, dans le cadre des efforts continus du gouvernement fédéral pour soutenir le secteur canadien de la science et de la recherche.
- Le 12 janvier. La ministre des Finances annonce que la date limite de remboursement des prêts du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) menant à une radiation partielle de ces prêts est reportée du 31 décembre 2022 au 31 décembre 2023.
- Le 13 janvier. Le gouvernement du Canada annonce un soutien financier à l'organisme de counseling Caring Hearts de Regina pour l'élaboration d'un modèle d'éducation culturellement adapté à l'intention des familles de femmes et de filles autochtones disparues et assassinées, afin de les aider dans leur processus de guérison.
- Le 14 janvier. Le ministre de la Santé annonce la création du Centre pour la recherche sur la préparation en cas de pandémie et d'urgence sanitaire, qui sera doté d'un investissement permanent de 18,5 millions de dollars par an.
- Le 14 janvier. Le gouvernement du Canada annonce le lancement de l'application gratuite Mieux-être, en complément au portail Espace mieux-être Canada (EMC), qui offrira aux Canadiens un moyen supplémentaire d'accéder en ligne à des ressources et du soutien en matière de santé mentale et de consommation de substances et d'évaluer différents aspects de leur bien-être mental.
- Du 17 au 23 janvier
  - Le 17 janvier. Santé Canada autorise l'utilisation conjointe de deux antiviraux, le nirmatrelvir et le ritonavir (dont le nom de marque est PAXLOVID) pour le traitement des adultes qui présentent des symptômes légers ou modérés de la COVID-19 et courent un risque élevé d'évolution vers une maladie grave pouvant entraîner une hospitalisation ou un décès.
  - Le 17 janvier. Le gouvernement du Canada annonce un investissement de plus de 35 millions de dollars pour développer la capacité de réinstallation et les services d'établissement dans l'ensemble du pays.
  - Le 17 janvier. Le gouvernement du Canada annonce avoir reçu un premier envoi comptant 30 400 traitements de PAXLOVID, le traitement antiviral par voie orale contre la COVID-19 de Pfizer, et en attendre 120 000 de plus d'ici la fin du mois de mars.
  - [Groupes de discussion des résidents de grandes villes du Québec comptant acheter une propriété \(17 janvier\), des immigrants de première génération de la Colombie-Britannique \(18 janvier\) et des jeunes adultes des régions de Wellington et de Waterloo, en Ontario \(19 janvier\).](#)
  - Le 19 janvier. Le gouvernement du Canada annonce un financement de 10 millions de dollars destiné à accroître la capacité de recherche en santé publique du pays, dont

8 millions seront consacrés à sept nouvelles chaires de recherche appliquée en santé publique dans des domaines comme la santé environnementale et urbaine, les maladies infectieuses et la prévention des maladies.

- Le 19 janvier. Le gouvernement du Canada annonce un investissement fédéral de plus de 3 millions de dollars pour renforcer la collaboration, faire progresser le leadership émergent et attirer des investissements du secteur privé qui contribueront à la croissance des entreprises du secteur des technologies propres de l'Alberta.
- [Groupe de discussion des jeunes adultes de la Mauricie, au Québec \(20 janvier\).](#)
- Le 21 janvier. Le gouvernement du Canada annonce avoir proposé au gouvernement de l'Ukraine un prêt de 120 millions de dollars pour soutenir la résilience économique du pays et ses réformes en matière de gouvernance.
- Le 21 janvier. Le gouvernement du Canada annonce une contribution de 50,4 millions de dollars qui permettra de financer neuf initiatives visant à soutenir la prestation de services de santé à la population haïtienne, à renforcer les capacités et les infrastructures d'Haïti sur le plan de la sécurité, à promouvoir la santé et les droits sexuels et reproductifs et à remédier à l'insécurité alimentaire et à d'autres problèmes humanitaires dans ce pays.
- Du 24 au 31 janvier
  - [Groupes de discussion de la population générale de grandes villes des Prairies \(24 janvier\) et des parents d'enfants de moins de 12 ans de la Nouvelle-Écosse \(25 janvier\).](#)
  - Le 25 janvier. Le gouvernement du Canada annonce l'octroi de 2 millions de dollars au fonds atmosphérique (The Atmospheric Fund ou TAF) aux fins du déploiement et de l'installation de quelque 294 bornes de recharge pour VE dans la région du Grand Toronto et de Hamilton.
  - Le 26 janvier. Le gouvernement du Canada annonce un financement de 6,9 millions de dollars pour cinq projets qui permettront d'offrir des services Internet haute vitesse à plus de 3 455 foyers de régions rurales de l'Ontario.
  - Le 26 janvier. Le gouvernement du Canada annonce le versement de 340 millions de dollars en soutien immédiat à l'Ukraine et pour la prolongation et l'élargissement de l'opération UNIFIER, la mission d'instruction militaire et de renforcement des capacités menée par les Forces armées canadiennes en Ukraine.
  - [Groupe de discussion de la population générale du Nord-du-Québec \(27 janvier\).](#)
  - Le 27 janvier. Le gouvernement du Canada annonce un resserrement des liens commerciaux avec l'Ukraine à l'occasion du 30<sup>e</sup> anniversaire des relations diplomatiques entre les deux pays, en particulier au moyen de la modernisation de l'Accord de libre-échange Canada-Ukraine (ALECU).
  - Le 28 janvier. Le gouvernement du Canada annonce que l'objectif de réduire de 25 % le prix des forfaits de milieu de gamme pour les services sans fil a été atteint trois mois avant l'échéance.
  - Le 28 janvier. Le gouvernement du Canada annonce une mise à jour de ses mesures frontalières, plus précisément la levée des exigences modifiées relatives aux tests de dépistage avant le départ pour les voyageurs arrivant au Canada par un vol direct ou indirect depuis l'Inde ou le Maroc, et la fin de l'exemption temporaire des exigences relatives aux tests de dépistage avant l'entrée, à l'arrivée et au huitième jour ainsi qu'à

l'exigence de quarantaine pour les résidents et les travailleurs essentiels de la Colombie-Britannique qui doivent se rendre par voie terrestre aux États-Unis ou transiter par ce pays pour se procurer des aliments et des fournitures essentiels.

- Le 28 janvier. Le bilan des cas de COVID-19 au Canada s'établit à 2 998 329, et le nombre de décès attribuables au virus, à 33 373. Plus de 76 millions de doses de vaccins contre la COVID-19 ont été administrées au pays.
  - On constate une tendance à la baisse du nombre de cas, qui passe à 18 497 pour la dernière période de sept jours du mois de janvier (du 21 au 27). Il s'agit d'une diminution de 28 % par rapport à la semaine précédente.

## Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Au début de chaque rencontre, nous avons demandé aux participants ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Dans tous les groupes, la pandémie de COVID-19 et la réponse du gouvernement fédéral à son égard ont figuré en tête des mentions.

Plusieurs participants n'avaient rien de particulier à rapporter, mais de nombreux autres se rappelaient certaines annonces et initiatives fédérales récentes liées à la pandémie, dont celles-ci :

- Les mesures prises par le gouvernement fédéral pour acheter et faire distribuer aux Canadiens un plus grand nombre de trousse de dépistage antigénique rapide à utiliser à la maison. Cette mesure était jugée fort utile, vu les difficultés d'accès au dépistage dans le contexte de l'afflux de cas provoqué par le variant Omicron;
- L'approbation par Santé Canada (le 17 janvier 2022) d'un comprimé contre la COVID-19 (Paxlovid) fabriqué par Pfizer, suivie de l'achat de doses par le gouvernement fédéral en vue de leur utilisation au Canada;
- Les directives des responsables de la santé publique, comme l'administratrice en chef de la santé publique du Canada et les médecins-hygiénistes en chef des provinces et des territoires, pour se protéger face à la hausse du nombre de cas, y compris les stratégies permettant de gérer l'infection chez soi, sachant que les pressions sur le système de soins de santé allaient croissant dans nombre de provinces et territoires;
- L'évolution des règles et des mesures de dépistage liées aux voyages internationaux. Dans les groupes tenus durant la deuxième quinzaine de janvier, plusieurs participants ont mentionné la suppression par le gouvernement du Canada de l'exemption des exigences frontalières accordée à certaines catégories de voyageurs entrant au pays, notamment les camionneurs (les participants croyaient souvent qu'il s'agissait d'une nouvelle politique). Ce point a été soulevé avec une fréquence accrue au fil du mois;
- Les déclarations ou les mesures du gouvernement fédéral visant l'ouverture d'une enquête sur des allégations de comportement indiscipliné et d'enfreinte aux règles de santé publique à bord d'un vol nolisé Montréal-Cancun de Sunwing Airlines (le 30 décembre 2021);

- La prestation de nouvelles subventions salariales et d'autres soutiens financiers fédéraux pour aider les Canadiens qui sont touchés par le resserrement des mesures de santé publique dans plusieurs provinces et territoires aux prises avec une augmentation des cas. La Prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement a parfois été explicitement citée;
- De façon plus générale, un certain nombre de participants se rappelaient avoir lu ou entendu des communications fédérales, provinciales ou territoriales au sujet de la pandémie de COVID-19, du variant Omicron, des mesures de santé publique et de la campagne de vaccination en cours. À l'inverse, quelques-uns ont confié qu'ils évitaient d'écouter les nouvelles, surtout à propos de la pandémie, car ils se sentaient parfois un peu submergés.

Plusieurs participants se rappelaient également certaines mesures prises récemment par le gouvernement du Canada sans lien avec la pandémie, notamment :

- L'annonce d'une entente sur l'indemnisation des particuliers et des familles autochtones qui ont pâti du système fédéral de protection de l'enfance. Quelques participants ont également noté un effort renouvelé de la part du gouvernement fédéral ces derniers mois pour tendre la main aux communautés autochtones et prendre des mesures concrètes afin d'améliorer les conditions de vie dans les réserves du pays;
- L'accord conclu par le gouvernement fédéral et le Centre national pour la vérité et la réconciliation prévoyant la divulgation de milliers de documents historiques sur le système de pensionnats pour Autochtones;
- L'investissement dans la capacité de réinstallation et les services d'établissement offerts aux nouveaux arrivants et aux réfugiés qui élisent domicile dans les petites villes et les collectivités rurales du Canada;
- Le dialogue en cours au sujet du marché immobilier et de l'abordabilité du logement au Canada, notamment la question de savoir quand la Banque du Canada augmentera les taux d'intérêt. Plusieurs participants ont indiqué que les logements coûtaient de plus en plus cher, au point d'être inabordables, dans maintes régions du pays.

Pour ce qui est des nouvelles internationales, les participants des groupes tenus vers la fin du mois ont fait allusion à la montée des tensions entre la Russie et l'Ukraine et à la réponse possible du gouvernement du Canada et des autres membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

Nous avons posé une question supplémentaire au groupe d'immigrants de première génération de la Colombie-Britannique, pour savoir où ils obtiennent habituellement des nouvelles du gouvernement du Canada. Les sources mentionnées comprenaient les chaînes d'informations canadiennes comme la CBC et CTV, les fils d'actualités proposés par des plateformes comme Google, les médias sociaux, dont Facebook, ainsi que les sites Web du gouvernement du Canada.

### **Priorités du gouvernement du Canada (immigrants de première génération de la Colombie-Britannique, jeunes adultes des régions de Wellington et de Waterloo [Ontario], jeunes adultes de la région de la Mauricie [Québec])**

Invités à définir les priorités auxquelles le gouvernement du Canada devrait s'atteler en dehors de la COVID-19, les participants ont cité un large éventail d'enjeux, le plus souvent liés aux soins de santé, à l'augmentation du coût de la vie et à l'économie. Certains ont également exprimé le désir que les questions sociales et environnementales reçoivent plus d'attention.

Au chapitre de la santé, de nombreux participants souhaitaient que le gouvernement fédéral consacre des investissements accrus au renforcement des capacités du système de soins, notamment pour attirer des médecins de l'étranger et simplifier le processus de reconnaissance de leurs titres de compétences. Cette ligne d'action leur paraissait indispensable pour rattraper les rendez-vous et les actes médicaux annulés ou reportés depuis deux ans à cause de la pandémie. Plusieurs ont également souligné la nécessité d'investir davantage dans les services de soutien en santé mentale, car ils avaient le sentiment qu'un nombre croissant de Canadiens, en particulier les jeunes générations, étaient en détresse et avaient un accès limité aux ressources dans leur collectivité.

Sur le plan économique, certains croyaient que le gouvernement fédéral devrait ériger en priorité l'économie canadienne en général et s'attaquer à des enjeux précis tels que l'inflation, les retards dans les chaînes d'approvisionnement et les problèmes de coût de la vie liés au logement, à l'endettement des étudiants et aux frais de garde d'enfants.

D'autres ont recommandé que le gouvernement porte une attention plus marquée aux questions sociales. Ils ont évoqué, entre autres suggestions, la possibilité de mieux accompagner les familles dont les enfants ont des besoins spéciaux, d'examiner de plus près le problème de l'itinérance et les moyens de la combattre, et d'intensifier les efforts de réconciliation avec les communautés autochtones du Canada.

Plusieurs participants voulaient également voir le gouvernement fédéral faire une plus grande place aux changements climatiques et à l'environnement. Bon nombre d'entre eux, surtout dans les groupes de jeunes adultes, croyaient que ces enjeux appelaient des mesures urgentes et qu'il serait bientôt trop tard pour agir.

## Perspectives à propos de la COVID-19 et des vaccins (tous les lieux)

### **Le variant Omicron (tous les lieux)**

Les participants de tous les groupes ont abordé une foule de sujets liés à la pandémie et à la réponse du gouvernement du Canada à son égard, y compris la question du variant Omicron, la hausse du nombre de cas et les mesures de santé publique visant à contenir la propagation du virus.

Nous avons commencé par demander aux participants dans quelle mesure la montée des cas de COVID-19 et la progression du variant Omicron les préoccupaient. Même si certains ont confirmé leur inquiétude face à cette tendance à la hausse, de nombreux autres craignaient surtout que l'essor d'Omicron ait pour effet de prolonger les mesures de santé publique et les restrictions. Plusieurs ont mentionné les difficultés personnelles que leur posaient ces mesures au quotidien, notamment les multiples défis liés au télétravail, à l'apprentissage en ligne, à la recherche de services de garde, au fait d'être privé des interactions et activités habituelles et de devoir composer avec le paysage changeant des règles sanitaires.

Dans une perspective économique, bon nombre se sont dits inquiets des répercussions que pourrait avoir le maintien des restrictions sur les petites entreprises, qui leur semblaient avoir été touchées de façon disproportionnée par la pandémie. Maintenant exposées à des fermetures prolongées et à des limites de capacité dans plusieurs provinces et territoires, ces entreprises risquaient de devoir cesser leur activité. D'autres appréhendaient plutôt les répercussions des mesures de santé publique sur la santé mentale collective, voyant la fatigue et l'épuisement face à la pandémie gagner beaucoup de gens. Quelques personnes étaient particulièrement inquiètes des effets négatifs possibles d'un retour à l'école en ligne pour les enfants, tant sur le plan de leurs résultats scolaires que de leur déficit de socialisation.

Parmi ceux qui redoutaient les conséquences de la hausse des cas sur le plan médical, beaucoup ont souligné le danger qui en résulterait pour les autres, notamment les groupes vulnérables – soit les personnes immunodéprimées, les aînés et les jeunes enfants n'ayant pas encore accès à la vaccination. De façon plus générale, l'impact de cette souche du virus sur le système de soins de santé en préoccupait plusieurs, qui s'interrogeaient sur la capacité des hôpitaux et des unités de soins intensifs à prendre en charge les cas de COVID-19 tout en réservant assez de ressources et de personnel pour les activités sans rapport avec la pandémie. Compte tenu du taux de transmissibilité élevé du variant Omicron, certains s'inquiétaient également des conséquences économiques de la maladie et des pénuries de personnel, surtout dans des secteurs vitaux comme l'éducation, la santé et d'autres secteurs de services essentiels.

Un petit nombre de participants étaient relativement sereins face à cette nouvelle souche et ses effets. Ils avaient l'impression qu'Omicron était un variant peu dangereux et que la population, aujourd'hui largement vaccinée, était plus à l'abri que jamais des effets graves du virus.

Interrogés sur les raisons pouvant expliquer la récente augmentation des cas de COVID-19, outre la transmissibilité accrue du variant Omicron, les participants ont évoqué plusieurs causes possibles, dont celles-ci :

- La faible gravité perçue du variant Omicron, qui incitait peut-être les gens à avoir des comportements plus risqués ou à prendre moins de précautions pour éviter le virus;
- La fatigue et la complaisance après deux ans de pandémie, qui contribuaient à un laxisme croissant face aux consignes sanitaires (p. ex., porter le masque, se laver régulièrement les mains, maintenir une distance appropriée, éviter les activités sociales);

- La reprise des activités sociales et des voyages ainsi que la baisse des restrictions par rapport aux années précédentes, en particulier pour les personnes vaccinées. D'après certains, ce facteur multipliait les occasions de transmission;
- La difficulté de se faire tester et de faire confirmer les cas positifs de COVID-19, avec pour résultante probable que de plus nombreuses personnes infectées poursuivaient leurs activités quotidiennes et se rendaient au travail, risquant de propager le virus;
- La météo saisonnière, en particulier le temps froid, qui amenait plus de gens à se réunir à l'intérieur pendant l'hiver et qui permettait au virus de se répandre plus facilement.

Les participants ont pris part à un exercice visant à cerner leur opinion générale des restrictions liées à la COVID-19 qui étaient en vigueur dans leur région au moment de la tenue des groupes. Ils devaient nous résumer leur point de vue à l'aide d'un mot ou d'une phrase.

Les réponses ont couvert tout le spectre. Il y a eu presque autant de réactions favorables aux restrictions que de commentaires ambivalents ou hostiles aux mesures de santé publique récemment instaurées. À l'échelle régionale, alors que la plupart des groupes avaient des opinions mixtes, ceux du Canada atlantique se sont montrés un peu plus réceptifs aux exigences actuelles et, à l'inverse, ceux de l'Alberta et du Québec ont davantage eu tendance à s'en irriter.

Les participants qui avaient émis des avis positifs ont eu recours à des termes comme « nécessaire », « constructif », « rassuré » et « heureux » pour décrire leur point de vue sur les restrictions sanitaires actuelles. Même si quelques-uns regrettaient que la pandémie ait pris une telle ampleur, ces participants considéraient généralement les restrictions en place dans leur région comme justes et nécessaires, du moins à court terme. Certains ont confié que l'adoption de mesures supplémentaires les avait rassurés quant à la possibilité de sortir indemnes de cette nouvelle vague de la pandémie. Un petit nombre de participants estimaient qu'il fallait renforcer les restrictions actuelles, qu'ils jugeaient « insuffisantes », « élastiques » ou « timides ».

Ceux qui envisageaient les restrictions avec plus d'ambivalence ou de pessimisme ont utilisé des termes comme « épuisé », « regrettable » et « anxiété » pour décrire leur point de vue. Tout en reconnaissant que ces mesures de santé publique accrues étaient nécessaires, certains trouvaient préoccupantes leur nature apparemment indéfinie et leur absence d'échéance précise. D'autres se sentaient anxieux devant l'« interminable cycle » des restrictions levées puis rétablies au gré des circonstances changeantes de la pandémie.

Un nombre restreint mais non négligeable de participants ont exprimé avec plus de véhémence leur opposition au maintien des restrictions sanitaires, choisissant des termes comme « inutile », « arbitraire », « superflu » et « pris au piège ». Nombre d'entre eux étaient d'avis que les restrictions et les mesures de santé publique contribuaient peu à freiner la propagation de la COVID-19, surtout vu le taux de transmission élevé du variant Omicron. Certains croyaient qu'après deux ans de pandémie, la prolongation ou l'ajout de restrictions risquait d'avoir de lourdes conséquences sur la santé mentale et le bien-être économique de la population. Plusieurs trouvaient aussi que certaines mesures étaient injustes ou inégalement appliquées, par exemple l'obligation pour les gymnases et les centres d'entraînement physique de fermer, alors que les restaurants et d'autres établissements pouvaient

rester ouverts. Quelques participants ont commenté l'impact émotionnel des mesures en cours, évoquant la solitude et l'isolement des gens coupés de leur vie sociale à cause de la pandémie.

À la question de savoir s'il fallait alléger les mesures de santé publique ou les éliminer complètement dans leur région, la plupart ont recommandé de les maintenir jusqu'à ce que la diminution du nombre de cas et d'hospitalisations permette d'envisager leur assouplissement graduel. Bien que le renforcement des mesures sanitaires faisait peu d'heureux, la plupart des participants croyaient qu'elles aidaient à protéger les gens dans l'immédiat. Plusieurs souhaitaient toutefois que l'application des mesures sanitaires et des restrictions soit plus uniforme, ou fasse l'objet d'éclaircissements, car ils ne comprenaient pas pourquoi certaines entreprises étaient contraintes de fermer et d'autres non, comme nous l'avons signalé plus haut. À nouveau, ils ont cité le cas des gymnases et des centres d'entraînement, qui méritaient selon eux de rouvrir en priorité, étant donné qu'ils comportaient relativement peu de risque et offraient à leur clientèle d'importants avantages sur le plan de la santé physique et mentale.

En ce qui concerne les résultats par région, les groupes de l'Alberta et du Québec penchaient davantage pour un assouplissement. À noter cependant que le groupe des Prairies comptait seulement quelques personnes favorables au resserrement des mesures de santé publique, contre une majorité de participants peu enthousiastes à cette idée.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient modifié leurs comportements avec l'arrivée du variant Omicron et l'augmentation du nombre de cas, beaucoup ont répondu que oui. Voici les principaux changements qu'ils nous ont décrits :

- La réduction des interactions sociales et de la « bulle » personnelle – Plusieurs personnes ont indiqué qu'elles avaient fortement restreint leurs activités sociales à la suite de la découverte du variant Omicron. Elles n'avaient de contacts personnels qu'avec les membres de leur famille immédiate, avaient renoncé aux rassemblements du temps des Fêtes, sortaient moins souvent faire des courses essentielles (l'épicerie, par exemple) et, dans certains cas, avaient provisoirement retiré leurs enfants de l'école ou de la garderie;
- L'utilisation de tests de dépistage rapide avant les rassemblements sociaux – Parmi les participants qui maintenaient des contacts sociaux, quelques-uns ont dit avoir récemment pris la précaution supplémentaire de demander aux intéressés de faire un test de dépistage rapide de la COVID-19 avant la rencontre, afin d'aider à freiner la transmission tout en procurant plus de tranquillité d'esprit à toutes les personnes présentes;
- L'annulation ou le report des activités de loisir, par choix personnel ou à la suite de nouvelles mesures de santé publique – Pour certains, cela signifiait qu'ils n'allaient plus manger au restaurant, et pour d'autres, qu'ils cessaient de pratiquer des sports comme le hockey ou de jouer de la musique en groupe;
- Le choix de porter un autre type de masque – Dans tous les groupes, un grand nombre de participants ont signalé qu'ils avaient troqué leur masque en tissu ou leur masque « médical » standard contre un masque de type N95. Plusieurs avaient entendu dire que les N95 offrent une protection supérieure contre la COVID-19 et décidé de changer de masque pour leur propre sécurité et par souci de ne pas contaminer les autres. Certains de ceux qui n'avaient pas changé



leurs habitudes sur ce point ont noté qu'à la lumière de ces discussions, ils envisageaient maintenant de se procurer des masques N95.

Bon nombre de participants n'avaient pas modifié leurs comportements dans le sillage d'Omicron, mais la plupart ont expliqué qu'ils avaient suivi les règles et les conseils des responsables de la santé publique tout au long de la pandémie. Les deux dernières années les avaient rodés aux précautions comme le port du masque, l'utilisation de désinfectant pour les mains et la distanciation sociale, et ils pensaient y rester fidèles dans l'avenir.

Un petit nombre de participants ont reconnu qu'ils respectaient moins scrupuleusement les pratiques de santé publique qu'aux premiers jours de la pandémie. Il était temps, selon eux, d'essayer de « vivre avec le virus » le plus normalement possible.

La question de savoir si la progression de la COVID-19 allait s'accélérer, rester stable ou ralentir au cours des prochains mois a reçu des réponses variées. Le plus souvent, les participants s'attendaient au statu quo pour le court terme, c'est-à-dire à un nombre de cas important, mais sans escalade de la gravité. Le taux de vaccination relativement élevé de la population canadienne en portait plusieurs à croire que la situation ne se détériorerait pas d'ici quelques mois. D'autres, en revanche, pensaient que ce taux de vaccination devait augmenter, sans quoi la COVID-19 persisterait dans un avenir prévisible.

Un nombre restreint mais appréciable de participants craignaient que la pandémie s'aggrave durant les mois qui viennent. De l'avis de plusieurs, la forte contagiosité du variant Omicron, la tendance à se réunir à l'intérieur pendant l'hiver et le risque d'émergence de nouveaux variants n'auguraient rien de bon, et il était fort possible que les cas et les hospitalisations continuent de grimper à court terme.

Peu de participants s'attendaient à une nette amélioration durant cette période, mais plusieurs espéraient que le nombre de cas atteindrait un plateau pour ensuite reculer et offrir un peu de répit au système de soins de santé. La plupart ne comptaient pas que cela se produise avant le printemps ou l'été, cependant.

### **Mesures de voyage et considérations liées à la COVID-19 (résidents de la région de Frontenac [Ontario], résidents de Terre-Neuve, jeunes adultes de l'Alberta)**

Au chapitre des mesures de voyage visant à endiguer la propagation de la COVID-19, nous avons demandé aux participants de trois groupes s'ils étaient au fait de mesures prises récemment par le gouvernement du Canada dans le dossier des voyages internationaux. La plupart des participants ne se rappelaient rien de précis et, excepté ceux qui avaient récemment voyagé, ne savaient plus trop quelles exigences s'appliquaient en ce moment. Beaucoup trouvaient difficile depuis quelque temps de rester au courant des règles relatives aux voyages internationaux, car elles changeaient sans cesse, aussi bien au Canada que dans d'autres pays.

Parmi les grands voyageurs ou ceux qui avaient voyagé récemment, plusieurs ont mentionné le rétablissement de l'exigence d'un test PCR négatif avant l'arrivée pour les séjours de moins de 72 heures aux États-Unis. Dans différents groupes, quelques participants ont fait allusion à l'interruption des voyages provenant de plusieurs pays d'Afrique australe considérés comme des

« points chauds » du variant Omicron. Il a aussi été question des exigences en matière de vaccination imposées aux étudiants étrangers qui arrivent au Canada.

Lorsque nous avons demandé aux participants ce qu'ils pensaient des exigences fédérales actuelles relatives aux voyages, et notamment s'ils les trouvaient trop strictes, trop permissives ou plutôt appropriées, les avis ont été partagés, reflétant parfois certains écarts régionaux. Alors que les participants de l'Ontario et de l'Alberta jugeaient le niveau des restrictions adéquat dans l'ensemble, ceux de Terre-Neuve avaient tendance à dire qu'elles étaient trop laxistes et devraient être resserrées. Plusieurs participants du groupe de Terre-Neuve tenaient les déplacements non essentiels pour l'un des facteurs responsables de la progression d'Omicron et souhaitaient les voir interdits.

Tous les groupes comptaient des participants qui doutaient de l'efficacité des restrictions liées aux voyages internationaux pour ralentir la transmission communautaire des variants, notamment Omicron, une fois ces souches détectées localement. D'autres étaient sceptiques parce qu'ils avaient l'impression qu'en dépit de leur efficacité potentielle, ces mesures intervenaient souvent de façon trop tardive, trop graduelle ou trop inégale. Enfin, quelques indécis ont dit qu'ils n'en savaient pas assez au sujet des restrictions actuelles pour se prononcer sur leur efficacité.

### **Sources d'informations sur la COVID-19 (résidents de la région de Frontenac [Ontario], résidents de Terre-Neuve, jeunes adultes de l'Alberta, résidents de la RGT comptant acheter une propriété, résidents de grandes villes du Québec comptant acheter une propriété)**

Interrogés sur leurs sources habituelles d'informations concernant la pandémie de COVID-19, les participants de ces groupes ont dressé la liste suivante :

- Les médias traditionnels comme CBC, CTV, Global News et CBC/Radio-Canada;
- Les autorités locales de santé publique ainsi que les annonces des responsables provinciaux et fédéraux de la santé;
- Les articles et les balados venant de virologues et de spécialistes médicaux réputés;
- Les discussions avec les collègues, les amis et les membres de la famille;
- Les médias sociaux tels que Facebook, Twitter, Instagram et TikTok.

Alors que de nombreux participants du Québec, de Terre-Neuve et de la région de Frontenac, en Ontario, cherchaient activement à se renseigner sur la pandémie, très peu de leurs pairs de l'Alberta et de la région du Grand Toronto faisaient de même. À ce sujet, plusieurs ont expliqué qu'ils avaient fait en sorte d'éviter les nouvelles traitant de la COVID-19 ces derniers temps, car ils se sentaient quelque peu dépassés par la pandémie. Quelques autres ont également soulevé la question de la « désinformation » et de la présence croissante de contenus inexacts ou biaisés sur les plateformes numériques et les médias sociaux. Parmi ceux qui suivaient de près les sujets liés à la pandémie, certains ont dit qu'ils avaient maintenant pour rituel quotidien de jeter un coup d'œil aux nouvelles et aux plus récentes données, souvent à la même heure chaque jour. Un petit nombre de participants ont indiqué qu'ils s'en tenaient aux nouvelles qui concernent tout spécialement leur emploi. C'était surtout le cas des personnes qui travaillent dans des secteurs comme l'éducation et les services de garde d'enfants, souvent touchés par les changements aux mesures de santé publique.

### **Dose de rappel du vaccin contre la COVID-19 (résidents de la région de Frontenac [Ontario], résidents de Terre-Neuve, jeunes adultes de l'Alberta)**

Des différences de perspective notables sont apparues en fonction de la région lorsque nous avons parlé de la dose de rappel dans les trois groupes susmentionnés. Alors que les participants de l'Ontario avaient souvent déjà reçu leur troisième dose, la plupart de ceux de Terre-Neuve et de l'Alberta attendaient toujours l'invitation à prendre rendez-vous, soit parce qu'ils n'appartenaient pas aux tranches d'âge admissibles, soit parce que les stocks manquaient dans leur région. Dans tous les groupes, la plupart des participants étaient ouverts à l'idée de recevoir la dose de rappel, en particulier en Ontario et à Terre-Neuve, avec quelques personnes plus réticentes dans le groupe de jeunes adultes de l'Alberta.

Parmi les indécis, les motifs de préoccupation cités avaient surtout trait à l'efficacité et à l'utilité de la troisième dose ainsi qu'au désir d'éviter des querelles avec les membres de leur famille qui s'opposaient à la vaccination pour des raisons d'ordre idéologique. Même parmi ceux qui étaient bien disposés pour recevoir une dose de rappel, des questions subsistaient auxquelles ils espéraient trouver réponse afin d'être confortés dans leur choix, soit :

- La question de savoir si cette troisième injection serait la dernière dose requise, ou si l'on prévoyait maintenant instaurer un rappel annuel contre la COVID-19;
- La question de savoir si un changement de marque de vaccin pour la troisième dose (p. ex., Pfizer ou Moderna) par rapport aux doses initiales entraînerait des complications pour faire la preuve de leur statut vaccinal à l'étranger;
- Les effets secondaires auxquels on pouvait s'attendre après le rappel, point qui inquiétait particulièrement les participants ayant vécu des effets secondaires après les deux premières doses;
- La question de la vaccination des enfants de moins de 5 ans, et le délai auquel les parents pourraient s'attendre avant que ces vaccins soient approuvés pour les jeunes enfants.

### **Vaccination des enfants contre la COVID-19 (parents d'enfants de moins de 12 ans de l'île de Vancouver, parents d'enfants de moins de 12 ans de la Nouvelle-Écosse)**

Nous avons posé quelques questions supplémentaires à deux groupes de parents ayant de jeunes enfants à propos de l'approbation récente par Santé Canada du vaccin Comirnaty de Pfizer-BioNTech pour les enfants âgés de 5 à 11 ans.

Nous leur avons d'abord demandé s'ils avaient parlé des vaccins à leurs enfants. Tous l'avaient fait. De surcroît, presque tous ont indiqué qu'ils avaient déjà fait vacciner leurs enfants ou avaient l'intention de s'en occuper bientôt. En ce qui concerne leurs motivations, les participants ont eu tendance à mettre l'accent sur deux grands points :

- La protection contre la COVID-19 – C'était la principale raison citée par de nombreux participants. Même si certains avaient entendu dire que l'infection à la COVID-19 prend une forme relativement bénigne chez les jeunes, beaucoup ont dit s'inquiéter de ses conséquences possibles à long terme

sur la santé de leur enfant. Dans la même veine, plusieurs voyaient le vaccin comme un moyen de protéger d'autres personnes vulnérables de la famille, dont les grands-parents;

- Les exigences en matière de vaccination – Un certain nombre de participants ont aussi mentionné qu'ils voulaient que leurs enfants puissent continuer de prendre part à des activités sociales dans le cadre desquelles la pleine vaccination est exigée. Cela comprenait les sorties au restaurant, les pratiques sportives et la participation à de grands rassemblements.

Peu de participants avaient des questions en suspens au sujet du vaccin pédiatrique contre la COVID-19, mais quelques-uns étaient curieux de la quantité de vaccin administrée et se demandaient si, dans le cas des jeunes qui approchent l'âge de 12 ans, la dose « adulte » ne procurerait pas une meilleure protection que la dose plus faible actuellement administrée aux enfants de 5 à 11 ans. Ils espéraient que les responsables de la santé publique formuleraient des directives supplémentaires à cet égard.

## Évaluation de concepts sur les vaccins contre la COVID-19 (résidents de la région de Frontenac [Ontario], résidents de Terre-Neuve, jeunes adultes de l'Alberta, parents d'enfants de moins de 12 ans de l'île de Vancouver)

Nous avons invité les participants des quatre groupes précités à évaluer des publicités en cours d'élaboration par le gouvernement du Canada traitant de la troisième dose, aussi appelée dose de rappel, des vaccins contre la COVID-19. Nous leur avons présenté les scénarimages de deux concepts publicitaires (« A » et « B ») en précisant que les versions définitives prendraient la forme d'une vidéo d'animation professionnelle d'une durée de 15 secondes destinée aux médias sociaux et à des plateformes numériques. Alors que la plupart des groupes devaient comparer les concepts A et B, le groupe de l'île de Vancouver a examiné deux versions du concept A. Les groupes de l'île de Vancouver, de l'Alberta et de l'Ontario ont vu le concept A en premier, à la différence du groupe de Terre-Neuve, à qui nous avons soumis le concept B en premier, afin de déterminer si l'ordre de présentation des publicités faisait une différence.

En guise d'entrée en matière, nous avons demandé aux participants s'ils avaient reçu leur troisième dose du vaccin contre la COVID-19. La plupart ont répondu par l'affirmative dans le groupe de l'Ontario, contre une minorité dans les groupes de Terre-Neuve, de l'Alberta et de l'île de Vancouver. La plupart des gens qui n'avaient pas encore obtenu leur troisième dose comptaient le faire et beaucoup attendaient de pouvoir prendre rendez-vous. Un petit nombre de participants de l'Alberta ont exprimé des réticences face à la dose de rappel et aux vaccins contre la COVID-19 en général.

**Option A : Campagne publicitaire de santé publique – « Inside Out » (résidents de la région de Frontenac [Ontario], résidents de Terre-Neuve, jeunes adultes de l’Alberta)**

**EN – Opt 1**

*We zoom in on the human body to see antibodies.*

**VO: COVID-19 vaccines have helped keep us protected against infection.**

*There are only 1 or 2, and they're moving around pretty slowly.*

**VO: Now our immune response needs a boost.**

*With a pulse of music, we see more antibodies. They start moving rhythmically and more energetically.*

*We pull back to see a large group of antibodies moving in an energetic, rhythmic way.*

**VO: Booster doses can strengthen your immune response by producing more antibodies.**

**Book your booster dose when you're eligible and keep following public health measures.**

**Canada**  
Canada.ca/covid-vaccine

9

Le scénarimage ci-dessus n'a été évalué qu'auprès de groupes de langue anglaise, aucune version française n'a donc été produite. Il comporte six cadres d'animation tirés d'une campagne publicitaire de santé publique. Le premier et le deuxième cadres montrent une femme en train d'éternuer, et s'accompagnent de la description suivante : « We zoom in on the human body to see antibodies ». Simultanément, une voix hors champ lit ceci : « COVID-19 vaccines have helped keep us protected against infection ». Le troisième cadre montre une image animée d'anticorps, avec cette explication : « There are only 1 or 2, and they're moving around pretty slowly. With a pulse of music, we see more antibodies. They start moving rhythmically and more energetically ». La voix hors champ dit : « Now our immune response needs a boost ». Le cadre suivant montre un groupe plus important d'anticorps animés, accompagné de cette description : « We pull back to see a large group of antibodies moving in an energetic, rhythmic way ». La voix hors champ dit : « Booster doses can strengthen your immune response by producing more antibodies ». Apparaît ensuite un écran blanc où se détache en caractères gras noirs le message : « Book your booster dose when you're eligible and keep following public health measures ». Le dernier cadre présente le logo du gouvernement du Canada ainsi qu'un lien en caractères gras noirs : « Canada.ca/covid-vaccine ».

**Option A, version modifiée : Campagne publicitaire de santé publique – « Inside Out » (parents d’enfants de moins de 12 ans de l’île de Vancouver)**

**EN – Opt 1**



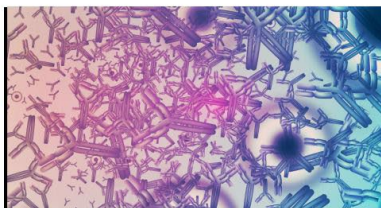
*We zoom in on the human body to see antibodies.*

*There are only 1 or 2, and they're moving around pretty slowly.*

**VO: COVID-19 vaccines have helped keep us protected against infection.**

**VO: Over time, antibody levels have been found to decrease. While we still have good protection,**

*With a pulse of music, we see more antibodies. They start moving rhythmically and more energetically.*



*We pull back to see a large group of antibodies moving in an energetic, rhythmic way.*

**Learn more and book your booster dose when eligible. Keep following public health measures.**

**Canada**

[Canada.ca/covid-vaccine](https://Canada.ca/covid-vaccine)

**VO: a booster dose produces more antibodies, which can strengthen our immune response, resulting in better protection especially against severe illness.**

Le scénarimage ci-dessus n’a été évalué qu’auprès de groupes de langue anglaise, aucune version française n’a donc été produite. Il comporte six cadres d’animation tirés d’une campagne publicitaire de santé publique. Les seules différences par rapport au scénarimage A d’origine se trouvent dans les diapositives 3 et 4. Le premier et le deuxième cadres montrent une image en noir et blanc d’une femme en train d’éternuer, accompagnée de la description suivante : « We zoom in on the human body to see antibodies ». Simultanément, une voix hors champ lit ceci : « COVID-19 vaccines have helped keep us protected against infection ». Le troisième cadre montre une image d’anticorps, en couleur, avec cette explication : « There are only 1 or 2, and they’re moving around pretty slowly. With a pulse of music, we see more antibodies. They start moving rhythmically and more energetically ». La voix hors champ dit : « Over time, antibody levels have been found to decrease. While we still have good protection... ». Le cadre suivant montre l’image, également en couleur, d’un groupe plus important d’anticorps animés, accompagnée de cette description : « We pull back to see a large group of antibodies moving in an energetic, rhythmic way ». La voix hors champ poursuit la phrase commencée à la diapositive précédente : «...a booster dose produces more antibodies, which can strengthen our immune response, resulting in better protection especially against severe illness ». Apparaît ensuite un écran blanc où se détache en caractères gras noirs le message : « Learn more and book your booster dose when eligible. Keep following public health measures ». Le dernier cadre présente le logo du gouvernement du Canada ainsi qu’un lien en caractères gras noirs : « [Canada.ca/covid-vaccine](https://Canada.ca/covid-vaccine) ».

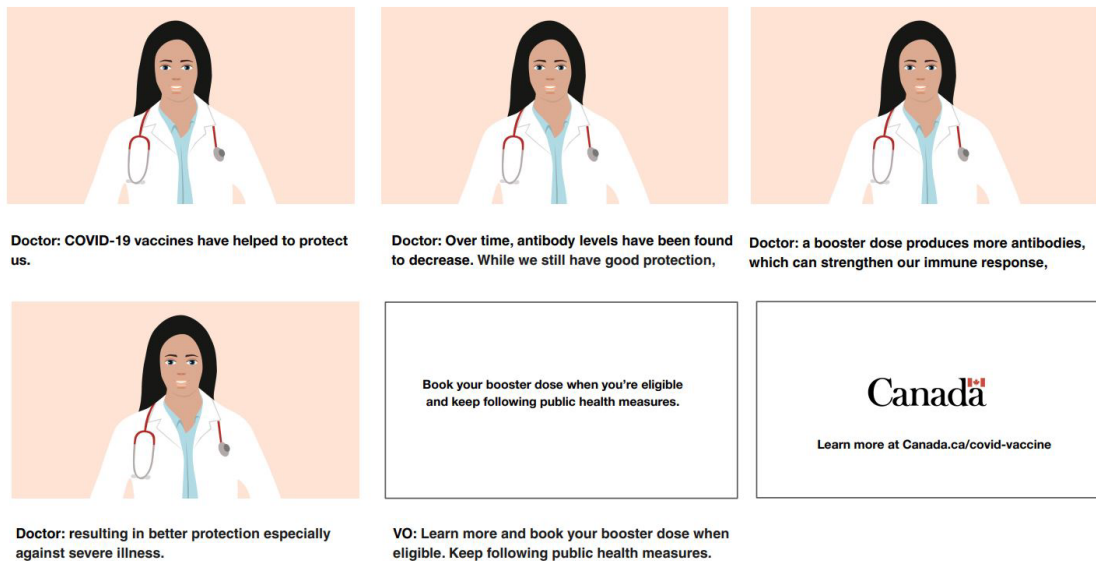
Dans l’ensemble, le concept A a plu aux participants. Beaucoup aimaient son approche scientifique et factuelle illustrant les mécanismes biologiques qui sous-tendent la dose de rappel. Certains ont qualifié le concept de simple et direct, notant qu’il parvenait à rendre un sujet complexe plus compréhensible. Chez les quelques personnes qui étaient moins convaincues, le traitement du sujet a paru simpliste et insuffisant pour expliquer le bien-fondé de la dose de rappel ou son fonctionnement.

En ce qui concerne le message principal du concept A, la plupart des participants estimaient qu'il s'agit d'encourager les Canadiens à prendre rendez-vous pour recevoir leur dose de rappel afin de mieux se protéger et de protéger les autres contre la COVID-19. Certains avaient l'impression que l'annonce s'adressait davantage aux jeunes, y compris aux enfants, étant donné son vocabulaire accessible, ses illustrations simples (surtout pour le scénarimage d'origine) et son animation dynamique. L'explication concernant l'importance du rappel a paru adéquate à la majorité des participants, mais plusieurs étaient d'avis que le concept interpellerait surtout les gens qui ont déjà l'intention de recevoir leur troisième dose. Selon eux, pour rejoindre ceux qui hésitent, il faudrait un message différent, cherchant à vaincre leur scepticisme, plutôt qu'à donner des explications sur la science des vaccins.

Lorsque nous avons demandé aux participants si le fait d'avoir vu cette publicité les inciterait à consulter le site Web du gouvernement du Canada ([Canada.ca/covid-vaccine](https://Canada.ca/covid-vaccine)) dont l'adresse est fournie en conclusion, ils ont émis des avis partagés. Certains pensaient qu'ils y seraient enclins, mais les autres n'en étaient pas sûrs. Certains se trouvaient suffisamment bien renseignés sur la dose de rappel. D'autres ont dit qu'en cas de questions supplémentaires, ils auraient tendance à demander conseil à des professionnels de la santé plutôt qu'à visiter le site Web. Quelques-uns ont fait remarquer que si la publicité avait pour but de diriger le public vers le site Web du gouvernement du Canada, il faudrait indiquer l'adresse URL plus tôt dans la vidéo et mieux la mettre en évidence. Ils ont aussi suggéré de clore l'annonce par un appel à l'action plus fort qui encourage les gens à se rendre sur le site Web pour en apprendre davantage. D'après quelques participants, le message devrait cibler davantage les Canadiens qui hésitent à recevoir la troisième dose, en leur présentant les nouvelles données scientifiques montrant l'affaiblissement possible de l'immunité conférée par le premier cycle de vaccination et la protection supplémentaire qu'offre la dose de rappel contre le virus.



**Option A, autre version : Campagne publicitaire de santé publique – « Inside Out » (parents d’enfants de moins de 12 ans de l’île de Vancouver)**



Le scénarimage ci-dessus n’a été évalué qu’auprès de groupes de langue anglaise, aucune version française n’a donc été produite. Cette autre version des deux scénarimages précédents comporte également six cadres d’animation tirés d’une campagne publicitaire de santé publique. Les quatre premiers cadres montrent une médecin aux cheveux noirs, revêtue d’une chemise bleue et d’une blouse blanche et portant un stéthoscope autour du cou, qui dit : « COVID-19 vaccines have helped to protect us. Over time, antibody levels have been found to decrease. While we still have good protection, a booster dose produces more antibodies, which can strengthen our immune response, resulting in better protection especially against severe illness ». Apparaît ensuite un écran blanc où se détache en caractères gras noirs le message : « Book your booster dose when you’re eligible and keep following public health measures ». Simultanément, une voix hors champ dit : « Learn more and book your booster dose when eligible. Keep following public health measures ». Le dernier cadre présente le logo du gouvernement du Canada ainsi qu’un lien en caractères gras noirs : « Learn more at [Canada.ca/covid-vaccine](https://Canada.ca/covid-vaccine) ».

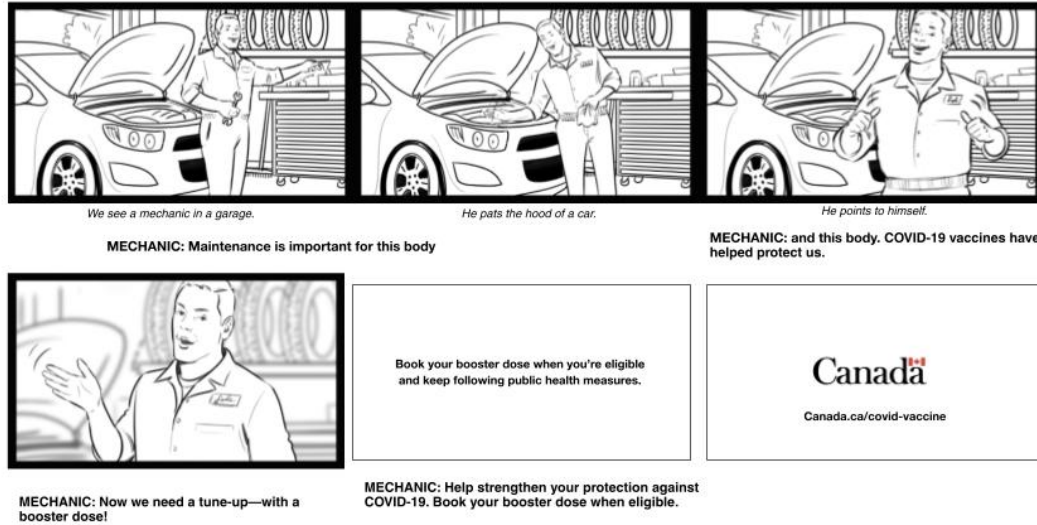
Le groupe de l’île de Vancouver a examiné la version ci-dessus du concept A. La plupart des participants l’ont bien accueillie : ils la trouvaient claire et efficace, et son ton leur semblait plus sérieux que celui de la première version, en raison de l’allusion aux effets potentiellement graves du virus. Selon certains, ce détail pourrait peut-être convaincre ceux qui considèrent comme minimes les dangers posés par la COVID-19 à prendre rendez-vous pour leur troisième dose.

De l’avis général, le message était facile à comprendre, mais seuls quelques participants se sont dits interpellés par cette version. Le sujet avait une résonance personnelle pour certains, car des membres de leur famille avaient contracté la COVID-19. Au contraire, d’autres pensaient que la publicité avait peu de chance de retenir leur attention s’ils tombaient dessus en parcourant les médias sociaux. Invités à dire si l’on pourrait améliorer le concept en choisissant comme porte-parole une scientifique plutôt qu’une médecin, les participants croyaient tous que le choix de la médecin serait plus efficace. Certains ont toutefois fait valoir qu’une infirmière ou une enseignante rejoindrait peut-être un plus large éventail de Canadiens.



**Option B : Campagne publicitaire de santé publique – « Tune up » (résidents de la région de Frontenac [Ontario], résidents de Terre-Neuve, jeunes adultes de l’Alberta)**

**EN**



**19**

Le scénarimage ci-dessus n’a été évalué qu’après de groupes de langue anglaise, aucune version française n’a donc été produite. Les trois premiers cadres mettent en scène un mécanicien en combinaison qui se tient devant une voiture au capot ouvert, et comportent la description suivante : « We see a mechanic in a garage. He pats the hood of a car. He points to himself ». Le mécanicien dit : « Maintenance is important for this body, and this body. COVID-19 vaccines have helped protect us ». Le quatrième cadre montre le mécanicien de plus près, qui dit, en gesticulant : « Now we need a tune-up – with a booster dose! ». Apparaît ensuite un écran blanc où se détache en caractères gras noirs le message : « Book your booster dose when you’re eligible and keep following public health measures ». Simultanément, la voix hors champ du mécanicien dit : « Help strengthen your protection against COVID-19. Book your booster dose when eligible ». Le dernier cadre présente le logo du gouvernement du Canada sur un écran blanc et, en dessous, un lien en caractères gras noirs : « Canada.ca/covid-vaccine ».

Les participants de Terre-Neuve, de l’Ontario et de l’Alberta ont été invités à évaluer le scénarimage du concept B. En règle générale, ce concept leur a moins plu que le concept A. Bien que certains aient aimé son ton léger et son recours à l’analogie pour faire comprendre que la dose de rappel était nécessaire, la plupart n’ont pas trouvé pertinente ou convaincante la comparaison entre le corps humain et la carrosserie d’une automobile. De l’avis de certains, ce concept ciblait surtout les hommes canadiens d’âge moyen ou mûr qui s’intéressent à l’entretien automobile.

La plupart des participants estimaient que le message principal de ce concept est d’encourager les Canadiens à obtenir leur troisième dose du vaccin contre la COVID-19 afin de mieux se protéger grâce à cette « mise au point », mais peu croyaient que cela déciderait les gens à prendre rendez-vous. De nombreux participants ontariens et albertains ont mentionné que les réserves au sujet du vaccin contre la COVID-19 s’expliquent davantage par des convictions et des valeurs personnelles que par une mauvaise compréhension de la science. Selon eux, le ton simpliste de la publicité pouvait sembler

condescendant à l'égard des personnes qui hésitent à se faire vacciner. Certains participants du groupe de Terre-Neuve croyaient que le concept pourrait être amélioré si, au lieu d'utiliser la métaphore du mécanicien et de sa voiture, on mettait l'accent sur la biologie humaine.

Comme pour le concept A, peu de participants pensaient que le fait de voir cette publicité les inciterait à visiter le site Web du gouvernement du Canada. Plusieurs ont ajouté qu'elle devrait donner une raison plus claire et plus convaincante à l'auditoire de se rendre sur ce site.

Nous avons ensuite demandé aux participants si d'autres analogies fonctionneraient mieux, en leur donnant ces exemples :

- Un accordeur de piano accorde un piano, et parle de la nécessité de garder un piano accordé pour bénéficier d'une performance optimale;
- Charger un téléphone mobile lorsque la batterie est faible;
- Un gardien de but de hockey, vêtu d'un vieil équipement mince datant des années 1970 qui se transforme en un équipement de pointe d'apparence moderne, parle de l'évolution de la protection et du fait de vouloir la meilleure protection possible pour soi-même et sa famille.

Les analogies du téléphone mobile et du gardien de but ont parfois semblé plus susceptibles d'être efficaces que celle de l'entretien automobile, mais dans la majorité des cas, les participants jugeaient que le recours à l'analogie, quelle qu'elle soit, n'était pas le meilleur moyen de communiquer l'importance de la dose de rappel contre la COVID-19. Parmi les trois options évaluées, celle du piano qu'on accorde a semblé la moins accessible. Beaucoup ont signalé que très peu de Canadiens ont un piano ou savent en quoi consiste l'accordage.

Les participants qui avaient vu les concepts A et B ont été invités à nous dire lequel était le plus efficace. Ceux de l'Ontario et de Terre-Neuve ont majoritairement choisi le concept A, tandis que ceux de l'Alberta ont pris parti pour les deux concepts dans des proportions à peu près identiques. Beaucoup de participants favorables au concept A aimaient les images faisant référence à la science et l'approche directe et factuelle de la publicité. Ceux qui préféraient le concept B avaient tendance à penser qu'il serait plus divertissant et mémorable.

Quant aux participants de l'île de Vancouver qui avaient examiné les deux versions du concept A, ils ont largement préféré la première, même si les deux versions ont été bien reçues. Certains participants croyaient que l'inclusion de la médecin dans l'autre scénarimage inspirerait confiance à l'auditoire, mais la plupart trouvaient les éléments visuels de l'original plus dynamiques, plus accrocheurs et susceptibles de rejoindre un plus large public.

## Soutiens financiers liés à la COVID-19 (résidents de la région de Frontenac [Ontario], résidents de Terre-Neuve, jeunes adultes de l'Alberta, parents d'enfants de moins de 12 ans de l'île de Vancouver, résidents de la RGT comptant acheter une propriété, résidents de grandes villes du Québec comptant acheter une propriété, jeunes adultes des régions de Wellington et de Waterloo [Ontario], jeunes adultes de la région de la Mauricie [Québec], résidents de grandes villes des Prairies, parents d'enfants de moins de 12 ans de la Nouvelle-Écosse)

Dix groupes ont discuté des soutiens financiers offerts par le gouvernement fédéral dans le contexte de la pandémie. La conversation a porté sur plusieurs initiatives mises en œuvre à la suite des fermetures temporaires et des limites de capacité imposées aux entreprises de nombreux territoires et provinces pour enrayer la propagation du variant Omicron.

Pour lancer la discussion, nous avons demandé aux participants d'évaluer la performance du gouvernement du Canada sous l'angle des aides financières fournies aux particuliers et aux entreprises touchés par les mesures contre la COVID-19. Malgré des appréciations amplement positives à l'égard de ces aides, et ce, dans tous les groupes, un nombre important de participants croyaient qu'il fallait en faire plus, surtout compte tenu de la plus récente vague de la pandémie. D'après plusieurs, les soutiens fédéraux aux particuliers et aux entreprises laissaient quelque peu à désirer en l'occurrence.

Parmi ceux qui faisaient un bilan plutôt positif de la performance du gouvernement fédéral, beaucoup ont salué le déploiement efficace de la Prestation canadienne d'urgence (PCU) et de la Prestation canadienne de la relance (PCR) au début de la pandémie. Il leur semblait que le gouvernement du Canada avait réagi rapidement et veillé à ce que les Canadiens reçoivent un soutien leur permettant de se maintenir à flot. Beaucoup ont aussi mentionné la relative facilité d'accès à la PCU, jugeant le processus de demande simple et efficace. Certains se fondaient sur leur expérience personnelle, tandis que d'autres rapportaient les commentaires positifs d'amis ou de membres de la famille qui avaient touché des paiements au titre de la PCU. En ce qui concerne les petites entreprises, plusieurs participants croyaient que les soutiens fédéraux avaient évité à de nombreux commerces locaux de devoir mettre la clé sous la porte et que le gouvernement avait su concilier les préoccupations en matière de sécurité publique et la santé économique des entreprises d'ici. Certains ont également applaudi ses mesures législatives (cf. le projet de loi C-3, Loi modifiant le Code criminel et le Code

canadien du travail) accordant dix jours de congé de maladie payé aux travailleurs des industries sous réglementation fédérale.

Du côté des participants dont l'évaluation était plus mitigée, plusieurs trouvaient qu'il fallait en faire plus pour aider les Canadiens toujours aux prises avec des difficultés à cause de la pandémie, y compris dans la vague actuelle. Certains pensaient que les programmes fédéraux avaient des critères d'admissibilité trop étroits et n'apportaient pas une aide financière suffisante aux personnes confrontées à une réduction de leurs heures de travail ou à une mise à pied par suite des fermetures temporaires et des restrictions de capacité imposées aux entreprises dans leur province. Quelques participants auraient souhaité que la PCU et la PCR soient maintenues, de nombreux Canadiens ayant toujours besoin de ces soutiens, selon eux, surtout vu la hausse rapide des cas. Prenant le contrepied, d'autres ont fait valoir que les aides financières comme la PCU avaient été trop largement distribuées au début de la pandémie et qu'il aurait fallu mieux les cibler. Un petit nombre de participants croyaient qu'elles avaient nui à l'économie en aggravant l'inflation et la pénurie de main-d'œuvre.

Dans une perspective plus générale, les participants étaient nombreux à penser que le gouvernement du Canada avait composé au mieux avec une situation sans précédent. Aux dires de certains, il avait même si bien réussi à soutenir les Canadiens financièrement que beaucoup s'y étaient habitués et montraient peu d'empressement à retourner sur le marché du travail. Quelques participants estimaient ne pas être assez renseignés sur le sujet pour se prononcer, n'ayant jamais eu recours à ces programmes durant la pandémie.

Afin d'évaluer le niveau de connaissance des participants concernant les initiatives financières récemment lancées par le gouvernement fédéral en lien avec la pandémie, nous leur avons demandé s'ils avaient entendu parler de programmes tels que la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC), la Prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement (PCTCC) et le Programme de soutien en cas de confinement local (PSCCL). Quelques-uns se souvenaient de bribes d'informations entendues au sujet des deux premiers, et très peu connaissaient le dernier. Somme toute, peu importe le groupe, les participants avaient une connaissance assez limitée de ces programmes.

### **Soutiens financiers fédéraux récents (résidents de la région de Frontenac [Ontario], résidents de Terre-Neuve, jeunes adultes de l'Alberta)**

Nous avons expliqué aux participants que la PCTCC a été conçue pour fournir un soutien au revenu temporaire aux employés et aux travailleurs indépendants qui ne peuvent pas travailler en raison d'un confinement lié à la COVID-19. Il leur a été précisé que le gouvernement du Canada avait provisoirement modifié la définition d'un « confinement » pour englober les entreprises touchées par des restrictions de capacité de 50 % ou plus et qu'il avait ramené la durée minimale d'un ordre de confinement de 14 jours consécutifs à sept, changements qui resteraient en vigueur jusqu'au 12 février 2022. Les personnes admissibles à la PCTCC recevraient 300 \$ (270 \$ après les retenues d'impôt) pour chaque période hebdomadaire.

La plupart des participants voyaient cette initiative comme un pas dans la bonne direction, mais beaucoup trouvaient qu'elle n'allait pas assez loin. Le montant de 300 \$ par semaine était jugé largement insuffisant pour couvrir les dépenses de base de la majorité des Canadiens, et l'échéance de la mi-février pour l'admissibilité élargie au programme paraissait trop rapprochée. Du reste, plusieurs participants ont mentionné que les nouveaux critères demeuraient trop restrictifs et qu'ils devraient plutôt couvrir toute personne dont les revenus ont chuté à cause des récentes mesures de santé publique. Un petit nombre de participants se réjouissaient, au contraire, de la portée plus restreinte de la PCTCC par rapport à des programmes de grande envergure comme la PCU. Quelques autres, tout en pointant des lacunes dans la PCTCC, étaient reconnaissants du soutien du gouvernement fédéral et pensaient que tout montant d'aide financière était utile à ce stade de la pandémie.

Nous avons ensuite expliqué aux participants que le PSCCL fournit aux entreprises qui font face à de nouveaux confinements locaux temporaires le montant maximal disponible dans le cadre des programmes de subvention pour le loyer et de subventions salariales. Comme pour la PCTCC, nous leur avons expliqué que les critères d'admissibilité du programme avaient été temporairement assouplis (pour englober les entreprises touchées par une réduction de capacité de 50 pour cent ou plus, et affichant une baisse de recettes de 25 %, au lieu de 40 % précédemment). Les employeurs admissibles pourraient recevoir des subventions salariales et des subventions pour le loyer de l'ordre de 25 % à 75 %, selon l'ampleur des revenus perdus à cause de confinements ou de limites de capacité. Ces changements resteraient en vigueur jusqu'au 12 février 2022.

De l'avis de la plupart des participants, le PSCCL était un programme important, surtout pour les petits commerces et les entreprises du secteur des services et de l'accueil, qui leur semblaient avoir été touchés de façon disproportionnée par les mesures de santé publique adoptées au cours de la pandémie. Faisant écho à ce qui avait été dit au sujet de la PCTCC, cependant, beaucoup croyaient que la période d'application des critères d'admissibilité élargis était trop courte par rapport au temps que risquait de durer la hausse actuelle des cas. Quelques-uns ont soulevé la question de la responsabilité, en recommandant que des mécanismes permettent de vérifier que les entreprises bénéficiaires utilisaient ces soutiens à bon escient, c'est-à-dire pour maintenir leur personnel en poste. Certains se demandaient si le terme « local » faisait référence à la municipalité, à la région, au district de santé ou à un autre échelon. Un petit nombre de participants ont ajouté qu'il faudrait mieux expliquer le PSCCL aux personnes qui essaient d'accéder au programme, étant donné la complexité perçue des critères d'admissibilité.

Nous avons aussi demandé aux participants quel serait le moyen le plus efficace de distribuer les soutiens fédéraux liés à la COVID-19, à savoir s'il convenait de distribuer ces aides aux travailleurs à titre individuel ou aux employeurs, sous la forme de subventions salariales, pour éviter que les entreprises touchées mettent à pied des employés. Alors que le groupe de l'Ontario penchait majoritairement pour la remise des prestations directement aux travailleurs, plusieurs participants du groupe de Terre-Neuve défendaient le point de vue opposé et considéraient les subventions salariales comme un moyen efficace d'aider tant les travailleurs que les employeurs. Le groupe de l'Alberta s'est montré plus divisé sur ce point, les deux options recueillant des appuis.

Chez les participants qui privilégiaient le versement des soutiens aux travailleurs, cette façon de faire paraissait plus simple et directe. Ils ont aussi évoqué la possibilité que certaines entreprises ne se prévalent pas du programme ou ne l'utilisent pas aux fins prévues, ce qui laisserait des employés sans moyen d'accéder aux aides. Parmi ceux qui préféraient les subventions salariales, beaucoup trouvaient qu'elles constituaient une stratégie plus viable, qui aiderait les entreprises à rester ouvertes et à mener leurs activités le plus normalement possible, ce qui serait plus avantageux pour l'économie canadienne dans son ensemble.

## Résultats détaillés – Partie II : Autres enjeux

## Logement et location résidentielle

(résidents de la RGT comptant acheter une propriété, résidents de grandes villes du Québec comptant acheter une propriété, immigrants de première génération de la Colombie-Britannique, résidents de grandes villes des Prairies, parents d'enfants de moins de 12 ans de la Nouvelle-Écosse, résidents du Nord-du-Québec)

### **Logements abordables (résidents de la RGT comptant acheter une propriété, résidents de grandes villes du Québec comptant acheter une propriété, immigrants de première génération de la Colombie-Britannique)**

Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient entendu parler des mesures récemment mises en place par le gouvernement du Canada pour faciliter l'accès à la propriété pour les Canadiens, très peu de participants ont répondu par l'affirmative. Ceux qui étaient au courant de récentes initiatives fédérales ont parlé de l'Incitatif à l'achat d'une première propriété, sans toutefois le nommer. Quelques participants avaient également l'impression que le gouvernement fédéral s'était récemment engagé à consacrer des ressources supplémentaires pour créer des logements abordables et plus particulièrement, pour fournir des logements aux Canadiens à faibles revenus. En Colombie-Britannique, plusieurs participants n'avaient jamais entendu parler des récentes mesures du fédéral en matière de logement; ceux-ci ont toutefois indiqué qu'il s'agissait d'un enjeu prioritaire qui nécessitait une plus grande attention de la part du gouvernement du Canada.

Nous avons présenté aux participants plusieurs projets liés au logement envisagés par le gouvernement fédéral et leur avons demandé de sélectionner ceux qui seraient les plus efficaces pour rendre les logements plus abordables :

- **Taxe anti-opérations immobilières de vente-achat (taxe anti-flip) :** exige que les propriétaires conservent ces propriétés au moins 12 mois
- **Interdiction des offres à l'aveugle :** les offres à l'aveugle sont celles où les acheteurs ne connaissent pas les autres offres
- **Incitatif à l'achat d'une première propriété :** les acheteurs d'une première maison peuvent emprunter un montant équivalent à 5 ou 10 % du prix d'achat pour la mise de fonds
- **Financement pour les réparations et la construction de nouveaux logements abordables**
- **Fonds pour l'accélération des logements :** des fonds sont mis à la disposition des municipalités pour leur permettre d'accélérer leurs plans de logement



- **Programme national de location avec option d'achat :** le loyer versé pour un logement est affecté à la mise de fonds, de sorte que le locataire puisse éventuellement se porter acquéreur de la propriété
- **Interdiction des réno-éviictions :** une réno-éviiction survient lorsqu'un propriétaire évince un locataire en prétextant qu'il effectuera des rénovations majeures (ou démolira le logement, ou le convertira en immeuble commercial)
- **Interdiction temporaire des ventes de propriétés résidentielles non récréatives à des acheteurs étrangers :** on s'assure ainsi que les logements ne restent pas inoccupés et non disponibles pour les Canadiens qui souhaitent acheter une propriété.

Parmi les initiatives visant à fournir un appui financier supplémentaire aux acheteurs éventuels, l'Incitatif à l'achat d'une première propriété a été reconnu comme étant particulièrement utile par bon nombre de participants. Plusieurs s'entendaient pour dire qu'économiser pour une mise de fonds suffisante représentait souvent un obstacle pour quiconque souhaite devenir propriétaire. Par conséquent, plusieurs étaient d'avis que cette initiative pourrait permettre à un plus grand nombre de Canadiens d'accéder au marché de l'habitation. Celle-ci a particulièrement plu aux participants des groupes de la région du Grand Toronto et du Québec.

Le programme national de location avec option d'achat tel que proposé a reçu un accueil favorable de la part de nombreux participants qui y voyaient un moyen pour les Canadiens d'acquérir une propriété en effectuant des versements mensuels réguliers s'apparentant à une hypothèque. Certains voyaient également plusieurs avantages pour les utilisateurs qui seraient encouragés à établir un budget familial à plus long terme, avec une plus grande stabilité quant au montant versé chaque mois pour le logement. Quelques participants souhaiteraient toutefois obtenir plus d'information sur le programme de location avec option d'achat afin de mieux l'évaluer.

La proposition visant à affecter des fonds additionnels pour construire de nouveaux logements abordables et réparer les logements existants a suscité des réactions favorables dans les trois groupes, en particulier en Colombie-Britannique et au Québec. Un certain nombre de participants s'entendaient pour dire qu'à l'heure actuelle, le nombre de logements disponibles ne suffit pas à répondre à la forte demande dans plusieurs régions et que la meilleure solution serait que le gouvernement fédéral concentre ses efforts à construire de nouveaux logements. En lien avec cette initiative, plusieurs participants ont parlé de l'état lamentable des logements abordables existants dans les grands centres comme Montréal et Québec, ajoutant qu'il était urgent de mobiliser des ressources pour réparer et moderniser ces immeubles. Quelques-uns ont également mentionné ce qu'ils percevaient être un manque d'alternatives aux logements abordables, comme les coopératives d'habitation, et croyaient qu'en construisant un plus grand nombre de ce type d'habitation et qu'en finançant les réparations aux unités existantes, on aiderait de nombreux Canadiens à trouver des logements abordables. Même s'il vise à développer et à construire plus de logements, le Fonds pour accélérer les logements a reçu beaucoup moins d'attention de la part des participants.

En ce qui concerne les règles qui pourraient être mises en place pour faciliter l'accès aux logements abordables, la proposition visant à interdire temporairement les ventes de propriétés résidentielles non récréatives aux acheteurs étrangers a obtenu un appui considérable dans tous les groupes. Les

participants s'entendaient généralement pour dire que les acheteurs étrangers étaient en grande partie responsables de la flambée des prix des logements dans les grands centres comme Toronto, Vancouver, et Montréal, en se portant acquéreurs d'appartements de luxe à des fins d'investissement, lesquels étaient inoccupés la majeure partie du temps. Certains étaient d'avis qu'en interdisant temporairement cette pratique, on « refroidirait » considérablement le marché du logement. De même, le projet visant à interdire la pratique des offres à l'aveugle a également obtenu un vaste appui, surtout en Colombie-Britannique et à Toronto. Plusieurs avaient l'impression qu'en raison du manque de transparence dans le processus d'offre, de nombreux acheteurs payaient beaucoup trop cher pour leurs propriétés et devaient faire des offres extrêmement élevées pour s'assurer de devancer les autres acheteurs potentiels. Un certain nombre de participants se rappelaient avoir vécu cette situation au moment d'acheter une maison. Parmi les autres règles mentionnées, l'établissement d'une taxe « anti-flip » et l'interdiction des « réno-évictions » inquiétaient certains participants qui croyaient que ces mesures limiteraient indûment la capacité des propriétaires à vendre ou à rénover leurs propriétés lorsque cela s'avère nécessaire.

### **Location résidentielle (résidents de grandes villes des Prairies, parents d'enfants de moins de 12 ans de la Nouvelle-Écosse, résidents du Nord-du-Québec)**

Bien que ces groupes étaient majoritairement composés de propriétaires, les participants étaient nombreux à louer leurs propriétés. D'un point de vue régional, c'est dans les Prairies et en Nouvelle-Écosse qu'on retrouvait le plus grand nombre de propriétaires, alors que dans le Nord-du-Québec, c'était principalement des locataires.

La plupart des participants s'entendaient pour dire que le gouvernement fédéral devrait intervenir pour réglementer le prix des loyers au Canada. D'autres étaient d'avis que cette responsabilité revenait aux gouvernements provinciaux et territoriaux. Presque tous les participants étaient d'accord pour dire qu'un certain niveau de réglementation était nécessaire en raison de la surchauffe du marché locatif. La majorité a indiqué que les prix des logements devenaient de plus en plus inabornables, en particulier pour les Canadiens à faibles et moyens revenus dont les salaires n'augmentaient pas au même rythme que les coûts de logement. Personne ne croyait que les prix des propriétés et des logements locatifs devaient dépendre uniquement du marché libre.

Au sujet des mesures que pourrait prendre le gouvernement fédéral, les participants ont été informés d'un projet envisagé par celui-ci pour offrir des subventions ou des incitatifs aux propriétaires de logements locatifs en échange d'un engagement contraignant à ne pas augmenter les loyers. La plupart des participants ont appuyé cette proposition. Plusieurs l'ont trouvée unique et accepteraient qu'elle soit mise à l'essai. Quelques participants étaient inquiets à l'idée que les propriétaires (présumément la partie la mieux nantie dans l'entente de location) soient les principaux bénéficiaires de ces subventions; ils avaient l'impression que l'aide financière serait mieux utilisée si elle était accordée aux locataires. Dans les Prairies, quelques participants ont mentionné qu'un programme similaire, le Saskatchewan Housing Benefit, existait déjà au niveau provincial. Sur le plan régional, tous les participants des groupes des Prairies et de la Nouvelle-Écosse croyaient que cette idée était viable.

Dans le Nord-du-Québec, les participants avaient des opinions plus mitigées, certains doutaient même que ce plan représente la meilleure stratégie pour augmenter le nombre de logements abordables.

Les participants ont également discuté pour savoir si le gouvernement du Canada devrait adopter une loi interdisant aux propriétaires d'exiger un loyer mensuel au-delà d'un certain montant. Bien que moins populaire que la proposition précédente, cette idée a tout de même obtenu l'appui d'un certain nombre de participants. Plusieurs avaient l'impression que cette mesure aiderait un plus grand nombre de locataires à trouver un logement abordable. Parmi ces participants, certains étaient d'avis que le logement est un droit humain fondamental et que toute mesure à ce sujet serait bénéfique. Par contre, d'autres croyaient que de telles actions de la part du gouvernement fédéral iraient trop loin en limitant la capacité des propriétaires à tirer des revenus de leurs propriétés. Certains ont suggéré qu'une telle législation serait plus efficace si elle ciblait les sociétés immobilières et les investisseurs étrangers plutôt que les particuliers qui louent leurs logements afin de gagner un revenu supplémentaire. De plus, quelques participants craignaient que les mesures visant à régler les loyers puissent avoir pour conséquence inattendue de réduire l'inventaire de logements locatifs si les propriétaires n'y trouvaient plus leur compte en louant leurs unités.

## Opioides (immigrants de première génération de la Colombie-Britannique)

Pour amorcer la discussion, les participants étaient invités à partager leurs impressions d'un récent projet de la Ville de Vancouver visant à obtenir l'approbation de Santé Canada pour décriminaliser la possession de petites quantités de drogues illicites et passer d'un modèle de répression à un modèle de réduction des méfaits. Personne n'avait entendu parler de cette initiative. Même si aucun des participants n'était contre l'idée, certains croyaient que des mesures de soutien additionnelles devraient être mises en place pour assurer le bon fonctionnement du projet, comme un financement supplémentaire pour le système de santé et un soutien additionnel pour les centres d'injection supervisés comme InSite. D'autres ont également suggéré d'étendre le programme à l'ensemble des basses-terres continentales afin d'en optimiser l'efficacité.

Les participants étaient généralement d'accord pour dire que la décriminalisation des petites quantités de drogues illicites pourrait grandement aider les personnes dépendantes aux opioïdes. Selon plusieurs, l'adoption de cette politique contribuerait à diminuer les préjugés envers les consommateurs de drogues et pourrait encourager ceux-ci à recevoir des traitements. Certains ont mentionné le succès d'initiatives similaires dans d'autres pays comme le Portugal. D'autres croyaient que cette initiative aurait pour effet de réduire le nombre de personnes incarcérées pour usage de drogues et de leur fournir des traitements. Quelques participants ont indiqué que cette approche pourrait libérer des ressources au sein des services de police qui pourraient alors concentrer leurs efforts ailleurs.

Lorsque nous leur avons demandé quelles autres mesures le gouvernement du Canada pourrait prendre pour lutter contre la dépendance aux opioïdes, les participants ont fait plusieurs suggestions :

- La mise en place de mesures visant à rendre les soins en santé mentale plus abordables et plus facilement accessibles. De nombreux participants étaient d'avis que les troubles de santé mentale sont un des principaux facteurs qui contribuent à la dépendance aux opioïdes;
- Un meilleur financement pour les programmes de réadaptation, en particulier pour les personnes à faibles revenus et celles qui habitent des secteurs comme le Downtown Eastside de Vancouver (DTES) où la consommation de drogues est particulièrement prévalente;
- L'intensification des interventions policières et des accusations portées contre ceux qui distribuent illégalement ces substances, en particulier celles contenant des opioïdes très puissants, comme le fentanyl;
- Une meilleure éducation sur la dépendance, les éléments déclencheurs et les dangers associés;
- La recherche sur les traitements alternatifs comme l'utilisation de la psilocybine, une substance mentionnée dans le programme d'accès spécial aux médicaments (PAS) de Santé Canada qui permet aux médecins, dans certaines circonstances, d'avoir accès à des médicaments dont la vente n'est pas encore autorisée au Canada pour traiter des patients. Le programme est entré en vigueur le 5 janvier 2022.

## Enjeux spécifiques aux jeunes (résidents de la région de Frontenac [Ontario], jeunes adultes de la région de la Mauricie [Québec])

Deux groupes composés de jeunes adultes ont discuté de divers enjeux spécifiques aux jeunes et se sont exprimés au sujet des programmes et des communications du gouvernement fédéral qui leur sont destinés, des habitudes concernant les médias et de la meilleure façon d'interpeler les jeunes, de même que leurs attentes à l'égard du gouvernement du Canada.

Pour commencer, nous avons invité les participants à se rappeler les récentes mesures prises par le gouvernement du Canada pour aider les jeunes Canadiens, y compris celles liées à la pandémie de COVID-19. Plusieurs ont mentionné les soutiens financiers comme la Prestation canadienne d'urgence (PCU) et la Prestation canadienne de la relance économique (PCRE) qui selon eux avaient apporté une aide financière aux jeunes Canadiens durant la pandémie.

Interrogés sur leurs sources d'informations, les participants ont mentionné celles-ci :

- Les chaînes de nouvelles comme CBC et Global News;
- Les plateformes de médias sociaux comme Facebook, Twitter, Instagram et TikTok;
- Les recommandations des moteurs de recherche comme Google; et
- Le bouche-à-oreille entre amis, parents et collègues.

Quelques participants se sentaient dépassés face aux événements des derniers mois et ont admis qu'ils évitaient les nouvelles.

Pour ce qui est de l'actualité concernant la pandémie de COVID-19, les participants se rappelaient avoir obtenu l'information de bouche-à-oreille, dans les médias traditionnels comme la radio et la télévision et sur les sites Web officiels des gouvernements provinciaux et fédéral. À la question à savoir s'ils cherchaient activement de l'information sur la pandémie, environ la moitié des participants ont répondu par l'affirmative. Ceux-ci étaient plus nombreux en Ontario et au Québec. Ceux qui suivent régulièrement l'actualité sur la pandémie le font principalement pour connaître l'évolution des mesures de santé publique, des exigences de voyage et des mesures comme le nombre de cas et d'hospitalisations. Quelques participants ont évoqué d'autres raisons, comme les perspectives économiques pour ceux qui souhaitent investir dans des secteurs associés à la pandémie.

Comparativement à ceux qui sont à l'affût des nouvelles sur la pandémie, les participants étaient moins nombreux à rechercher de l'information sur le gouvernement du Canada. Ces derniers consultent principalement les sites Web du gouvernement fédéral et les commentaires de journalistes réputés. Quelques participants ont mentionné des sujets qui les intéressaient particulièrement, comme l'immigration, les questions autochtones et les logements abordables.

En Ontario, des participants se rappelaient avoir vu des publicités récentes du gouvernement du Canada. Au Québec, il n'y en avait aucun. La plupart se souvenaient de communications relatives à la pandémie de COVID-19, en particulier de publicités à la télévision, à la radio et dans les médias sociaux qui les encourageaient à aller chercher leur dose de rappel. Quelques participants se rappelaient également avoir vu des publicités sur le cannabis et des mises en garde sur les dangers de la conduite avec facultés affaiblies.

Interrogés à savoir si le gouvernement du Canada faisait du bon travail pour répondre aux préoccupations des jeunes, les participants étaient peu nombreux à croire que celui-ci privilégiait les jeunes dans ses décisions. Plusieurs ont critiqué ses méthodes pour communiquer avec les jeunes, les décrivant comme étant performatives. D'autres ont fait remarquer que le gouvernement fédéral était absent des plateformes fréquentées par les jeunes, comme Instagram, Twitter et TikTok, et qui pourraient lui permettre de rejoindre un plus grand nombre de jeunes Canadiens (selon la perception voulant que le gouvernement fédéral n'utilise pas ces médias sociaux). De plus, certains participants avaient l'impression que le gouvernement du Canada pourrait mieux promouvoir les programmes et les soutiens offerts aux jeunes Canadiens et la marche à suivre pour y accéder. Une minorité de participants avaient une opinion différente et estimaient que le gouvernement fédéral faisait des efforts pour privilégier les jeunes, notamment dans les dossiers comme l'environnement, l'aide à la scolarité au niveau postsecondaire et la légalisation du cannabis. En ce qui concerne ces sujets et bien d'autres, certains ont suggéré que le gouvernement fédéral conserve des listes d'envoi numériques permettant aux Canadiens de s'inscrire pour recevoir des annonces du gouvernement du Canada sur les sujets qui les intéressent.

Lorsque nous leur avons demandé quel était l'enjeu le plus important sur lequel le gouvernement du Canada devrait concentrer ses efforts, les participants ont fourni plusieurs réponses :

- Les logements abordables – plusieurs étaient d'avis que cet enjeu devrait être une priorité compte tenu des prix élevés des logements et des problèmes d'accès à la propriété pour de nombreuses jeunes familles;

- L'économie – un certain nombre de participants ont parlé de l'économie comme secteur à privilégier, mentionnant des enjeux comme l'inégalité des revenus, la formation de la main-d'œuvre dans des secteurs émergents comme la technologie numérique et l'énergie renouvelable, l'augmentation du taux d'emploi et le développement à long terme d'une économie canadienne plus robuste;
- La santé mentale – les participants s'entendaient pour dire que bon nombre de Canadiens n'avaient pas accès à un soutien suffisant en matière de santé mentale, un problème qui selon eux a été accentué par la pandémie de COVID-19; et
- L'équité sociale – certains souhaiteraient que le gouvernement fédéral accorde une plus grande priorité aux enjeux d'équité sociale, en particulier en ce qui concerne la race, le genre, les croyances religieuses et l'identité sexuelle.

Lorsque nous leur avons demandé d'identifier les enjeux qui revêtaient une importance particulière pour les jeunes, les participants ont mentionné les logements abordables, la stabilité économique et l'éducation, de même que la nécessité d'offrir plus d'options abordables en matière de garde d'enfants.

## Contenu canadien (résidents de grandes villes des Prairies, résidents du Nord-du-Québec)

Dans deux groupes, les participants ont abordé le sujet du contenu canadien, notamment l'industrie du cinéma, de la télévision et de la musique au Canada. Lorsque nous leur avons demandé ce que signifiait le « contenu canadien » pour eux, quelques participants des Prairies ont fourni des réponses, alors que dans le Nord-du-Québec, la plupart ignoraient à quoi on faisait référence. Voici quelques-unes des réponses que nous avons obtenues :

- les chaînes de télévision canadiennes comme CBC et CTV;
- les productions cinématographiques et les émissions de télé produites par des créateurs canadiens et tournées au Canada;
- le contenu éducatif centré sur l'histoire et la littérature canadiennes; et
- les catégories de contenu numérique canadien sur les plateformes comme Netflix

De façon plus générale, quelques participants ont mentionné que dans le passé, le contenu canadien avait un aspect différent et était perçu comme étant de qualité inférieure aux productions américaines, mais que ce n'était plus le cas depuis quelques années, en raison de la qualité globale du contenu canadien qui s'est considérablement améliorée. Faisant référence à la musique produite au Canada, quelques participants des Prairies ont remarqué une tendance croissante à incorporer du contenu de langue autochtone et française dans la musique grand public produite au Canada pour mettre en valeur la diversité unique de la culture canadienne. Au Québec, les participants ont surtout parlé des artistes et des créateurs, soulignant que de nombreux talents canadiens figuraient parmi les meilleurs dans l'industrie du cinéma, de la télévision et de la musique, bien que certains étaient d'avis que plusieurs de ces artistes avaient acquis une plus grande notoriété après avoir quitté le Canada.

En parlant de leurs habitudes d'écoute, la majorité des participants ont indiqué qu'ils regarderaient un film ou une émission de télévision s'ils savaient que ce contenu était produit au Canada. Plusieurs s'entendaient pour dire qu'il était important de choisir du contenu canadien, de manière à soutenir ces productions. Quelques-uns ont vanté la grande qualité du contenu canadien, en particulier le contenu éducatif, et ont indiqué qu'ils le rechercheraient. En ce qui concerne la musique créée au Canada, plusieurs ont admis qu'ils écoutaient la musique de nombreux artistes canadiens. Quelques participants de la région des Prairies ont mentionné qu'ils écoutaient des styles particuliers de musique, comme le violon, qui selon eux sont grandement influencés par des artistes canadiens. Même si de nombreux participants étaient prédisposés à écouter de la musique canadienne, plusieurs autres ont dit privilégier le style de musique à la nationalité de l'artiste. Lorsque nous leur avons demandé s'ils croyaient que le contenu canadien incluait du contenu québécois, plusieurs participants du Nord-du-Québec ont répondu par l'affirmative, mais ont également fait remarquer que le contenu québécois était dans une catégorie distincte.

Quelques participants avaient l'impression que l'industrie canadienne de la télévision et du cinéma était menacée, étant donné les délais de production et les annulations provoqués par la pandémie de COVID-19, lesquels ont eu de graves répercussions sur la santé financière et le taux d'emploi dans cette industrie. Certains croyaient également que les jeunes seraient moins portés à rechercher du contenu canadien. Quelques-uns s'entendaient pour dire qu'il fallait augmenter les subventions offertes par le gouvernement fédéral aux créateurs canadiens et qu'il était important de soutenir le talent d'ici. Dans le Nord-du-Québec, certains étaient d'avis que bien que l'industrie américaine du cinéma et de la télévision demeure probablement plus importante, l'industrie canadienne ne subit aucune menace immédiate.

Nous avons présenté aux participants plusieurs énoncés décrivant les mesures que pourrait prendre le gouvernement du Canada pour soutenir le contenu canadien, et leur avons demandé d'indiquer celles qu'ils appuyaient le plus fortement :

- *Le gouvernement du Canada doit protéger le contenu et les récits canadiens.*
- *Le gouvernement du Canada doit soutenir les artistes et les créateurs canadiens.*
- *Le gouvernement du Canada doit uniformiser les règles du jeu entre les radiodiffuseurs traditionnels et les géants étrangers du Web.*
- *Les géants étrangers du Web doivent payer leur juste part pour soutenir les créateurs canadiens.*
- *Les règles relatives au contenu en ligne sont désuètes et nous devons les moderniser.*
- *Les géants du Web doivent rendre le contenu canadien plus découvrable sur leurs plateformes.*
- *Les géants du Web doivent en faire davantage pour mettre en valeur le contenu canadien sur leurs plateformes.*

Dans les deux groupes, l'énoncé concernant la protection et le soutien pour les artistes et les créateurs canadiens a reçu le plus d'appui; presque tous les participants y étaient favorables. Dans le même ordre d'idées, les participants étaient généralement d'accord à ce que le gouvernement fédéral prenne des mesures pour protéger le contenu et les récits canadiens. L'énoncé concernant le contenu canadien présenté par les géants du Web a également reçu un appui important, la plupart des participants croyant que des mesures devraient être mises en place pour rendre le contenu canadien



plus découvrable et mis en valeur sur ces plateformes. Interrogés sur la différence entre « plus découvrable » et « mis en valeur », ceux qui connaissaient ces expressions avaient l'impression que la première faisait référence à la capacité de trouver le contenu en faisant une recherche, alors que la deuxième signifiait que le contenu était activement mis en valeur sur la plateforme. Les participants des Prairies étaient généralement favorables à ce qu'on uniformise les règles du jeu entre les radiodiffuseurs canadiens et les géants du Web étrangers, alors que l'idée a suscité peu d'intérêt au Québec. Quelques participants seulement ont sélectionné l'option de moderniser les règles relatives au contenu en ligne ou de s'assurer que les géants étrangers du Web payent leur juste part pour soutenir les créateurs canadiens. Ceci étant dit, même si quelques-uns ont dit souhaiter en apprendre davantage sur ces questions avant de formuler une opinion, tous ont convenu qu'aucun des énoncés n'était mauvais en soi.

Nous avons également demandé aux participants s'ils avaient entendu parler du projet de loi fédéral modifiant la *Loi sur la radiodiffusion*, aussi appelé projet de loi C-10. Bien qu'un petit nombre de participants des Prairies se rappelaient avoir lu des grands titres au sujet de cette loi, aucun n'a pu fournir de détails. Dans le groupe du Nord-du-Québec, personne n'en avait entendu parler. Dans les deux groupes, les participants étaient généralement contre l'idée que le gouvernement du Canada intervienne pour réglementer le contenu accessible aux Canadiens sur les grandes plateformes comme Spotify et Netflix. Plusieurs s'entendaient pour dire que ces décisions revenaient au consommateur et qu'il fallait privilégier un marché libre, même si quelques-uns étaient d'avis que les domaines comme les bulletins de nouvelles devraient être tenus à une crédibilité et une responsabilité accrues à l'égard du public. Pour ce qui est de l'appui envers le contenu canadien, la majorité des participants croyaient qu'il serait préférable que le gouvernement fédéral consacre ses ressources pour fournir une aide financière aux artistes et aux créateurs canadiens, et pour accroître la présence du contenu canadien sur les différentes plateformes plutôt que de réglementer les types de contenu auxquels les Canadiens ont accès.

## Garde d'enfants (parents d'enfants de moins de 12 ans de la Nouvelle-Écosse)

Invités à préciser les plus grands défis en matière de garde d'enfants en Nouvelle-Écosse, les participants ont formulé plusieurs réponses, dont les suivantes :

- Les frais élevés et la perception qu'il y a peu d'options abordables – Plusieurs pensaient que les services de garde d'enfants étaient hors de prix pour beaucoup de familles, de sorte que certains parents se voyaient contraints d'arrêter de travailler et de rester à la maison pour des raisons financières;
- Le manque de places en garderie – Beaucoup de participants avaient eux-mêmes eu de la difficulté à trouver une garderie, se rappelant avoir été sur une liste d'attente pendant plus d'un an et ont mentionné le peu de places disponibles dans de nombreuses collectivités;
- Les préoccupations relatives à la propreté et à la propagation de maladies – Quelques parents s'inquiétaient de la propreté générale assurée dans les établissements des fournisseurs de services



de garde d'enfants et craignaient que des maladies ne s'y propagent. Ils jugeaient cela d'autant plus préoccupant dans le contexte de la pandémie actuelle de COVID-19.

La plupart des participants avaient entendu parler du récent accord conclu entre le gouvernement du Canada et la Nouvelle-Écosse dans le but de rendre les services d'apprentissage et de garde des jeunes enfants plus abordables pour les familles néo-écossaises. Un certain nombre de participants se souvenaient également de l'objectif de l'entente, à savoir réduire les frais de garde d'enfants à une moyenne de 10 \$ par jour. Nous avons informé les participants que l'accord sur l'accès à des services de garde d'enfants abordables visait également à créer davantage de places en services de garde réglementés de grande qualité et abordables, à éliminer les obstacles à la prestation de services de garde flexibles et inclusifs et à offrir plus de possibilités de formation et de perfectionnement aux éducateurs de la petite enfance.

La quasi-totalité des participants pensait que cette entente aiderait les parents de la Nouvelle-Écosse. Invoquant la baisse des coûts et l'engagement à augmenter le nombre de places disponibles en garderie, beaucoup avaient l'impression que cette entente rendrait les services de garde d'enfants plus accessibles et permettrait à de nombreux parents de retourner au travail. Tant les participants qui avaient des enfants ayant l'âge de fréquenter la garderie que ceux dont les enfants ne nécessitaient plus de services de garde d'enfants étaient de cet avis. Un petit nombre de participants avaient entendu dire que cet accord risquait de nuire aux services de garde non réglementés « en milieu familial », mais, après avoir obtenu certaines précisions, ils jugeaient que l'entente aiderait probablement les familles de la Nouvelle-Écosse.

## Stratégie nationale carboneutre des bâtiments (résidents de la région de Frontenac [Ontario], parents d'enfants de moins de 12 ans de l'île de Vancouver, résidents de la RGT comptant acheter une propriété, résidents de grandes villes du Québec comptant acheter une propriété, immigrants de première génération de la Colombie-Britannique, jeunes adultes des régions de Wellington et de Waterloo [Ontario], jeunes adultes de la région de la Mauricie [Québec], résidents de grandes villes des Prairies, parents d'enfants de moins de 12 ans de la Nouvelle-Écosse, résidents du Nord-du-Québec)

Les participants des dix groupes susmentionnés ont discuté des bâtiments carboneutres et de l'annonce récente du gouvernement du Canada concernant son intention de créer une Stratégie nationale carboneutre des bâtiments. Donnant leurs premières impressions sur ce qu'une telle stratégie pourrait comprendre, les participants s'attendaient, entre autres, à y retrouver ces divers éléments essentiels :

- Une priorité accrue accordée à réduction des émissions de carbone produites lors de la construction et du fonctionnement des nouveaux bâtiments au Canada – Aux yeux de plusieurs participants, une stratégie de carboneutralité applicable aux bâtiments favoriserait la construction d'un plus grand nombre de bâtiments qui utilisent des sources d'énergies renouvelables comme les énergies solaire, éolienne ou hydroélectrique.
- Le recours à des matériaux et pratiques de construction plus écologiques – Pour décrire ce en quoi consistait un « bâtiment carboneutre » selon eux, beaucoup croyaient qu'il comprenait l'utilisation de matériaux de construction plus « verts », l'intégration d'espaces verts aux plans et l'emploi de pratiques de construction qui réduisent au minimum les effets sur l'environnement;
- Une aide financière aux entreprises et aux familles qui souhaitent rénover leur maison ou bureau afin de réduire les émissions et devenir plus écologiques – Plusieurs pensaient que le gouvernement fédéral devrait offrir des incitatifs à quiconque désire diminuer les impacts environnementaux de sa résidence ou de son entreprise et certains ont évoqué la Subvention canadienne pour des maisons plus vertes (sans la nommer directement), en vertu de laquelle les propriétaires peuvent obtenir jusqu'à 5 000 \$ pour couvrir les coûts de rénovations écoénergétiques dans leurs maisons. Un petit nombre de participants du groupe des Prairies se souvenaient d'avoir fait installer récemment des panneaux solaires à leur maison et que leur facture d'électricité avait considérablement baissé par la suite;
- La création de normes d'efficacité énergétique nationales pour les promoteurs et les constructeurs – Un certain nombre de participants s'attendaient à ce que le système de tarification de la pollution par le carbone ait une incidence sur les nouveaux bâtiments, de sorte qu'ils devraient respecter des normes environnementales ou s'exposer à des amendes;
- L'abandon généralisé des sources d'énergie telles que les combustibles fossiles au profit des sources d'énergies renouvelables – Quelques participants du groupe de la Colombie-Britannique estimaient que les régions devraient construire de nouveaux bâtiments en tenant compte des sources d'énergies naturelles qui leur sont propres; par exemple, tous les nouveaux bâtiments dans la région de l'Okanagan seraient dotés de panneaux solaires alors que ceux construits dans les régions où il pleut habituellement utiliseraient l'hydroélectricité.

De façon plus générale, de rares participants jugeraient qu'une stratégie « carboneutre » concordait avec l'orientation plus écologique dans laquelle une bonne partie de la société s'engageait déjà et qu'intuitivement, il s'agissait de la mesure à prendre par le gouvernement fédéral. Toutefois, dans l'ensemble des groupes, des participants ont fait part d'une confusion à propos du terme « carboneutralité » et ne savaient pas vraiment ce qu'impliquait cette stratégie pour les bâtiments.

Pour faciliter la discussion, nous avons précisé aux participants qu'un bâtiment « carboneutre » peut produire autant d'énergie qu'il en consomme grâce au recours à des sources d'énergies renouvelables.

Nous avons informé les participants que le gouvernement fédéral proposait de mettre en œuvre les éléments suivants dans le cadre de la Stratégie nationale carboneutre des bâtiments :

- *Offrir des subventions pour les rénovations résidentielles;*
- *Fournir un soutien financier aux entreprises qui choisissent de rénover leurs bâtiments;*
- *Rénover les bâtiments appartenant au gouvernement fédéral pour les rendre plus écoénergétiques;*
- *Exiger que tous les nouveaux bâtiments soient conçus pour être des bâtiments carboneutres;*
- *Accorder un financement aux communautés autochtones pour construire et rénover des bâtiments qui seront carboneutres.*

Parmi les initiatives précédentes, l'idée d'accorder des subventions aux particuliers pour effectuer des rénovations à leur maison plaisait particulièrement aux participants, qui estimaient qu'elle profiterait aux familles canadiennes et au reste de la collectivité. Certains, dont ceux qui avaient envisagé la réalisation d'un projet de rénovations résidentielles ou en avaient terminé un dans les dernières années, pensaient que le soutien financier offert par le gouvernement fédéral serait utile pour couvrir les coûts élevés qu'un particulier doit engager pour rénover sa maison. Les participants se disaient tout aussi favorables à la proposition visant à offrir un soutien financier aux entreprises. Un petit nombre d'entre eux estimaient toutefois que les grandes entreprises devraient assumer la totalité des coûts associés aux rénovations et être inadmissibles au soutien financier du gouvernement fédéral. Tout compte fait, selon la plupart des participants, aider les familles et les entreprises en leur accordant du soutien financier serait un bon moyen pour faire en sorte que la rénovation devienne une pratique plus répandue. Ils pensaient qu'en favorisant ces changements au niveau individuel, le gouvernement fédéral pourrait induire un virage sociétal plus vaste vers la rénovation et assurer des bâtiments « plus écologiques », dans l'ensemble.

L'engagement à exiger que tous les nouveaux bâtiments soient conçus de manière à être « carboneutres » avait également la cote chez maints participants. Aux yeux de plusieurs, il s'agissait de l'élément le plus important de la stratégie du gouvernement fédéral pour ce qui est d'assurer la durabilité pour les générations futures. Beaucoup croyaient qu'en veillant à ce que tous les nouveaux bâtiments aient une « empreinte carbone » minimale, on poserait un geste fort pour limiter la quantité de nouvelles émissions créées. Certains estimaient cependant que malgré son importance, cette initiative serait possiblement la plus difficile à réaliser, compte tenu de la perception que la construction de bâtiments carboneutres coûte très cher et des changements considérables à apporter aux pratiques de construction et d'aménagement pour réussir dans cette voie. Quelques participants craignaient que ces exigences supplémentaires n'aient un effet baissier sur le nombre de nouveaux bâtiments construits et ne fassent augmenter ce faisant les prix des bâtiments existants. Un nombre considérable de participants jugeaient par ailleurs fort valable l'initiative visant à rénover tous les bâtiments fédéraux pour les rendre plus écoénergétiques. Selon eux, en allant de l'avant avec cette mesure, le gouvernement du Canada prêcherait par l'exemple et établirait une norme pour les entreprises et institutions canadiennes du secteur privé.

Pratiquement tous les participants étaient favorables à la proposition consistant à accorder un financement aux communautés autochtones pour construire et rénover des bâtiments qui seront carboneutres. Beaucoup avaient l'impression que d'importantes infrastructures avaient grandement

besoin d'être réparées au sein de nombreuses communautés autochtones et que la mesure susmentionnée pouvait aider à régler ce problème. Ils pensaient aussi qu'en accordant la priorité aux bâtiments carboneutres et au développement de sources d'énergies renouvelables, ces collectivités pourraient réduire leurs coûts totaux affectés à l'énergie. Des participants croyaient fermement que les communautés autochtones devraient prendre part à tous les programmes de rénovation du gouvernement fédéral et que tous les nouveaux bâtiments sur les réserves autochtones devraient être construits en respectant les mêmes normes environnementales qu'ailleurs au pays. Un certain nombre de participants estimaient que ces mesures aideraient à améliorer les niveaux de vie ainsi que la santé et le bien-être en général au sein des collectivités autochtones et qu'elles figuraient au nombre des priorités importantes du gouvernement fédéral dans l'avenir.

De manière plus générale, les participants étaient nombreux à penser que tous les éléments proposés dans le cadre de la Stratégie nationale carboneutre des bâtiments valaient la peine d'être mis en œuvre pour assurer un avenir plus durable. En plus de présenter des avantages pour l'environnement, ce virage vers des pratiques de construction carboneutres créerait selon les participants des emplois dans les secteurs de l'énergie verte et de l'écoconstruction. Dans la même veine, certains participants souhaitaient que la stratégie du gouvernement fédéral prévoie du financement pour recycler les travailleurs canadiens et leur permettre d'acquérir les compétences requises pour gagner leur vie dans ces industries naissantes.

Les participants se sont ensuite adonnés à un exercice dans le cadre duquel ils devaient évaluer différents nouveaux noms possibles pour la Stratégie nationale carboneutre des bâtiments, notamment :

- *Plan pour de meilleurs bâtiments*
- *Stratégie canadienne des bâtiments verts*
- *Bâtiments plus propres Canada*
- *Stratégie nationale carboneutre des bâtiments*
- *Plan national des bâtiments renouvelables*
- *Plan des bâtiments à émissions réduites*
- *Stratégie des bâtiments durables*

*Stratégie des bâtiments durables* était de loin le nom préféré des participants. Presque tous les groupes l'ont désigné comme nom favori, sauf les trois groupes du Québec, dont tous les participants préféraient le titre *Stratégie canadienne des bâtiments verts*. Beaucoup de participants ont bien accueilli l'utilisation dans ces noms de termes qui suscitaient la réflexion selon eux, comme « durable » et « vert ». Même si quelques participants trouvaient que ces mots étaient surutilisés ou peut-être vagues, ils étaient plus nombreux à penser au contraire que ces termes étaient susceptibles d'interpeller un grand nombre de Canadiens et rendaient bien l'objectif général de la stratégie. Parmi ceux qui aimaient le nom *Stratégie canadienne des bâtiments verts*, une forte proportion jugeait attrayant l'emploi de « canadienne » dans le nom, car le qualificatif présentait la stratégie comme un effort national.

*Plan national des bâtiments renouvelables* a également reçu un appui modéré de la part des participants, certains trouvant que ce nom particulièrement simple communiquait clairement les objectifs de la stratégie. Selon d'autres, il véhiculait efficacement la portée nationale du plan et son but premier, soit de construire plus de bâtiments écologiques. En revanche, un petit nombre de participants avaient un faible pour le côté sérieux du nom original, *Stratégie nationale carboneutre des bâtiments*, mais la plupart pensaient que le titre d'une stratégie de la sorte devait être plus concis. Les noms *Plan pour de meilleurs bâtiments*, *Plan des bâtiments à émissions réduites* ou *Bâtiments plus propres Canada* ont recueilli peu d'appuis de la part des participants. Beaucoup les trouvaient un peu vagues, en raison notamment de l'utilisation des termes « meilleurs », « réduites » ou « plus propres », qui ne transmettaient pas bien les objectifs du gouvernement du Canada à leur avis.

Véhicules zéro émission (parents d'enfants de moins de 12 ans de l'île de Vancouver, résidents de la RGT comptant acheter une propriété, résidents de grandes villes du Québec comptant acheter une propriété, immigrants de première génération de la Colombie-Britannique, jeunes adultes des régions de Wellington et de Waterloo [Ontario], jeunes adultes de la région de la Mauricie [Québec], résidents de grandes villes des Prairies, résidents du Nord-du-Québec)

Les participants des huit groupes susmentionnés ont pris part à une discussion portant sur les véhicules zéro émission (VZE), une catégorie d'automobiles ayant la capacité de ne produire aucune émission d'échappement dont font partie les véhicules électriques à batterie, les véhicules hybrides électriques rechargeables et les véhicules à pile à hydrogène. De très rares participants ont mentionné avoir déjà été propriétaires d'un VZE, mais bon nombre ont affirmé envisager l'achat d'un tel véhicule dans l'avenir, certains ayant même examiné la possibilité d'en acheter un récemment. Lors d'une discussion sur les facteurs pouvant les inciter à acheter un VZE, les participants ont formulé un éventail de réponses, dont les suivantes :

- Un impact positif sur l'environnement – De nombreux participants envisageraient l'achat d'un VZE pour appuyer des objectifs environnementaux et aider à lutter contre les changements climatiques. Une forte proportion de participants croyaient que l'adoption à grande échelle des VZE par les Canadiens contribuerait grandement à la durabilité de l'environnement à long terme;

- Des coûts de carburant moindres – Selon plusieurs, l’achat d’un VZE se traduirait par une réduction considérable des coûts de carburant et constituerait la solution la plus abordable à long terme, en raison surtout de la hausse des coûts de carburant;
- Des incitatifs financiers – Quelques participants ont cité les remboursements offerts par les gouvernements, dont celui du Canada, comme incitatifs pouvant aider à réduire le coût de possession initial d’un VZE;
- Une technologie moderne – De rares participants associaient les VZE à une technologie et à une conception de pointe ainsi qu’à une expérience de conduite plus agréable, dans l’ensemble.

En ce qui a trait aux VZE, les participants ont également fait part de diverses préoccupations relatives à ce type d’automobiles, notamment :

- Leur prix élevé – Le bémol mentionné le plus souvent à propos des VZE est la croyance que ces véhicules sont présentement hors de prix pour une bonne partie de la population canadienne. De l’avis des participants, un VZE pouvait permettre d’économiser en essence, mais son coût d’achat initial était trop élevé;
- La difficulté à les faire réparer – Certains avaient par ailleurs l’impression que les VZE coûteraient cher à réparer en raison de leur technologie complexe. Ils pensaient que la plupart des réparations nécessaires sur les VZE devraient être effectuées chez le concessionnaire ou directement par le constructeur et qu’elles risquaient de coûter très cher;
- Une autonomie insuffisante – Un certain nombre de participants jugeaient l’autonomie des VZE préoccupante, en particulier ceux qui habitaient dans des régions plus rurales ou s’y rendaient souvent; Une crainte répandue chez les participants était le risque de se trouver dans une région éloignée quand la batterie du véhicule est épuisée et de n’avoir aucun moyen de la recharger;
- Le manque d’infrastructures – Beaucoup pensaient par ailleurs que la plupart des communautés au Canada ne seraient pas en mesure de prendre en charge l’arrivée massive de VZE sur leurs routes à court terme. Selon eux, pour soutenir une utilisation à plus grande échelle des VZE, il faudrait investir des sommes considérables dans l’aménagement d’infrastructures, telles que des bornes de recharge. D’autres ont ajouté qu’être propriétaire d’un VZE quand on habite un complexe résidentiel est peu pratique, car ce genre d’immeubles comprend rarement assez de bornes de recharge.

Invités à évaluer une possible proposition du gouvernement du Canada voulant que tous les véhicules neufs vendus au Canada soient des VZE d’ici 2050, les participants avaient des avis partagés. Une forte proportion de participants jugeaient cet objectif raisonnable, compte tenu des avantages pour l’environnement et de la longue période de mise en œuvre, laquelle permettrait aux gouvernements de mettre en place les infrastructures nécessaires et aux constructeurs de remédier aux problèmes perçus d’autonomie et d’abordabilité. Un nombre plus restreint mais notable de participants étaient contre l’idée d’une exigence fédérale en matière de VZE. Plusieurs doutaient que ces véhicules puissent circuler dans des régions éloignées ou des terrains accidentés, ce qui constituait un problème important au Canada d’après eux, compte tenu de la diversité des régions du pays. D’autres craignaient que le prix élevé de ces véhicules ne fasse en sorte qu’il soit particulièrement difficile pour les Canadiens ayant un revenu faible à moyen d’en acheter un. Bien que favorables aux VZE, quelques

participants remettaient en question cette proposition, estimant qu'au bout du compte c'est le consommateur qui doit décider du type de véhicule qu'il souhaite acheter.

Invités à imaginer que le prix des VZE en 2050 ne serait pas différent du prix des autres véhicules comparables, bon nombre de participants qui étaient réticents au départ disaient qu'ils seraient beaucoup plus enclins à acheter un VZE dans ce cas, le coût était la principale raison pour laquelle ils n'envisageaient pas un tel achat à l'heure actuelle. De rares participants sont restés campés dans leur position et n'avaient toujours pas l'intention d'acheter un VZE, préoccupés par la durée de vie de la batterie et l'autonomie des VZE et parce qu'ils préféraient en général les véhicules à essence.

Petits réacteurs nucléaires (parents d'enfants de moins de 12 ans de l'île de Vancouver, résidents de la RGT comptant acheter une propriété, résidents de grandes villes du Québec comptant acheter une propriété, immigrants de première génération de la Colombie-Britannique, jeunes adultes des régions de Wellington et de Waterloo [Ontario], jeunes adultes de la région de la Mauricie [Québec], résidents de grandes villes des Prairies, résidents du Nord-du-Québec)

Les participants des groupes susmentionnés ont abordé le sujet de l'énergie nucléaire, en mettant l'accent sur la possibilité qu'elle devienne une source d'énergie viable au Canada. Appelés à donner leurs premières impressions sur l'énergie nucléaire, les participants avaient généralement des points de vue divergents à ce sujet. Ainsi, pratiquement autant de participants étaient favorables à une utilisation accrue de l'énergie nucléaire au Canada que contre ou sceptiques en la matière. Aux yeux des défenseurs de l'énergie nucléaire, celle-ci était sûre et efficace et se voulait un moyen assez écologique de produire de l'électricité. De plus, de nombreux participants considéraient l'énergie nucléaire comme une source d'énergie durable à long terme et trouvaient logique d'utiliser davantage cette technologie, à condition que les mesures de protection appropriées puissent être garanties.

Chez ceux qui étaient plus préoccupés par l'énergie nucléaire, leur principale crainte avait trait à la sûreté. Donnant en exemples les accidents d'une vaste ampleur qui sont survenus à Tchernobyl et à Fukushima, beaucoup avaient peur que des incidents similaires se produisent au Canada. Certains ont soulevé la question des déchets nucléaires et le défi que pose leur élimination sûre, surtout à long terme, alors que d'autres pensaient que la technologie, malgré qu'elle soit « plus propre » sur divers plans, restait quand même préoccupante pour l'environnement. Cette perception négative était



particulièrement présente dans les trois groupes du Québec, dont les participants avaient tendance à être plus pessimistes quant à la sûreté de l'énergie nucléaire que ceux des autres régions du Canada.

Lors de la discussion visant à savoir si le gouvernement fédéral devrait en faire plus ou en faire moins avec l'énergie nucléaire, l'incertitude était le sentiment le plus fréquemment exprimé par les participants, qui étaient nombreux à trouver difficile d'évaluer la question sans en savoir davantage sur la technologie nucléaire et la mesure dans laquelle elle est utilisée actuellement au Canada. Quelques-uns croyaient fermement que le gouvernement fédéral devait recourir davantage à l'énergie nucléaire, alors que bon nombre nuançaient leur réponse, en précisant être favorables à cette approche, pour autant qu'elle ne soit pas privilégiée aux dépens d'autres sources d'énergies renouvelables telles que les énergies solaire, éolienne ou hydroélectrique. De rares participants pensaient que le gouvernement fédéral devait en faire moins avec l'énergie nucléaire.

Invités à dire s'ils avaient entendu parler de petits réacteurs nucléaires, ou petits réacteurs modulaires (PRM), peu de participants ont dit connaître cette technologie. Pour faciliter la discussion, nous avons précisé aux participants que les petits réacteurs modulaires (PRM) sont un secteur émergent de l'innovation en matière d'énergie nucléaire au Canada et dans le monde et qu'ils auront des caractéristiques de sécurité améliorées, une plus petite empreinte et produiront moins de déchets que les réacteurs d'énergie nucléaire traditionnels. Même si un certain nombre de participants estimaient toujours en savoir trop peu sur l'énergie nucléaire pour se forger une opinion, le potentiel des PRM au Canada était jugé positif par de nombreux participants. Ainsi, plusieurs participants croyaient que les PRM seraient plus faciles à construire, nécessiteraient moins de ressources, généreraient moins de déchets et pourraient produire une quantité considérable d'énergie pour les Canadiens. De plus, aux dires de certains, le fait d'avoir un grand nombre de petits réacteurs pouvait présenter d'autres avantages sur le plan de la sûreté, car l'ampleur des accidents associés aux PRM serait nettement moindre comparativement à ceux causés par de gros réacteurs nucléaires traditionnels. Même si l'incertitude persistait toujours chez certains participants, quelques-uns se disaient favorables à l'idée que le gouvernement du Canada étudie les PRM plus en profondeur pour déterminer si leur utilisation à grande échelle pouvait se faire de manière sûre et efficace. Un petit nombre de participants demeuraient réticents à une utilisation accrue de l'énergie nucléaire, y compris des PRM, se demandant s'il y aurait suffisamment de travailleurs qualifiés pour faire fonctionner ces installations en toute sécurité et si l'accroissement du nombre de réacteurs nucléaires au Canada n'allait pas augmenter le risque d'accident et aggraver les problèmes associés aux déchets nucléaires.

Afin de discuter des principales raisons de s'intéresser davantage aux PRM, nous avons mentionné aux participants que certains experts les considèrent comme un bon moyen de réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'aider le gouvernement du Canada à atteindre son objectif de carboneutralité. Tous groupes confondus, les participants ont très bien accueilli cette idée. Selon eux, à condition d'être sûrs et de produire une quantité minimale de déchets, les PRM pourraient être une solution de rechange viable aux sources d'énergies non renouvelables. Bien qu'en faveur des PRM, beaucoup ont mentionné que cette technologie n'était qu'une des nombreuses sources d'énergies « propres » auxquelles le gouvernement fédéral accordait la priorité, et que ce dernier ne souhaitait pas en faire la principale source de production d'énergie au Canada.



Questionnés sur les possibles avantages économiques des PRM, les participants ont été informés des occasions économiques qu'ils présentent étant donné que plusieurs entreprises canadiennes ont la capacité de les fabriquer et qu'elles pourraient les vendre à d'autres pays. De rares participants souhaitaient qu'on s'assure que ces PRM peuvent être exploités en toute sécurité dans d'autres pays et qu'ils ne risquent pas d'être utilisés comme armes, mais la plupart voyaient ces possibles avantages économiques comme une bonne raison d'utiliser davantage cette technologie. De l'avis de plusieurs participants, en devenant des chefs de file dans ce domaine, les entreprises canadiennes pourraient promouvoir des normes élevées d'efficacité et de sûreté en matière de construction et d'exploitation de PRM, ce qui aurait des retombées positives considérables sur l'économie du pays. Enfin, beaucoup croyaient qu'une production accrue de PRM au Canada aiderait à créer des emplois, et ce, tant dans le secteur public que privé.

## Énergie à hydrogène (résidents de grandes villes du Québec comptant acheter une propriété, résidents du Nord-du-Québec)

Nous avons posé aux participants une série de questions sur l'énergie à hydrogène. Pour commencer, nous leur avons demandé s'ils avaient entendu quoi que ce soit récemment au sujet de « l'hydrogène propre ». Très peu de participants connaissaient ce terme. Ceux pour qui ce terme était familier décrivaient l'hydrogène comme une source d'énergie renouvelable « propre » facile à produire. Toutefois, la plupart des participants estimaient ne pas en savoir assez à ce sujet pour se prononcer.

Dans le but de faciliter la discussion, nous avons fourni un complément d'information qui expliquait comment l'énergie à hydrogène est produite et les fins auxquelles elle pourrait être utilisée. Nous avons montré les renseignements suivants aux participants :

*Essentiellement, les ressources naturelles telles que l'électricité propre (l'électricité produite à partir de sources non émettrices, comme l'hydroélectricité, l'éolien, le solaire, etc.), le gaz naturel et d'autres sources d'énergie renouvelable peuvent être converties en hydrogène et produire peu ou pas d'émissions.*

*Une fois produit, l'hydrogène peut être utilisé comme matière première à faible teneur en carbone pour ainsi réduire les émissions de divers procédés industriels, comme la fabrication de l'acier. Il peut également être converti en électricité grâce à des piles à combustible, lesquelles peuvent être utilisées dans un large éventail d'applications, telles qu'alimenter des véhicules, dans des centrales électriques, dans des bâtiments ainsi que pour le stockage d'énergie à long terme.*

*Lorsqu'il est brûlé, utilisé comme matière première ou utilisé dans une pile à combustible, l'hydrogène n'émet que de l'eau ; il n'y a aucune émission de dioxyde de carbone et aucun polluant atmosphérique. Les applications des piles à combustible (y compris dans les véhicules moyens et lourds) ont également tendance à être silencieuses pendant leur fonctionnement, car elles comportent peu de pièces mobiles.*

Nous avons demandé aux participants s'ils avaient certaines préoccupations ou si certains inconvénients leur venaient à l'esprit lorsqu'ils pensaient à l'énergie à hydrogène. Ils ont cité très peu

d'inconvénients possibles, mais un petit nombre de participants étaient préoccupés par l'hydrogène, le considérant comme hautement inflammable et craignant les risques d'accidents ou d'explosions. Questionnés à propos de la priorité que le gouvernement du Canada devrait accorder à l'hydrogène propre dans l'avenir, certains croyaient qu'il pouvait présenter d'importants avantages économiques et environnementaux, notamment comme source d'alimentation mobile pour les véhicules zéro émission (VZE). À la lumière du passage précédent, bon nombre de participants estimaient toutefois que davantage de recherche était nécessaire pour déterminer si cette technologie se voulait une solution viable pour combler les besoins énergétiques de la population canadienne à l'avenir.

# Annexe A – Questionnaires de recrutement

# Questionnaire de recrutement, version anglaise

## Privy Council Office Recruiting Script – January 2022 English Groups

### Recruitment Specifications Summary

- Groups conducted online
- Each group is expected to last for two hours
- Recruit 8 participants
- Incentives will be \$100 per person and will be sent to participants via e-transfer following the group

Specifications for the focus groups are as follows:

GROUP	DATE	TIME (EST)	TIME (LOCAL)	LOCATION	COMPOSITION	MODERATOR
1	Wed., January 5 <sup>th</sup>	6:00-8:00	6:00-8:00 (EST)	Frontenac Region – Ontario	General Population	DN
2	Thurs., January 6 <sup>th</sup>	4:30-6:30	5:30-7:30 (AST) 6:00-8:00 (NST)	Newfoundland	General Population	DN
3	Thurs., January 6 <sup>th</sup>	8:00-10:00	6:00-8:00 (MST)	Alberta	Young Adults, aged 18-29	TBW
4	Tues., January 11 <sup>th</sup>	9:00-11:00	6:00-8:00 (PST)	Vancouver Island	Parents of Children under 12	TBW
5	Wed., January 12 <sup>th</sup>	6:00-8:00	6:00-8:00 (EST)	Greater Toronto Area (GTA)	Prospective Homeowners	DN
7	Tues., January 18 <sup>th</sup>	9:00-11:00	6:00-8:00 (PST)	British Columbia	First Generation Immigrants	TBW
8	Wed., January 19 <sup>th</sup>	6:00-8:00	6:00-8:00 (EST)	Wellington and Waterloo Regions – Ontario	Young Adults, aged 18-29	DN
10	Mon., January 24 <sup>th</sup>	7:00-9:00	6:00-8:00 (CST)	Major Centres Prairies	General Population	DN
11	Tues., January 25 <sup>th</sup>	5:00-7:00	6:00-8:00 (AST)	Nova Scotia	Parents of Children under 12	TBW

## Recruiting Script

### INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada. / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?  
**[CONTINUE IN LANGUAGE OF PREFERENCE]**

### RECORD LANGUAGE

English **CONTINUE**  
French **THANK AND END**

On behalf of the Government of Canada, we're organizing a series of online video focus group discussions to explore current issues of interest to Canadians.

The format is a "round table" discussion, led by an experienced moderator. Participants will be given a cash honorarium in appreciation of their time.

Your participation is completely voluntary and all your answers will be kept confidential. We are only interested in hearing your opinions - no attempt will be made to sell or market you anything. The report that is produced from the series of discussion groups we are holding will not contain comments that are attributed to specific individuals.

But before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix/variety of people in each of the groups. May I ask you a few questions?

Yes **CONTINUE**  
No **THANK AND END**

### SCREENING QUESTIONS

1. Have you, or has anyone in your household, worked for any of the following types of organizations in the last 5 years?

A market research firm	<b>THANK AND END</b>
A marketing, branding or advertising agency	<b>THANK AND END</b>
A magazine or newspaper	<b>THANK AND END</b>
A federal/provincial/territorial government department or agency	<b>THANK AND END</b>
A political party	<b>THANK AND END</b>
In public/media relations	<b>THANK AND END</b>
In radio/television	<b>THANK AND END</b>

No, none of the above

**CONTINUE**

1a. **IN ALL LOCATIONS:** Are you a retired Government of Canada employee?

Yes      **THANK AND END**  
 No        **CONTINUE**

2. In which city do you reside?

LOCATION	CITIES	
Frontenac Region – Ontario	<p>Cities could include (but are not limited to): Kingston, Frontenac Islands, South Frontenac, North Frontenac, Central Frontenac.</p> <p><b>AIM FOR MAX OF 4 PARTICIPANTS FROM KINGSTON. AIM FOR A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</b></p>	<b>CONTINUE – GROUP 1</b>
Newfoundland	<p>Cities could include (but are not limited to): St. John’s, Mount Pearl, Corner Brook, Conception Bay South, Paradise, Grand Falls-Windsor, Gander, Happy Valley-Goose Bay, Torbay, Labrador City, Portugal Cove-St. Phillip’s, Stephenville, Clarenville, Bay Roberts, Marystown</p> <p><b>NO MORE THAN TWO PER CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</b></p>	<b>CONTINUE – GROUP 2</b>
Alberta	<p>Cities include (but are not limited to): Calgary, Edmonton, Red Deer, Lethbridge, Fort McMurray, Wood Buffalo, Medicine Hat, Grande Prairie, Lloydminster, Fort Saskatchewan, Sylvan Lake, Brooks, Strathmore, High River, Wetaskiwin, Cold Lake</p> <p><b>ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE PROVINCE. NO MORE THAN TWO PER CITY. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</b></p>	<b>CONTINUE – GROUP 3</b>
Vancouver Island	<p>Cities could include (but are not limited to): Victoria, Nanaimo, Courtenay, Campbell River, Parksville, Duncan, Port Alberni, Lady Smith, Sooke</p> <p><b>ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION. NO MORE THAN TWO PER CITY. INCLUDE THOSE</b></p>	<b>CONTINUE – GROUP 4</b>

	<b>RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</b>	
Greater Toronto Area (GTA)	<p>Cities include: City of Toronto, Durham (Ajax, Clarington, Brock, Oshawa, Pickering, Whitby), Halton (Burlington, Halton Hills, Oakville, Milton), Peel (Brampton, Caledon, Mississauga), York (Markham, Vaughan, Richmond Hill, Newmarket, Aurora), Dufferin County (Mono, Orangeville) and Simcoe County</p> <p><b>ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION. NO MORE THAN TWO FROM CITY OF TORONTO OR PER REGION/COUNTY. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</b></p>	<b>CONTINUE – GROUP 5</b>
British Columbia	<p>Cities could include (but are not limited to): Vancouver, Surrey, Victoria, Richmond, Burnaby, Kelowna, Abbotsford, Nanaimo, Kamloops, White Rock, Chilliwack, Prince George, Vernon, Port Alberni, Squamish, Prince Rupert, Williams Lake, Kitimat, Smithers</p> <p><b>MAX 3 PARTICIPANTS FROM THE LOWER MAINLAND AND 1 FROM VANCOUVER ISLAND. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</b></p>	<b>CONTINUE – GROUP 7</b>
Wellington and Waterloo Regions – Ontario	<p>Cities could include (but not limited to):  <u>Wellington</u>: Guelph, Fergus, Erin, Elora, Aberfoyle, Mount Forest.  <u>Waterloo</u>: Kitchener, Cambridge, Waterloo, Woolwich, Wilmot, North Dumfries, Wellesley.</p> <p><b>ENSURE 4 PARTICIPANTS FROM EACH REGION. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. NO MORE THAN 1 PER CITY. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</b></p>	<b>CONTINUE – GROUP 8</b>
Major Centres Prairies	<p>Cities include:  <u>Manitoba</u>: Winnipeg, Brandon.  <u>Saskatchewan</u>: Saskatoon, Regina.</p> <p><b>ENSURE 4 PARTICIPANTS FROM EACH PROVINCE. NO MORE THAN TWO FROM EACH CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION.</b></p>	<b>CONTINUE – GROUP 10</b>
Nova Scotia	<p>Cities include: Halifax, Dartmouth, Cape Breton – Sydney, Truro, New Glasgow, Glace Bay, Sydney</p>	<b>CONTINUE – GROUP 11</b>

	<p>Mines, Kentville, Amherst, Bridgewater, New Waterford, Yarmouth, Windsor.</p> <p><b>ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. NO MORE THAN TWO PER CITY. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</b></p>	
--	--	--

2a. How long have you lived in [INSERT CITY]? **RECORD NUMBER OF YEARS.**

Less than two years	<b>THANK AND END</b>
Two years or more	<b>CONTINUE</b>
Don't know/Prefer not to answer	<b>THANK AND END</b>

**ENSURE A GOOD MIX BY NUMBER OF YEARS IN CITY. NO MORE THAN 2 PER GROUP UNDER 5 YEARS.**

3. **ASK ONLY IF GROUP 4 OR 11** Do you have any children under the age of 12?

Yes **CONTINUE TO Q3a**  
 No **THANK AND END**  
**VOLUNTEERED** Prefer not to answer **THANK AND END**

3a. **ASK ONLY IF GROUP 4 OR 11** Could you please tell me the ages of these children?

Child	Age
1	
2	
3	
4	
5	

**ENSURE A GOOD MIX BY AGE AND NUMBER OF CHILDREN IN EACH GROUP. ALL MUST HAVE AT LEAST 1 CHILD BETWEEN THE AGES OF 5 AND 11.**

4. **ASK ONLY IF GROUP 5** Do you currently or have you previously owned a home?

Yes **THANK AND END**  
 No **CONTINUE TO Q4a**  
**VOLUNTEERED** Prefer not to answer **THANK AND END**

4a. **ASK ONLY IF GROUP 5** Are you looking to purchase a home sometime within the next 5 years?

Yes **CONTINUE**  
 Not sure/Maybe **CONTINUE**  
 No **THANK AND END**



**VOLUNTEERED** Prefer not to answer **THANK AND END**

**SKEW GROUPS TO THOSE WHO SAY 'YES.' NO MORE THAN 2 WHO SAY 'NOT SURE/MAYBE.'**

5. **ASK ONLY IF GROUP 7** Were you born in Canada?

Yes **THANK AND END**  
 No **CONTINUE TO Q5a**  
**VOLUNTEERED** Prefer not to answer **THANK AND END**

5a. **ASK ONLY IF GROUP 7** How many years have you lived in Canada?

Less than 5 years	<b>CONTINUE – GROUP 7</b>
5 to <10 years	
10 to <20 years	
20 to <30 years	
30 or more years	
Don't know/Prefer not to answer	<b>THANK AND END</b>

**ENSURE A GOOD MIX OF TIME LIVED IN CANADA.**

6. Would you be willing to tell me in which of the following age categories you belong?

Under 18 years of age	<b>IF POSSIBLE, ASK FOR SOMEONE OVER 18 AND REINTRODUCE. OTHERWISE THANK AND END.</b>
18-24	<b>IF ALBERTA = GROUP 3</b>
25-29	<b>IF WELLINGTON/WATERLOO = GROUP 8 ALL OTHER LOCATIONS, CONTINUE</b>
30-39	<b>IF ALBERTA OR WELLINGTON/WATERLOO = THANK AND END ALL OTHER LOCATIONS, CONTINUE</b>
40-54	
55+	
<b>VOLUNTEERED</b> Prefer not to answer	<b>THANK AND END</b>

**ENSURE A GOOD MIX OF AGES WITHIN EACH GROUP.**  
**YOUNG ADULTS IN GROUPS 3 & 8 ENSURE A MIX OF AGES BETWEEN 18 AND 29.**  
**PARENTS IN GROUP 4 & 11 MAY SKEW YOUNGER-MIDDLE AGED (30S/40S).**  
**PROSPECTIVE HOMEOWNERS IN GROUP 5 MAY SKEW YOUNGER-MIDDLE AGED (30S/40S).**

7. **[DO NOT ASK]** Gender **RECORD BY OBSERVATION.**

Male	<b>CONTINUE</b>
Female	<b>CONTINUE</b>

**ENSURE A GOOD MIX BY GENDER IN EACH GROUP.**  
**PARENTS IN GROUP 4 & 11 MAY SKEW FEMALE BUT TRY FOR A 50/50 SPLIT MALE/FEMALE.**

8. Which of the following racial or cultural groups best describes you? (multi-select)

- White/Caucasian
- South Asian (e.g., East Indian, Pakistani, Sri Lankan)
- Chinese
- Black
- Latin American
- Filipino
- Arab
- Southeast Asian (e.g., Vietnamese, Cambodian, Thai)
- Korean or Japanese
- Indigenous
- Other (specify)

**VOLUNTEERED** Prefer not to answer **THANK AND END**

**ENSURE A GOOD MIX.**

**FIRST GENERATION IMMIGRANTS IN GROUP 7 MAY SKEW TO NON-WHITE/CAUCASIAN**

9. Are you an international student?

Yes **THANK AND END**

No **CONTINUE**

**VOLUNTEERED** Prefer not to answer **THANK AND END**

10. Which of the following best describes the industry sector in which you are currently employed?

- Accommodation and Food Services
- Administrative and Support, Waste Management and Remediation Services
- Agriculture, Forestry, Fishing and Hunting
- Arts, Entertainment and Recreation
- Construction
- Educational Services
- Finance and Insurance
- Health Care and Social Assistance
- Information and Cultural Industries
- Management of Companies and Enterprises
- Manufacturing
- Mining, Quarrying, and Oil and Gas Extraction
- Other Services (except Public Administration)
- Professional, Scientific and Technical Services
- Public Administration
- Real Estate and Rental and Leasing
- Retail Trade
- Transportation and Warehousing
- Utilities
- Wholesale Trade

Unemployed  
Full Time Student  
Retired  
Other, please specify: \_\_\_\_\_

**CONTINUE FOR ALL. ENSURE A GOOD MIX BY TYPE OF EMPLOYMENT FOR EACH GROUP. NO MORE THAN TWO PER SECTOR.**

11. Are you familiar with the concept of a focus group?

Yes **CONTINUE**

No **EXPLAIN THE FOLLOWING** *“a focus group consists of six to eight participants and one moderator. During a two-hour session, participants are asked to discuss a wide range of issues related to the topic being examined.”*

12. As part of the focus group, you will be asked to actively participate in a conversation. Thinking of how you engage in group discussions, how would you rate yourself on a scale of 1 to 5 where 1 means ‘you tend to sit back and listen to others’ and 5 means ‘you are usually one of the first people to speak’?

1-2 **THANK AND END**

3-5 **CONTINUE**

13. As this group is being conducted online, in order to participate you will need to have high-speed Internet and a computer with a working webcam, microphone and speaker. **RECRUITER TO CONFIRM THE FOLLOWING. TERMINATE IF NO TO ANY.**

Participant has high-speed access to the Internet

Participant has a computer/webcam

14. Have you used online meeting software, such as Zoom, WebEx, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., in the last two years?

Yes **CONTINUE**

No **CONTINUE**

15. How skilled would you say you are at using online meeting platforms on your own, using a scale of 1 to 5, where 1 means you are not at all skilled, and 5 means you are very skilled?

1-2 **THANK AND END**

3-5 **CONTINUE**

16. During the discussion, you could be asked to read or view materials on screen and/or participate in poll-type exercises online. You will also be asked to actively participate online using a webcam. Can you think of any reason why you may have difficulty reading the materials or participating by video?

**TERMINATE IF RESPONDENT OFFERS ANY REASON SUCH AS SIGHT OR HEARING PROBLEM, A WRITTEN OR VERBAL LANGUAGE PROBLEM, A CONCERN WITH NOT BEING ABLE TO COMMUNICATE EFFECTIVELY,**

**ANY CONCERNS WITH USING A WEBCAM OR IF YOU AS THE INTERVIEWER HAVE A CONCERN ABOUT THE PARTICIPANT'S ABILITY TO PARTICIPATE EFFECTIVELY.**

17. Have you ever attended a focus group discussion, an interview or survey which was arranged in advance and for which you received a sum of money?

Yes      **CONTINUE**  
No        **SKIP TO Q.21**

18. How long ago was the last focus group you attended?

Less than 6 months ago **THANK AND END**  
More than 6 months ago **CONTINUE**

19. How many focus group discussions have you attended in the past 5 years?

0-4 groups **CONTINUE**  
5 or more groups **THANK AND END**

20. On what topics were they and do you recall who or what organization the groups were being undertaken for?

**TERMINATE IF ANY ON SIMILAR/SAME TOPIC OR GOVERNMENT OF CANADA IDENTIFIED AS ORGANIZATION**

**ADDITIONAL RECRUITING CRITERIA**

Now we have just a few final questions before we give you the details of the focus group, including the time and date.

21. What is the highest level of formal education that you have completed?

Grade 8 or less  
Some high school  
High school diploma or equivalent  
Registered Apprenticeship or other trades certificate or diploma  
College, CEGEP or other non-university certificate or diploma  
University certificate or diploma below bachelor's level  
Bachelor's degree  
Post graduate degree above bachelor's level  
**VOLUNTEERED** Prefer not to answer **THANK AND END**  
**ENSURE A GOOD MIX.**

22. Which of the following categories best describes your total household income in 2021? That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes?

Under \$20,000

\$20,000 to just under \$40,000  
 \$40,000 to just under \$60,000  
 \$60,000 to just under \$80,000  
 \$80,000 to just under \$100,000  
 \$100,000 to just under \$150,000  
 \$150,000 and above

**VOLUNTEERED** Prefer not to answer **THANK AND END**  
**ENSURE A GOOD MIX.**

23. The focus group discussion will be audio-taped and video-taped for research purposes only. The taping is conducted to assist our researchers in writing their report. Do you consent to being audio-taped and video-taped?  
 Yes  
 No **THANK AND END**

#### INVITATION

I would like to invite you to this online focus group discussion, which will take place the evening of **[INSERT DATE/TIME BASED ON GROUP # IN CHART ON PAGE 1]**. The group will be two hours in length and you will receive \$100 for your participation following the group via an e-transfer.

Please note that there may be observers from the Government of Canada at the group and that the discussion will be videotaped. By agreeing to participate, you have given your consent to these procedures.

Would you be willing to attend?

Yes **CONTINUE**  
 No **THANK AND END**

May I please have your full name, a telephone number that is best to reach you at as well as your e-mail address if you have one so that I can send you the details for the group?

**Name:**

**Telephone Number:**

**E-mail Address:**

You will receive an e-mail from **The Strategic Counsel** with the instructions to login to the online group. Should you have any issues logging into the system specifically, you can contact our technical support team at [support@thestrategiccounsel.com](mailto:support@thestrategiccounsel.com).

We ask that you are online at least 15 minutes prior to the beginning of the session in order to ensure you are set up and to allow our support team to assist you in case you run into any technical issues. We also ask that you restart your computer prior to joining the group.



You may be required to view some material during the course of the discussion. If you require glasses to do so, please be sure to have them handy at the time of the group. Also, you will need pen and paper in order to take some notes throughout the group.

This is a firm commitment. If you anticipate anything preventing you from attending (either home or work-related), please let me know now and we will keep your name for a future study. If for any reason you are unable to attend, please let us know as soon as possible at [1-800-xxx-xxxx] so we can find a replacement.

Thank you very much for your time.

**RECRUITED BY:** \_\_\_\_\_

**DATE RECRUITED:** \_\_\_\_\_

# Questionnaire de recrutement, version française

**Bureau du Conseil privé**  
**Questionnaire de recrutement – janvier 2022**  
**Groupes en français**

## Résumé des consignes de recrutement

- Groupes tenus en ligne.
- Durée prévue de chaque rencontre : deux heures.
- Recrutement de huit participants.

GROUPE	DATE	HEURE (DE L'EST)	HEURE (LOCALE)	LIEU	COMPOSITION DU GROUPE	MODÉRATEUR
6	17 janvier	18 h-20 h	18 h-20 h (HNE)	Grandes villes du Québec	Propriétaires futurs	M. Proulx
9	20 janvier	18 h-20 h	18 h-20 h (HNE)	Région de la Mauricie – Québec	Les jeunes adultes (18-29 ans)	M. Proulx
12	27 janvier	18 h-20 h	18 h-20 h (HNE)	Nord-du-Québec	Population générale	M. Proulx

- Incitatifs de 125 \$ par personne, versés aux participants par transfert électronique après la rencontre.

Caractéristiques des groupes de discussion :

## Questionnaire de recrutement

### INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?  
**[CONTINUER DANS LA LANGUE PRÉFÉRÉE]**

### NOTER LA LANGUE ET CONTINUER

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**

Français **CONTINUER**

Nous organisons, pour le compte du gouvernement du Canada, une série de groupes de discussion vidéo en ligne afin d'explorer des questions d'actualité qui intéressent les Canadiens.

La rencontre prendra la forme d'une table ronde animée par un modérateur expérimenté. Les participants recevront un montant d'argent en remerciement de leur temps.

Votre participation est entièrement volontaire et toutes vos réponses seront confidentielles. Nous aimerions simplement connaître vos opinions : personne n'essaiera de vous vendre quoi que ce soit ou de promouvoir des produits. Notre rapport sur cette série de groupes de discussion n'attribuera aucun commentaire à une personne en particulier.

Avant de vous inviter à participer, je dois vous poser quelques questions qui nous permettront de former des groupes suffisamment diversifiés. Puis-je vous poser quelques questions?

Oui **CONTINUER**

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

### QUESTIONS DE SÉLECTION

1. Est-ce que vous ou une personne de votre ménage avez travaillé pour l'un des types d'organisations suivants au cours des cinq dernières années?

Une société d'études de marché  
**CONCLURE**

**REMERCIER ET**

Une agence de commercialisation, de marque ou de publicité  
**CONCLURE**

**REMERCIER ET**

Un magazine ou un journal  
**CONCLURE**

**REMERCIER ET**

Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral, provincial ou territorial  
**CONCLURE**

**REMERCIER ET**



Un parti politique <b>CONCLURE</b>	<b>REMERCIER ET</b>
Dans les relations publiques ou les relations avec les médias <b>CONCLURE</b>	<b>REMERCIER ET</b>
Dans le milieu de la radio ou de la télévision <b>CONCLURE</b>	<b>REMERCIER ET</b>
Non, aucune de ces réponses	<b>CONTINUER</b>

1a. **POUR TOUS LES LIEUX** : Êtes-vous un ou une employé(e) retraité(e) du gouvernement du Canada?

- Oui **REMERCIER ET CONCLURE**  
Non **CONTINUER**

2. Quelle langue parlez-vous le plus souvent à la maison?

- Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**  
Français **CONTINUER**  
Autre [Préciser ou non la langue, selon les besoins de l'étude] **REMERCIER ET CONCLURE**  
Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

3. Dans quelle ville habitez-vous?

LIEU	VILLES	
Grandes villes du Québec	Ces villes peuvent notamment comprendre : Montréal, Gatineau, Québec, Sherbrooke, Trois-Rivières, Chicoutimi – Jonquière  <b>ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DE LA RÉGION. PAS PLUS DE DEUX PARTICIPANTS PAR VILLE.</b>	<b>CONTINUER – GROUPE 6</b>
Région de la Mauricie – Québec	Les villes de la région de la Mauricie peuvent notamment comprendre : Trois-Rivières, Shawinigan, La Tuque, Louiseville, Notre-Dame-du-Mont-Carmel  <b>ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DE LA RÉGION. PAS PLUS DE DEUX PARTICIPANTS PAR VILLE. RECRUTER DES RÉSIDENTS DE GRANDES ET DE PETITES COLLECTIVITÉS.</b>	<b>CONTINUER – GROUPE 9</b>

Nord-du-Québec	<p>Les villes du Nord-du-Québec peuvent notamment comprendre :            Chibougamau, Chisasibi, Lebel-sur-Quévillon, Kuujuaq, Baie-James, Inukjuak, Eeyou Istchee James Bay, Chapais, Waswanipi, Puvirnituq, Matagami, Salluit, Kangiqsualujuaq, Kangiqsujuaq, Kuujuarapik, Kawawachikamach, Akulivik, Kangirsuk, Umiujaq, Ivujivik, Quaqaq, Tasiujaq, Aupaluk, Baie-d'Hudson, Rivière-Koksoak, Mistissini, Nemiscau, Waskaganish, Eastmain and Wemindji.</p> <p><b>ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DE LA RÉGION. RECRUTER DES RÉSIDENTS DE GRANDES ET DE PETITES COLLECTIVITÉS.</b></p>	<b>CONTINUER – GROUPE 12</b>
Autre lieu	-	<b>REMERCIER ET CONCLURE</b>
<b>RÉPONSE SPONTANÉE</b> Préfère ne pas répondre	-	<b>REMERCIER ET CONCLURE</b>

3a. Depuis combien de temps habitez-vous à [INSÉRER LE NOM DE LA VILLE]? **NOTER LE NOMBRE D'ANNÉES.**

Moins de deux ans	<b>REMERCIER ET CONCLURE</b>
Deux ans ou plus	<b>CONTINUER</b>
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	<b>REMERCIER ET CONCLURE</b>

**ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION EN FONCTION DU NOMBRE D'ANNÉES DE RÉSIDENCE DANS LA VILLE. PAS PLUS DE DEUX PAR GROUPE DOIVENT Y VIVRE DEPUIS MOINS DE 5 ANS.**

4. **DEMANDER UNIQUEMENT AU GROUPE 6** Êtes-vous actuellement propriétaire d'un logement, ou l'avez-vous déjà été?

Oui **REMERCIER ET CONCLURE**

Non **CONTINUER (ACHETEUR POSSIBLE D'UN PREMIER LOGEMENT)**

**RÉPONSE SPONTANÉE** Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

4a. **DEMANDER UNIQUEMENT AU GROUPE 6** Est-ce que vous envisagez d'acheter un logement au cours des cinq prochaines années?

Oui

**CONTINUER**

Pas sûr/peut-être **CONTINUER**  
 Non **REMERCIER ET CONCLURE**  
**RÉPONSE SPONTANÉE** Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**  
**RECRUTER PLUS DE RÉPONDANTS QUI DISENT « OUI ». PAS PLUS DE DEUX RÉPONDANTS QUI DISENT « PAS SÛR/PEUT-ÊTRE ».**

5. Seriez-vous prêt/prête à m'indiquer votre tranche d'âge dans la liste suivante?

Moins de 18 ans	<b>SI POSSIBLE, DEMANDER À PARLER À UNE PERSONNE DE 18 ANS OU PLUS ET REFAIRE L'INTRODUCTION. SINON, REMERCIER ET CONCLURE.</b>
18 à 24	<b>+ RÉGION DE LA MAURICIE = GROUP 9</b> <b>CONTINUER</b>
25 à 29	
30 à 39	<b>+ RÉGION DE LA MAURICIE = REMERCIER ET CONCLURE</b> <b>CONTINUER</b>
40 à 54	
55 ans ou plus	<b>ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES ÂGES DANS CHAQUE GROUPE.</b>
<b>RÉPONSE SPONTANÉE</b> Je préfère ne pas répondre	<b>REMERCIER ET CONCLURE</b>

**LES PROPRIÉTAIRES FUTURS DU GROUP 6 PEUVENT ÊTRE D'ÂGE PLUS JEUNE ET MOYEN (30S/40S).**

6. **[NE PAS DEMANDER]** Sexe **NOTER SELON VOTRE OBSERVATION.**

Homme

Femme

**ASSURER UNE PROPORTION ÉGALE D'HOMMES ET DE FEMMES DANS CHAQUE GROUPE.**

7. Êtes-vous un étudiant international?

Oui **REMERCIER ET CONCLURE**

Non **CONTINUER**

**RÉPONSE SPONTANÉE** Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

8. Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux le secteur d'activité dans lequel vous travaillez?

Administrations publiques

Agriculture, foresterie, pêche et chasse

Arts, spectacle et loisirs

Autres services, sauf les administrations publiques

Commerce de détail

Commerce de gros

Construction

Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz

Fabrication

Finance et assurances  
Gestion de sociétés et d'entreprises  
Hébergement et services de restauration  
Industrie de l'information et industrie culturelle  
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement  
Services d'enseignement  
Services immobiliers et services de location et de location à bail  
Services professionnels, scientifiques et techniques  
Services publics  
Soins de santé et assistance sociale  
Transport et entreposage  
Sans emploi  
Aux études à temps plein **PAS D'ÉTUDIANTS ÉTRANGERS**  
À la retraite – **DEMANDER : « DANS QUEL SECTEUR TRAVAILLIEZ-VOUS AVANT? » ET NOTER LA RÉPONSE**  
Autre situation ou autre secteur; veuillez préciser : \_\_\_\_\_

**CONTINUER POUR TOUS LES RÉPONDANTS. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES TYPES D'EMPLOI DANS CHAQUE GROUPE. PAS PLUS DE DEUX RÉPONDANTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ.**

9. Est-ce que vous connaissez le concept du « groupe de discussion »?

Oui **CONTINUER**

Non **EXPLIQUER QUE** : « un groupe de discussion se compose de six à huit participants et d'un modérateur. Au cours d'une période de deux heures, les participants sont invités à discuter d'un éventail de questions reliées au sujet abordé ».

10. Dans le cadre du groupe de discussion, on vous demandera de participer activement à une conversation. En pensant à la manière dont vous interagissez lors de discussions en groupe, quelle note vous donneriez-vous sur une échelle de 1 à 5 si 1 signifie « j'ai tendance à ne pas intervenir et à écouter les autres parler » et 5, « je suis habituellement une des premières personnes à parler »?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**

3-5 **CONTINUER**

11. Étant donné que ce groupe se réunira en ligne, vous aurez besoin, pour participer, d'un accès Internet haut débit et d'un ordinateur muni d'une caméra Web, d'un microphone et d'un haut-parleur en bon état de marche. **CONFIRMER LES POINTS CI-DESSOUS. METTRE FIN À L'APPEL SI NON À L'UN DES TROIS.**

Le participant a accès à Internet haut débit

Le participant a un ordinateur avec caméra Web

12. Avez-vous utilisé des logiciels de réunion en ligne tels que Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., au cours des deux dernières années?

Oui **CONTINUER**  
Non **CONTINUER**

13. Sur une échelle de 1 à 5 où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout habile et 5 que vous êtes très habile, comment évaluez-vous votre capacité à utiliser seul(e) les plateformes de réunion en ligne?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**  
3-5 **CONTINUER**

14. Au cours de la discussion, vous pourriez devoir lire ou visionner du matériel affiché à l'écran, ou faire des exercices en ligne comme ceux qu'on trouve dans les sondages. On vous demandera aussi de participer activement à la discussion en ligne à l'aide d'une caméra Web. Pensez-vous avoir de la difficulté, pour une raison ou une autre, à lire les documents ou à participer à la discussion par vidéo? **CONCLURE L'ENTRETIEN SI LE RÉPONDANT SIGNALA UN PROBLÈME DE VISION OU D'AUDITION, UN PROBLÈME DE LANGUE PARLÉE OU ÉCRITE, S'IL CRAINT DE NE POUVOIR COMMUNIQUER EFFICACEMENT, SI L'UTILISATION D'UNE CAMÉRA WEB LUI POSE PROBLÈME, OU SI VOUS, EN TANT QU'INTERVIEWEUR, AVEZ DES DOUTES QUANT À SA CAPACITÉ DE PARTICIPER EFFICACEMENT AUX DISCUSSIONS.**

15. Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion, à une entrevue ou à un sondage organisé à l'avance en contrepartie d'une somme d'argent?

Oui **CONTINUER**  
Non **PASSER À LA Q.19**

16. À quand remonte le dernier groupe de discussion auquel vous avez participé?

À moins de six mois, **REMERCIER ET CONCLURE**  
À plus de six mois, **CONTINUER**

17. À combien de groupes de discussion avez-vous participé au cours des cinq dernières années?

0 à 4 groupes, **CONTINUER**  
5 groupes ou plus **REMERCIER ET CONCLURE**

18. Quel était leur sujet, et vous rappelez-vous pour qui ou pour quelle organisation ces groupes étaient organisés?

**TERMINER SI LE SUJET EST SEMBLABLE OU IDENTIQUE, OU SI L'ORGANISATION NOMMÉE EST LE GOUVERNEMENT DU CANADA**

#### **CRITÈRES DE RECRUTEMENT SUPPLÉMENTAIRES**

Il me reste quelques dernières questions avant de vous donner les détails du groupe de discussion, comme l'heure et la date.

19. Lequel ou lesquels des groupes raciaux ou culturels suivants vous décrivent le mieux? (plusieurs choix possibles)

Blanc  
Sud-asiatique (p. ex., indien, pakistanais, sri-lankais)  
Chinois  
Noir  
Latino-américain  
Philippin  
Arabe  
Asiatique du sud-est (p. ex., vietnamien, cambodgien, thaïlandais)  
Coréen ou japonais  
Autochtone  
Autre groupe racial ou culturel (préciser)

**RÉPONSE SPONTANÉE** : Préfère ne pas répondre

**ASSURER UN BON MÉLANGE.**

20. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint?

École primaire  
Études secondaires partielles  
Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent  
Certificat ou diplôme d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers  
Certificat ou diplôme d'un collège, cégep ou autre établissement non universitaire  
Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat  
Baccalauréat  
Diplôme d'études supérieur au baccalauréat

**RÉPONSE SPONTANÉE** : Préfère ne pas répondre

**ASSURER UN BON MÉLANGE.**

21. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage en 2021 – c'est-à-dire le revenu cumulatif de l'ensemble des membres de votre ménage avant impôt?

Moins de 20 000 \$  
20 000 \$ à moins de 40 000 \$  
40 000 \$ à moins de 60 000 \$  
60 000 \$ à moins de 80 000 \$  
80 000 \$ à moins de 100 000 \$  
100 000 \$ à moins de 150 000 \$  
150 000 \$ ou plus

**RÉPONSE SPONTANÉE** : Préfère ne pas répondre

**ASSURER UN BON MÉLANGE.**

22. La discussion sera enregistrée sur bandes audio et vidéo, strictement aux fins de la recherche. Les enregistrements aideront nos chercheurs à rédiger leur rapport. Est-ce que vous consentez à ce qu'on vous enregistre sur bandes audio et vidéo?

Oui

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

## INVITATION

J'aimerais vous inviter à ce groupe de discussion en ligne, qui aura lieu le **[DONNER LA DATE ET L'HEURE EN FONCTION DU N° DE GROUPE INDIQUÉ DANS LE TABLEAU, PAGE 1]**. La discussion durera deux heures et vous recevrez 125 \$ pour votre participation. Ce montant vous sera envoyé par transfert électronique après la tenue du groupe de discussion.

Veillez noter que des observateurs du gouvernement du Canada pourraient être présents au groupe et que la discussion sera enregistrée sur bande vidéo. En acceptant de participer, vous donnez votre consentement à ces modalités.

Est-ce que vous accepteriez de participer?

Oui                      **CONTINUER**  
Non                      **REMERCIER ET CONCLURE**

Puis-je avoir votre nom complet, le numéro de téléphone où vous êtes le plus facile à joindre et votre adresse électronique, si vous en avez une, pour vous envoyer les détails au sujet du groupe?

**Nom :**

**Numéro de téléphone :**

**Adresse courriel :**

Vous recevrez un courrier électronique du **Strategic Counsel** expliquant comment rejoindre le groupe en ligne. Si la connexion au système vous pose des difficultés, veuillez en aviser notre équipe de soutien technique à : [support@thestrategiccounsel.com](mailto:support@thestrategiccounsel.com).

Nous vous prions de vous mettre en ligne au moins 15 minutes avant l'heure prévue, afin d'avoir le temps de vous installer et d'obtenir l'aide de notre équipe de soutien en cas de problèmes techniques. Veuillez également redémarrer votre ordinateur avant de vous joindre au groupe.

Vous pourriez devoir lire des documents au cours de la discussion. Si vous utilisez des lunettes, assurez-vous de les avoir à portée de main durant la rencontre. Vous aurez également besoin d'un stylo et de papier pour prendre des notes.

Ce rendez-vous est un engagement ferme. Si vous pensez ne pas pouvoir participer pour des raisons personnelles ou professionnelles, veuillez m'en aviser dès maintenant et nous conserverons votre nom pour une étude ultérieure. Enfin, si jamais vous n'êtes pas en mesure de participer, veuillez nous prévenir le plus rapidement possible au **[1-800-xxx-xxxx]** pour que nous puissions trouver quelqu'un pour vous remplacer.

Merci de votre temps.

**RECRUTEMENT FAIT PAR :** \_\_\_\_\_

**DATE DU RECRUTEMENT :** \_\_\_\_\_

## Annexe B – Guides de discussion



# Guide du modérateur, version anglaise

## MODERATOR'S GUIDE – January 2022 MASTER

### **INTRODUCTION (10 minutes)** All Locations

- Moderator or technician should let participants know that they will need pen and paper in order to take some notes, jot down some thoughts around some material that we will show them later in the discussion.

### **GOVERNMENT OF CANADA IN THE NEWS (5-10 minutes)** All Locations

- What have you seen, read or heard about the Government of Canada in the last few days? Newfoundland, Vancouver Island Parents of Children under 12, Nova Scotia Parents of Children Under 12 (NOTE TO MODERATOR: MOVE THROUGH THIS QUICKLY)
- British Columbia First Generation Immigrants How do you typically learn about Government of Canada news; that is, what is your primary source of information?
- British Columbia First Generation Immigrants, Wellington and Waterloo Regions Young Adults, Mauricie Region Young Adults We'll be talking about COVID-19 in a moment, but before we get to that: what other issue do you think the Government of Canada should be focusing on most right now?

### **VACCINE ADS (25 minutes)** Frontenac Region, Alberta Young Adults, Newfoundland, Vancouver Island Parents of Children under 12

- Have any of you gotten a third dose of a COVID-19 vaccine? (SHOW OF HANDS)
  - FOR THOSE WHO HAVE NOT: Have you made an appointment to get a third dose? (SHOW OF HANDS)

Frontenac Region, Alberta Young Adults, Newfoundland I'm now going to show you concepts that are currently being developed by the Government of Canada for possible advertising regarding COVID-19 vaccines.

There are 2 concepts, each of which includes a storyboard. You will notice that these are not in finished form. Instead the images look more like a comic strip (which we call a storyboard) and convey what you would see in each frame of the ad. A storyboard is something that advertisers develop early in the creative process so you get a graphical illustration and short narrative that give a sense of what the ad might look like in its finished format. Note that the current images in the ad are

just examples (what we call “illustrations or storyboards”) to give you an idea of what the ad would look like; these are not the ones that will be used. The final product will be a 15-second video produced professionally to be advertised through social media and digital platforms. Please keep this in mind as you are viewing the ad.

**Vancouver Island Parents of Children under 12** I’m now going to show you a concept that is currently being developed by the Government of Canada for possible advertising regarding COVID-19 vaccines.

The concept includes a storyboard. You will notice that it is not in finished form. Instead, the images look more like a comic strip (which we call a storyboard) and convey what you would see in each frame of the ad. A storyboard is something that advertisers develop early in the creative process so you get a graphical illustration and short narrative that gives a sense of what the ad might look like in its finished format. Note that the current images in the ad are just examples (what we call “illustrations or storyboards”) to give you an idea of what the ad would look like; these are not the ones that will be used. The final product will be a 15-second video produced professionally to be advertised through social media and digital platforms. Please keep this in mind as you are viewing the ad.

ORDER:

**Frontenac Region:** A, B

**Alberta Young Adults:** A, B

**Newfoundland:** B, A

**Frontenac Region, Alberta Young Adults, Newfoundland** **SHOW CONCEPT A ON SCREEN**

- **Frontenac Region, Alberta Young Adults, Newfoundland** What are your initial thoughts about this ad? What makes you say that?
- **Frontenac Region, Alberta Young Adults, Newfoundland** What is the main message of this ad?
- **Frontenac Region, Alberta Young Adults, Newfoundland** Does this ad effectively explain why a COVID-19 vaccine booster dose is needed?
- **Frontenac Region, Alberta Young Adults, Newfoundland** Does it entice you to go to the website to get more information?
  - **Frontenac Region, Alberta Young Adults** IF NO: What if it said something like “To learn more...”?
  - **Newfoundland** IF NO: Do you have any suggestions that would entice you to go to the website?
- **Frontenac Region, Alberta Young Adults, Newfoundland** Does it get you thinking about COVID-19 booster doses any differently?
  - IF YES: How so?

- **Frontenac Region, Alberta Young Adults, Newfoundland** Do you have any other thoughts about what could make this ad more effective, including enticing you to go to the website to learn more?
- **Newfoundland** Do you think there are other scenarios that would be effective?
  - What are your thoughts on the following potential scenarios?:
    - A piano tuner is tuning a piano, and talking about needing to keep a piano tuned for optimal performance.
    - Charging a mobile phone when the battery is low.
    - A hockey goalie wearing old, thin equipment from the 1970s changing into state-of-the-art modern-looking equipment, and talking about the evolution of protection and wanting the best possible protection for yourself and your family.
  - Now that I've provided a couple of examples, do you have any other suggestions for scenarios?

**Frontenac Region, Alberta Young Adults, Newfoundland** Let's move on to the next concept.

**Frontenac Region, Alberta Young Adults, Newfoundland** **SHOW CONCEPT B ON SCREEN**

- **Frontenac Region, Alberta Young Adults, Newfoundland** What are your initial thoughts about this ad? What makes you say that?
- **Frontenac Region, Alberta Young Adults, Newfoundland** What is the main message of this ad?
- **Frontenac Region, Alberta Young Adults, Newfoundland** Does this ad effectively explain why a COVID-19 vaccine booster dose is needed?
- **Frontenac Region, Alberta Young Adults, Newfoundland** Does it entice you to go to the website to get more information?
  - **Frontenac Region, Alberta Young Adults** IF NO: Do you have any suggestions that would entice you to go to the website?
  - **Newfoundland** IF NO: What if it said something like "To learn more...?"
- **Frontenac Region, Alberta Young Adults, Newfoundland** Does it get you thinking about COVID-19 booster doses any differently?
  - IF YES: How so?
- **Frontenac Region, Alberta Young Adults, Newfoundland** Do you have any other thoughts about what could make this ad more effective, including enticing you to go to the website to learn more?
- **Frontenac Region, Alberta Young Adults** Do you think there are other scenarios that would be effective?
  - What are your thoughts on the following potential scenarios?:
    - A piano tuner is tuning a piano, and talking about needing to keep a piano tuned for optimal performance.

- Charging a mobile phone when the battery is low.
- A hockey goalie wearing old, thin equipment from the 1970s changing into state-of-the-art modern-looking equipment, and talking about the evolution of protection and wanting the best possible protection for yourself and your family.
- Now that I've provided a couple of examples, do you have any other suggestions for scenarios?

#### Vancouver Island Parents of Children under 12 SHOW INSIDE OUT CONCEPT ON SCREEN

- Vancouver Island Parents of Children under 12 What are your initial thoughts about this ad? What makes you say that?
- Vancouver Island Parents of Children under 12 What is the main message of this ad?
- Vancouver Island Parents of Children under 12 Does this ad effectively explain why a COVID-19 vaccine booster dose is needed?
- Vancouver Island Parents of Children under 12 Does it entice you to go to the website to get more information?
- IF NO: Do you have any suggestions that would entice you to go to the website?
- Vancouver Island Parents of Children under 12 Does it get you thinking about COVID-19 booster doses any differently?
  - IF YES: How so?
- Vancouver Island Parents of Children under 12 Do you have any other thoughts about what could make this ad more effective, including enticing you to go to the website to learn more?

Vancouver Island Parents of Children under 12 Now, I'm going to show you an alternate version of this ad. Again, this is not in finished form; it's just a quick sketch that is meant to give you a sense of what the ad would look like. The final product would be done using professional animation.

#### SHOW ALTERNATE VERSION ON SCREEN

- Vancouver Island Parents of Children under 12 What are your initial thoughts about this version?
- Vancouver Island Parents of Children under 12 Is the message easy to understand?
- Vancouver Island Parents of Children under 12 Does this version speak to you? Why or why not?
- Vancouver Island Parents of Children under 12 How do you feel about having a doctor talking about a vaccine booster dose? Do you think this makes the ad more effective, less effective, or makes no difference? What makes you say that?
  - What if it were a scientist instead?
  - IF LESS EFFECTIVE/MAKES NO DIFFERENCE: Do you have any suggestions to make this ad more effective, or is an additional visual not needed?

#### AD WRAP-UP

- Frontenac Region, Alberta Young Adults, Newfoundland **POLL:** Which concept do you feel is most effective in terms of enticing you to get a vaccine booster dose?
  - CONCEPT A
  - CONCEPT B
- Vancouver Island Parents of Children under 12 **POLL:** Which version do you feel is most effective in terms of enticing you to get a vaccine booster dose?
  - INSIDE OUT CONCEPT
  - ALTERNATE CONCEPT
- What is it about XX concept that you prefer over the other one?

### **COVID-19 OUTLOOK/VACCINES (15-30 minutes) All Locations**

Frontenac Region, Alberta Young Adults, Newfoundland Now I'd like to focus more broadly on COVID-19, not just the ad concepts we reviewed...

- Are you concerned about the rising number of new COVID-19 cases? How about the COVID-19 variant Omicron?
  - Frontenac Region, Alberta Young Adults, Newfoundland, Mauricie Region Young Adults, Northern Quebec Why do you think cases have been rising so rapidly recently? Is it only related to the emergence of Omicron, or are there other things contributing?
- **POLL:** Please type in one word that describes how you feel about the current restrictions in place in your region? [PROMPT AS NECESSARY: Why did you choose that word?]
  - Should they be lifted? Should more things be opened up?
  - Should they be more restricted?
- Have any of you changed your behaviour in response to rising case numbers?
  - Frontenac Region, Alberta Young Adults, Newfoundland, GTA Prospective Homeowners, Major Centres Quebec Prospective Homeowners, British Columbia First Generation Immigrants, Wellington and Waterloo Regions Young Adults, Mauricie Region Young Adults, Major Centres Prairies, Nova Scotia Parents of Children under 12, Northern Quebec PROMPT AS NECESSARY: For example, are you reducing the number of people you are socializing with? Have you changed the kind of face mask you wear?
  - Vancouver Island Parents of Children under 12 PROMPT AS NECESSARY: For example, are you reducing the number of people you/your kids are socializing with? Have you changed the kind of face mask you/your kids wear?
  - Frontenac Region, Alberta Young Adults, Newfoundland, GTA Prospective Homeowners, Major Centres Quebec Prospective Homeowners, British Columbia First Generation Immigrants, Wellington and Waterloo Regions Young Adults, Mauricie Region Young Adults, Major Centres Prairies, Nova Scotia Parents of Children under 12, Northern



- How well do you think the Government of Canada is doing when it comes to providing financial support to Canadians and businesses that have been impacted by COVID-19? What makes you say that?
- Have you heard anything about the Canada Emergency Wage Subsidy recently?
- Have you heard anything about the Canada Worker Lockdown Benefit recently?
  - PROMPT AS NECESSARY: Have you heard anything on the latest temporary support for Canadians who can't work because of the lockdown? What have you heard?

**Frontenac Region, Alberta Young Adults, Newfoundland CLARIFY AS NECESSARY/SHOW ON SCREEN**

The Canada Worker Lockdown Benefit (CWLB) gives temporary income support to employed and self-employed people who cannot work due to a COVID-19 lockdown.

The Government of Canada recently announced that the definition of a lockdown order has been temporarily expanded to also include provincial and territorial orders involving capacity restrictions of 50 per cent or more – until February 12, 2022. The minimum number of days a lockdown order needs to be in place to meet the new definition is 7 consecutive days (down from 14 consecutive days).

After February 12, the definition will revert back to its original definition. At that point, the CWLB will only be available to workers living in a region where commercial activities or non-essential services are closed to the public for at least 14 consecutive days.

If you are eligible for the CWLB, you can receive \$300 (\$270 after taxes withheld) for each 1-week period. You may apply for any weeks your region is eligible between October 24, 2021 and May 7, 2022.

- **Frontenac Region, Alberta Young Adults, Newfoundland** What do you think about this?
  - What do you think about the definition of a lockdown being temporarily expanded to include capacity restrictions?
    - Do you think the timeline makes sense (i.e., the definition reverting back to its original definition after February 12)?
  - What do you think about the amount available per week (\$300/week)?
- Have you heard anything about the Local Lockdown Program recently?
  - PROMPT AS NECESSARY: Have you heard anything about the latest temporary support for employers that are subject to restrictions that cap their capacity at 50% or more?

**Frontenac Region, Alberta Young Adults, Newfoundland CLARIFY AS NECESSARY/SHOW ON SCREEN**

The Local Lockdown Program provides businesses that face temporary new local lockdowns with up to the maximum amount available through the wage and rent subsidy programs. The program has been temporarily expanded to also include any employers that are subject to restrictions that cap

their capacity at 50 per cent or more. Businesses must have their current monthly revenue decline by 25% to qualify, which has also been temporarily lowered from a 40% revenue-decline threshold.

Employers that are eligible for this program will receive wage and rent subsidies that can range from 25% to a maximum of 75%, depending on how much revenue they lost as a result of the capacity limits.

These temporary changes will also be in place until February 12, 2022. At that point the program will revert back to its original form.

- Frontenac Region, Alberta Young Adults, Newfoundland What do you think about this?
- Frontenac Region, Alberta Young Adults, Newfoundland Do you think the timeline makes sense (i.e., reverting back to its original form after February 12)?
- Frontenac Region, Alberta Young Adults, Newfoundland With the recent increases in COVID-19 cases, some people have suggested these lockdown measures need to be a top priority to support those who are no longer able to work, while others suggest the federal government should focus on wage subsidies so that employers don't have to lay off staff in the first place. In general, who do you agree with more?

**NET ZERO EMISSIONS BUILDINGS STRATEGY (15 minutes)** Frontenac Region, Alberta Young Adults, Vancouver Island Parents of Children under 12, GTA Prospective Homeowners, Major Centres Quebec Prospective Homeowners, British Columbia First Generation Immigrants, Wellington and Waterloo Regions Young Adults, Mauricie Region Young Adults, Major Centres Prairies, Nova Scotia Parents of Children under 12, Northern Quebec

I'd like to shift now to a completely different topic...

The Government of Canada has recently announced it intends to create a "National Net-Zero Emissions Buildings Strategy".

- What actions do you think this strategy would include?
  - What is a Net-Zero Emissions Building?

#### **CLARIFY AS NECESSARY/SHOW ON SCREEN**

A net-zero building is a building that can produce as much energy as it consumes through renewable resources such as solar panels.

Some components of this strategy would include:

- providing grants for home retrofits;
- providing financial support for businesses who choose to retrofit their buildings;
- renovating federally owned buildings to be more energy efficient;



- requiring that all new buildings are designed to be net-zero emission buildings; and
  - providing funding for Indigenous communities to build and retrofit buildings to be net-zero buildings.
- Do any of these stand out as very positive policies that the Government of Canada should be prioritizing?
  - Are any of these policies something the Government of Canada should not do?

Some have suggested alternative names for this strategy instead of calling it a “National Net-Zero Emissions Building Strategy”.

**POLL:** I’m going to show you some alternative names, along with the current name, and I’d like you to select any that you think are a good name for the program. You can select up to 3; if you don’t like any of the names, don’t select any.

- Better Buildings Plan
- Canadian Green Buildings Strategy
- Cleaner Buildings Canada
- National Net-Zero Emissions Buildings Strategy
- National Renewable Buildings Plan
- Reduced Emissions Building Plan
- Sustainable Building Strategy

#### *MODERATOR TO GO THROUGH SELECTIONS*

- Are there any names you don’t like? Why is that?
- Do you have any other ideas for what a strategy like this could be called?

**ZERO-EMISSIONS VEHICLES (10 minutes)** Newfoundland, GTA Prospective Homeowners, Major Centres Quebec Prospective Homeowners, British Columbia First Generation Immigrants, Wellington and Waterloo Regions Young Adults, Mauricie Region Young Adults, Major Centres Prairies, Northern Quebec

- Has anyone here ever owned a Zero-Emissions Vehicle, also known as ZEV (CLARIFY AS NEEDED: an electric vehicle is a type of ZEV)? Has anyone considered purchasing one?
  - What would be the main reason for you to consider buying a zero-emission vehicle?
  - What would be your main reason not to consider buying a zero-emission vehicle?
- How would you feel if the Government of Canada set a target that all new cars sold in Canada need to be ZEV by the year 2050?

- IF NEGATIVE: Imagine that the prices of zero-emissions cars in 2050 are no different than the prices of other comparable cars. Would that change your opinion, or is it more than just prices that concern you with this proposal?

**SMALL NUCLEAR REACTORS (10 minutes)** Newfoundland, Vancouver Island Parents of Children under 12, GTA Prospective Homeowners, Major Centres Quebec Prospective Homeowners, British Columbia First Generation Immigrants, Wellington and Waterloo Regions Young Adults, Mauricie Region Young Adults, Major Centres Prairies, Nova Scotia Parents of Children under 12, Northern Quebec

- How do you feel about nuclear power compared to other energy sources? Should Canada be doing more or less with nuclear power?
- Have you heard about small nuclear reactors, or Small Modular Reactors (SMRs)?

CLARIFY AS NECESSARY

Small Modular Reactors (SMRs) are an emerging area of nuclear energy innovation in Canada and around the world. SMRs will have enhanced safety features, a smaller footprint and produce less waste than traditional nuclear energy reactors.

- How do you feel about more SMRs in Canada?
  - IF CONCERNED: What are your biggest concerns about SMRs?
- Some people say this is a good way to reduce greenhouse gas emissions and get Canada to net-zero emissions. What do you think of that? Do you think that's a good reason to build more SMRs in Canada, or not?
- Some people say there's a good economic opportunity since several Canadian companies are able to make these and could sell them to other countries. This would, therefore, create jobs in Canada. What do you think of that? Do you think that's a good reason to build more SMRs in Canada, or not?

**COVID-19 VACCINE FOR CHILDREN (15 minutes)** Vancouver Island Parents of Children under 12, Nova Scotia Parents of Children under 12

Now I'd like to focus more broadly on COVID-19, not just the ad concepts we reviewed...

As you may be aware, Health Canada has approved a Pfizer-BioNTech Comirnaty vaccine made for children 5 to 11 years old.

- Have any of you talked to your kids about it?
- Have any of you gotten your kids under 12 vaccinated? (SHOW OF HANDS)
  - FOR THOSE WHO HAVE NOT: Have you made an appointment to get your kids vaccinated? (SHOW OF HANDS)

FOR THOSE WHO HAVE GOTTEN KIDS VACCINATED OR MADE AN APPOINTMENT:

- What made you decide to get your kids vaccinated?

FOR THOSE WHO HAVEN'T GOTTEN KIDS VACCINATED OR MADE AN APPOINTMENT:

- What are the factors that will influence your decision on whether or not to get your kids vaccinated?
- Are there questions about administering COVID-19 vaccines to kids that you would like answers to?

**HOUSING (25 minutes)** GTA Prospective Homeowners, Major Centres Quebec Prospective Homeowners, British Columbia First Generation Immigrants

I'd now like to shift our attention to another topic.

- Have you seen, read or heard anything about any Government of Canada actions related to housing affordability?
  - IF YES: What have you heard?

I want to focus on some potential housing initiatives that the Government of Canada could do, and get your thoughts.

#### SHOW ON SCREEN

- **Anti-flipping tax:** requiring residential properties to be held for at least 12 months
- **Banning blind bidding:** blind bidding is where home buyers don't know how much others are bidding
- **First-Time Home Buyer Incentive:** first-time home buyers can borrow 5 or 10% of the purchase price of a home to put towards a down payment
- **Funding to repair and build new affordable housing units**
- **Housing Accelerator Fund:** making funding available to municipalities to speed up their housing plans
- **National rent-to-own program:** where people could pay their rent on a house and have that go towards the down payment, so that they eventually own that home

- **Preventing renovictions:** a renoviction occurs when a landlord evicts a tenant by claiming they will complete major renovations (or demolish the unit or convert it to commercial use)
- **Temporary ban on non-recreational residential sales to foreign buyers:** to help ensure that housing does not sit vacant and unavailable to Canadians wanting to buy homes

**POLL:** Now I'd like you to select which of these housing initiatives should be a priority for the Government of Canada. You can select up to 3; if you don't think any should be a priority, don't select any.

- Anti-flipping tax
- Banning blind bidding
- First-Time Home Buyer Incentive
- Funding to repair and build new affordable housing units
- Housing Accelerator Fund
- National rent-to-own program
- Preventing renovictions
- Temporary ban on non-recreational residential sales to foreign buyers

*MODERATOR TO GO THROUGH SELECTIONS*

- Will any of these affect you personally? How so?
- Are there any that you don't think the Government of Canada should do? Why is that?

**HYDROGEN-BASED ENERGY (10 minutes)** Major Centres Quebec Prospective Homeowners, Northern Quebec

- Have you heard anything about clean hydrogen?
- Even if you don't know much about it, are you aware of any benefits to using clean hydrogen?

**CLARIFY AS NECESSARY/SHOW ON SCREEN**

Essentially, natural resources such as clean electricity (electricity generated from non-emitting sources, such as hydro-electricity, wind, solar, etc.), natural gas and other sources of renewable energy can be converted to hydrogen with little or no emissions.

Once produced, hydrogen can be used as a low carbon feed-stock to drive down emissions for a variety of industrial processes, like steel manufacturing. It can also be converted to electricity via fuel cells, which can be used in a wide range of applications, such as providing power for vehicles, power plants, buildings, and long-term energy storage.

When combusted, used as a feedstock, or used in a fuel cell, hydrogen emit only water; there are no carbon dioxide emissions, and no air pollutants. Fuel cell applications (including in medium and heavy-duty vehicles) also tend to be quiet during operation as they have few moving parts.

- When you think about hydrogen, are there any concerns or downsides that come to mind?
- When thinking about investments in clean energy more broadly, how much of a priority should clean hydrogen be for the Government of Canada, compared to other investments in clean energy?

### **OPIOIDS (10 minutes) British Columbia First Generation Immigrants**

Moving on to another topic...

- Have you seen, read or heard anything in the news about a plan by the City of Vancouver to gain Health Canada approval of the decriminalization of small amounts of illicit drugs? What have you heard?
  - What do you think the impact of decriminalising small amounts of illicit drugs would be?
  - Do you think Health Canada should approve this plan or not? What makes you say that?
- Do you think there are other things the Government of Canada should be doing to address substance use and the overdose crisis?
  - IF YES: What else should it do?

### **YOUTH ISSUES (25 minutes) Wellington and Waterloo Regions Young Adults, Mauricie Region Young Adults**

- Have you heard anything the Government of Canada has done recently to support young Canadians?
  - PROMPT AS NECESSARY: How about things the Government has done to help young Canadians financially during COVID?
- Where do you normally hear about news first?
  - What about news related to COVID-19 – what are your main sources of information?
    - In terms of COVID-19, do you actively seek out new information about it?
  - And now thinking about Government of Canada information in general (not just related to COVID-19), including policies it implements or measures it implements: do you actively seek out this kind of information?
    - IF YES: Where do you seek it out?
- Have you seen any advertising from the Government of Canada recently?
  - IF YES: What was the topic of the advertisement? Where did you see it?

- Overall, do you feel that the Government of Canada makes an effort to reach out to young Canadians? Do you feel they prioritize youth when making decisions? Why or why not?
  - What could the Government of Canada do to more effectively reach out to young Canadians?
- What is the most important issue for you that you think the Government of Canada should be focusing on the most? What makes you say that?
- And what's the most important issue facing young people more broadly right now that the Government of Canada should be paying more attention to? What makes you say that?

**HOME RENTING (10 minutes)** Major Centres Prairies, Nova Scotia Parents of Children under 12, Northern Quebec

I'd like to shift now to a completely different topic...

- Do you currently rent the place you are living in?
- Do you think the Government of Canada has a role to play in regulating the cost of rent in Canada?
  - What should it do?
- Recently, some have suggested the Government of Canada should provide subsidies or incentives to owners of rental housing in exchange for binding commitments not to raise the amount they are charging for rent. What do you think of this proposed approach?
- Others have suggested that the Government of Canada should just pass legislation that makes it illegal to raise rent beyond a capped price instead. What do you think of this proposed approach?

**CANADIAN CONTENT (25 minutes)** Major Centres Prairies, Northern Quebec

Changing topics again...

- What comes to mind when I say the words "Canadian content"?
  - What are some examples of Canadian content?
- In general, how would you rate the quality of Canadian content? Do you think it tends to be high quality, or not?

- If you know that a TV show or film is Canadian, does this make you more or less likely to watch it?
  - What about when it comes to music?
- Do you think the Canadian TV and film industry is at risk right now?
  - IF YES: From what?
- **POLL:** I'm going to show you some statements and I'd like you to select the ones you agree with it. You can select all of them, none of them, or anywhere in between.
  - The Government of Canada needs to protect Canadian content and stories.
  - The Government of Canada needs to support Canadian artists and creators.
  - The Government of Canada needs to level the playing field between traditional broadcasters and foreign web giants.
  - Foreign web giants need to pay their fair share to support Canadian creators.
  - Rules for online content are outdated and we need to modernize them.
  - Web giants need to make Canadian content more discoverable on their platforms.
  - Web giants need to do more to showcase Canadian content on their platforms.

*MODERATOR TO GO THROUGH SELECTIONS*

- Are there any statements you disagree with? Why is that?
- What is the difference between making Canadian content “discoverable” versus “showcasing” it?
- Have you heard about proposed federal legislation to amend the Broadcasting Act, known as Bill C-10?
  - IF YES: What have you heard?

I'd like to focus on online services, where content is streamed or accessed on demand on major online platforms, such as Netflix or Spotify. Note that I am not referring to user-generated content, such as individual users posting on sites such as YouTube or Facebook.

- Do you think the Government of Canada should play a role in regulating what content is served to Canadians by major online platforms? What makes you say that?

**CHILD CARE (20 minutes) Nova Scotia Parents of Children under 12**

I'd like to talk about child care...

- What is the biggest challenge with child care in Nova Scotia?

- Do any of you have kids in child care? (SHOW OF HANDS)
  - How much does it cost you?
  - How easy or difficult was it to find and secure a spot?
- Have you heard about any child care agreement between the Government of Canada and Nova Scotia? What have you heard?

#### **CLARIFY AS NECESSARY/SHOW ON SCREEN**

The Government of Canada has reached an agreement with Nova Scotia that aims to make early learning and child care more affordable for Nova Scotia families. This agreement has the following objectives:

- Providing a 50% reduction in average parent fees by the end of 2022 and reaching an average of \$10/day by 2025/26 for all provincially-funded, regulated child care spaces;
  - Creating more high-quality, affordable regulated child care spaces, primarily through not-for-profit and public child care providers;
  - Addressing barriers to provide inclusive and flexible child care; and
  - Valuing the early childhood workforce and providing them with training and development opportunities.
- Will this plan help you or anyone you know? Why/why not?

#### **CONCLUSION (5 minutes)**



# Guide du modérateur, version française

## GUIDE DU MODÉRATEUR – JANVIER 2022 DOCUMENT MAÎTRE

### **INTRODUCTION (10 minutes)** Tous les lieux

- Le modérateur ou la personne responsable du soutien technique doit faire savoir aux participant(e)s qu'un stylo et du papier seront nécessaires afin de prendre des notes et d'écrire quelques réflexions au sujet des pièces de communication que nous leur montrerons plus tard au cours de la discussion.

### **LE GOUVERNEMENT DU CANADA DANS L'ACTUALITÉ (5-10 minutes)** Tous les lieux

- Terre-Neuve, parents d'enfants de moins de 12 ans de l'île de Vancouver, parents d'enfants de moins de 12 ans de la Nouvelle-Écosse Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours ? (NOTE AU MODÉRATEUR : PASSER RAPIDEMENT SUR CE SUJET)
- Immigrant(e)s de première génération de la Colombie-Britannique Comment obtenez-vous habituellement des nouvelles du gouvernement du Canada, c'est-à-dire quelle est votre principale source d'information ?
- Immigrant(e)s de première génération de la Colombie-Britannique, jeunes adultes des régions de Wellington et de Waterloo, jeunes adultes de la région de la Mauricie Nous parlerons de COVID-19 dans quelques instants, mais d'abord, quels sont les autres enjeux sur lesquels, selon vous, le gouvernement du Canada devrait davantage se concentrer en ce moment ?

### **PUBLICITÉS SUR LES VACCINS (25 minutes)** Région de Frontenac (Ontario), jeunes adultes de l'Alberta, Terre-Neuve, parents d'enfants de moins de 12 ans de l'île de Vancouver

- Y en a-t-il parmi vous qui ont reçu une troisième dose du vaccin contre la COVID-19 ? (À MAIN LEVÉE)
  - POUR LES PERSONNES NE L'AYANT PAS REÇUE : Avez-vous pris un rendez-vous pour recevoir une troisième dose ? (À MAIN LEVÉE)

Région de Frontenac (Ontario), jeunes adultes de l'Alberta, Terre-Neuve Je vais maintenant vous montrer des concepts en cours de développement par le gouvernement du Canada pour une éventuelle publicité portant sur les vaccins contre la COVID-19.

Il y a deux concepts qui comprennent chacun un scénarimage. Vous remarquerez que la publicité n'est pas dans sa forme définitive. Les images ressemblent plutôt à une bande dessinée (c'est ce que nous appelons un scénarimage) et illustrent ce que vous verriez dans chaque plan de la publicité. Un scénarimage est ce que les annonceurs produisent au début du processus de création afin d'obtenir des illustrations graphiques et une courte narration qui donnent une idée de ce à quoi la publicité pourrait ressembler dans sa version définitive. Veuillez noter que les images qui figurent dans la publicité que vous allez voir sont utilisées seulement à titre d'exemple (ce qu'on appelle des *illustrations* ou *scénarimages*) pour vous donner une idée de ce à quoi ressemblerait la publicité ; ce ne sont pas celles qui seront utilisées. Le produit final sera une vidéo de 15 secondes réalisée de manière professionnelle et qui sera diffusée par le biais des médias sociaux et des plateformes numériques. Veuillez garder cela à l'esprit pendant que vous regardez la publicité.

**Parents d'enfants de moins de 12 ans de l'île de Vancouver** Je vais maintenant vous montrer un concept qui en cours de développement par le gouvernement du Canada pour une éventuelle publicité portant sur les vaccins contre la COVID-19.

Le concept comprend un scénarimage. Vous remarquerez que la publicité n'est pas dans sa forme définitive. Les images ressemblent plutôt à une bande dessinée (c'est ce que nous appelons un scénarimage) et illustrent ce que vous verriez dans chaque plan de la publicité. Un scénarimage est ce que les annonceurs produisent au début du processus de création afin d'obtenir des illustrations graphiques et une courte narration qui donnent une idée de ce à quoi la publicité pourrait ressembler dans sa version définitive. Veuillez noter que les images qui figurent dans la publicité que vous allez voir sont utilisées seulement à titre d'exemple (ce qu'on appelle des *illustrations* ou *scénarimages*) pour vous donner une idée de ce à quoi ressemblerait la publicité ; ce ne sont pas celles qui seront utilisées. Le produit final sera une vidéo de 15 secondes réalisée de manière professionnelle et qui sera diffusée par le biais des médias sociaux et des plateformes numériques. Veuillez garder cela à l'esprit pendant que vous regardez la publicité.

ORDRE :

**Région de Frontenac (Ontario) :** A, B

**Jeunes adultes de l'Alberta :** A, B

**Terre-Neuve :** B, A

**Région de Frontenac (Ontario), jeunes adultes de l'Alberta, Terre-Neuve** **AFFICHER CONCEPT A À L'ÉCRAN**

- **Région de Frontenac (Ontario), jeunes adultes de l'Alberta, Terre-Neuve** Quelles sont vos premières impressions de cette publicité ? Qu'est-ce qui vous fait dire ça ?
- **Région de Frontenac (Ontario), jeunes adultes de l'Alberta, Terre-Neuve** Quel est le message principal de cette publicité ?
- **Région de Frontenac (Ontario), jeunes adultes de l'Alberta, Terre-Neuve** Cette publicité explique-t-elle efficacement pourquoi une dose de rappel du vaccin contre la COVID-19 est nécessaire ?

- **Région de Frontenac (Ontario), jeunes adultes de l'Alberta, Terre-Neuve** Vous incite-t-elle à vous rendre sur le site Web pour obtenir plus d'informations ?
  - **Région de Frontenac (Ontario), jeunes adultes de l'Alberta** SI NON : Et si elle mentionnait quelque chose comme « Pour en savoir davantage... » ?
  - **Terre-Neuve** SI NON : Avez-vous des suggestions quant à ce qui pourrait vous inciter à vous rendre sur le site Web ?
- **Région de Frontenac (Ontario), jeunes adultes de l'Alberta, Terre-Neuve** Est-ce que cela vous fait réfléchir différemment sur les doses de rappel du vaccin contre la COVID-19 ?
  - SI OUI : Comment ?
- **Région de Frontenac (Ontario), jeunes adultes de l'Alberta, Terre-Neuve** Avez-vous d'autres idées sur ce qui pourrait rendre cette publicité plus efficace, y compris pour vous inciter à vous rendre sur le site Web afin d'en apprendre davantage ?
- **Terre-Neuve** Pensez-vous qu'il y ait d'autres scénarios qui pourraient être efficaces ?
  - Que pensez-vous des scénarios potentiels suivants ? :
    - Un accordeur de piano accorde un piano, et parle de la nécessité de garder un piano accordé pour bénéficier d'une performance optimale.
    - Charger un téléphone mobile lorsque la batterie est faible.
    - Un gardien de but de hockey, vêtu d'un vieil équipement mince datant des années 1970 qui se transforme en un équipement de pointe d'apparence moderne, parle de l'évolution de la protection et du fait de vouloir la meilleure protection possible pour soi-même et sa famille.
  - Maintenant que je vous ai fourni quelques exemples, avez-vous d'autres suggestions de scénarios ?

**Région de Frontenac (Ontario), jeunes adultes de l'Alberta, Terre-Neuve** Passons au concept suivant.

**Région de Frontenac (Ontario), jeunes adultes de l'Alberta, Terre-Neuve** **AFFICHER CONCEPT B À L'ÉCRAN**

- **Région de Frontenac (Ontario), jeunes adultes de l'Alberta, Terre-Neuve** Quelles sont vos premières impressions de cette publicité ? Qu'est-ce qui vous fait dire ça ?
- **Région de Frontenac (Ontario), jeunes adultes de l'Alberta, Terre-Neuve** Quel est le message principal de cette publicité ?
- **Région de Frontenac (Ontario), jeunes adultes de l'Alberta, Terre-Neuve** Cette publicité explique-t-elle efficacement pourquoi une dose de rappel du vaccin contre la COVID-19 est nécessaire ?
- **Région de Frontenac (Ontario), jeunes adultes de l'Alberta, Terre-Neuve** Vous incite-t-elle à vous rendre sur le site Web pour obtenir plus d'informations ?
  - **Région de Frontenac (Ontario), jeunes adultes de l'Alberta** SI NON : Avez-vous des suggestions quant à ce qui pourrait vous inciter à vous rendre sur le site Web ?

- Terre-Neuve SI NON : Et si elle mentionnait quelque chose comme « Pour en savoir davantage... » ?
- Région de Frontenac (Ontario), jeunes adultes de l'Alberta, Terre-Neuve Est-ce que cela vous fait réfléchir différemment sur les doses de rappel du vaccin contre la COVID-19 ?
  - SI OUI : Comment ?
- Région de Frontenac (Ontario), jeunes adultes de l'Alberta, Terre-Neuve Avez-vous d'autres idées sur ce qui pourrait rendre cette publicité plus efficace, y compris pour vous inciter à vous rendre sur le site Web afin d'en apprendre davantage ?
- Région de Frontenac (Ontario), jeunes adultes de l'Alberta Pensez-vous qu'il y ait d'autres scénarios qui pourraient être efficaces ?
  - Que pensez-vous des scénarios potentiels suivants ? :
    - Un accordeur de piano accorde un piano, et parle de la nécessité de garder un piano accordé pour bénéficier d'une performance optimale.
    - Charger un téléphone mobile lorsque la batterie est faible.
    - Un gardien de but de hockey, vêtu d'un vieil équipement mince datant des années 1970 qui se transforme en un équipement de pointe d'apparence moderne, parle de l'évolution de la protection et du fait de vouloir la meilleure protection possible pour soi-même et sa famille.
  - Maintenant que je vous ai fourni quelques exemples, avez-vous d'autres suggestions de scénarios ?

**Parents d'enfants de moins de 12 ans de l'île de Vancouver AFFICHER LE CONCEPT INSIDE OUT À L'ÉCRAN**

- Parents d'enfants de moins de 12 ans de l'île de Vancouver Quelles sont vos premières impressions de cette publicité ? Qu'est-ce qui vous fait dire ça ?
- Parents d'enfants de moins de 12 ans de l'île de Vancouver Quel est le message principal de cette publicité ?
- Parents d'enfants de moins de 12 ans de l'île de Vancouver Cette publicité explique-t-elle efficacement pourquoi une dose de rappel du vaccin contre la COVID-19 est nécessaire ?
- Parents d'enfants de moins de 12 ans de l'île de Vancouver Vous incite-t-elle à vous rendre sur le site Web pour obtenir plus d'informations ?
  - SI NON : Avez-vous des suggestions quant à ce qui pourrait vous inciter à vous rendre sur le site Web ?
- Parents d'enfants de moins de 12 ans de l'île de Vancouver Est-ce que cela vous fait réfléchir différemment sur les doses de rappel du vaccin contre la COVID-19 ?
  - SI OUI : Comment ?
- Parents d'enfants de moins de 12 ans de l'île de Vancouver Avez-vous d'autres idées sur ce qui pourrait rendre cette publicité plus efficace, y compris pour vous inciter à vous rendre sur le site Web afin d'en apprendre davantage ?

**Parents d'enfants de moins de 12 ans de l'île de Vancouver** Je vais maintenant vous montrer une autre version de cette publicité. Là encore, il ne s'agit pas de la version définitive, mais plutôt d'un croquis rapide visant à vous donner une idée de ce à quoi ressemblerait la publicité. Le produit final serait réalisé à l'aide d'une animation professionnelle.

#### **AFFICHER L'AUTRE VERSION À L'ÉCRAN**

- **Parents d'enfants de moins de 12 ans de l'île de Vancouver** Quelles sont vos premières impressions de cette affiche ?
- **Parents d'enfants de moins de 12 ans de l'île de Vancouver** Est-ce que le message est facile à comprendre ?
- **Parents d'enfants de moins de 12 ans de l'île de Vancouver** Est-ce que la publicité vous interpelle ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- **Parents d'enfants de moins de 12 ans de l'île de Vancouver** Que pensez-vous du fait qu'une docteure parle de la dose de rappel du vaccin ? Pensez-vous que cela rend l'annonce plus efficace, moins efficace ou ne fait aucune différence ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
  - Et si plutôt c'était un ou une scientifique ?
  - SI MOINS EFFICACE/NE FAIT PAS DE DIFFÉRENCE : Avez-vous des suggestions pour rendre cette publicité plus efficace, ou un élément visuel supplémentaire n'est-il pas nécessaire ?

#### **RÉCAPITULATIF DE LA PUBLICITÉ**

- **Région de Frontenac (Ontario), jeunes adultes de l'Alberta, Terre-Neuve** **SONDAGE :** Lequel de ces concepts vous semble le plus efficace quant à vous inciter à recevoir une dose de rappel du vaccin ?
  - CONCEPT A
  - CONCEPT B
- **Parents d'enfants de moins de 12 ans de l'île de Vancouver** **SONDAGE :** Lequel de ces concepts vous semble le plus efficace quant à vous inciter à recevoir une dose de rappel du vaccin ?
  - CONCEPT INSIDE OUT
  - CONCEPT ALTERNATIF
- Que préférez-vous du concept X par rapport aux autres ?

#### **PERSPECTIVES LIÉES À LA COVID-19 ET AUX VACCINS (15-30 minutes) Tous les lieux**

**Région de Frontenac (Ontario), jeunes adultes de l'Alberta, Terre-Neuve** J'aimerais maintenant me concentrer plus largement sur la COVID-19, et pas seulement sur les concepts publicitaires que nous venons de passer en revue...

- Le nombre croissant de nouveaux cas de COVID-19 vous préoccupe-t-il ? Qu'en est-il du variant Omicron de COVID-19 ?
  - Région de Frontenac (Ontario), jeunes adultes de l'Alberta, Terre-Neuve, jeunes adultes de la région de la Mauricie, Nord-du Québec Pourquoi pensez-vous que les cas ont augmenté si rapidement récemment ? Est-ce uniquement en raison de l'émergence du variant Omicron ou y a-t-il d'autres facteurs qui y contribuent ?
  
- **SONDAGE** : Dans la case prévue à cet effet, veuillez saisir un mot qui décrit comment vous vous sentez par rapport aux restrictions en vigueur dans votre région. [DEMANDER AU BESOIN : Pour quelle raison avez-vous choisi ce mot ?]
  - Devraient-elles être levées ? Devrait-on rouvrir plus de choses ?
  - Devraient-elles être davantage resserrées ?
  
- Y'en a-t-il parmi vous qui ont modifié leurs comportements en réponse à l'augmentation du nombre de cas ?
  - Région de Frontenac (Ontario), jeunes adultes de l'Alberta, Terre-Neuve, futurs propriétaires de la RGT, futurs propriétaires des grands centres du Québec, immigrant(e)s de première génération de la Colombie-Britannique, jeunes adultes des régions de Wellington et de Waterloo, jeunes adultes de la région de la Mauricie, grands centres des Prairies, parents d'enfants de moins de 12 ans de la Nouvelle-Écosse, Nord-du Québec DEMANDER AU BESOIN : Par exemple, est-ce que vous réduisez le nombre de personnes que vous fréquentez ? Avez-vous changé le type de masque que vous portez ?
  - Parents d'enfants de moins de 12 ans de l'île de Vancouver DEMANDER AU BESOIN : Par exemple, est-ce que vous réduisez le nombre de personnes que vous ou vos enfants fréquentez ? Avez-vous changé le type de masque que vous ou vos enfants portez ?
  - Région de Frontenac (Ontario), jeunes adultes de l'Alberta, Terre-Neuve, futurs propriétaires de la RGT, futurs propriétaires des grands centres du Québec, immigrant(e)s de première génération de la Colombie-Britannique, jeunes adultes des régions de Wellington et de Waterloo, jeunes adultes de la région de la Mauricie, grands centres des Prairies, parents d'enfants de moins de 12 ans de la Nouvelle-Écosse, Nord-du Québec Diriez-vous que vos comportements au cours de cette vague de cas de COVID-19 sont semblables à vos comportements lors des vagues précédentes quand le nombre de cas était élevé ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
  - Parents d'enfants de moins de 12 ans de l'île de Vancouver Diriez-vous que vos comportements au cours de cette vague de cas de COVID-19 sont semblables à vos comportements lors des vagues précédentes quand le nombre de cas était élevé ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
  
- Région de Frontenac (Ontario), jeunes adultes de l'Alberta, Terre-Neuve Qu'avez-vous entendu au sujet des récentes restrictions sur les voyages internationaux ?
  - Pensez-vous que ces restrictions sont trop sévères ? Trop légères ?

- Pensez-vous que les restrictions de voyages vont ralentir la propagation d'Omicron au Canada ?
- Région de Frontenac (Ontario), jeunes adultes de l'Alberta, Terre-Neuve, futurs propriétaires de la RGT, futurs propriétaires des grands centres du Québec, jeunes adultes des régions de Wellington et de Waterloo, jeunes adultes de la région de la Mauricie, grands centres des Prairies, Nord-du Québec Pensez-vous que la propagation va s'aggraver au cours de l'hiver ? S'améliorer ?
- Région de Frontenac (Ontario), jeunes adultes de l'Alberta, Terre-Neuve, futurs propriétaires de la RGT, futurs propriétaires des grands centres du Québec En ce qui concerne les sources de nouvelles que vous utilisez pour vous informer sur la COVID-19, recherchez-vous activement de nouvelles informations sur la COVID-19 sur une base régulière ?
  - Quelles sont vos principales sources d'information sur la COVID-19 ?

POUR LES PERSONNES QUI ONT REÇU UNE TROISIÈME DOSE OU QUI ONT PRIS UN RENDEZ-VOUS :

- Région de Frontenac (Ontario), jeunes adultes de l'Alberta, Terre-Neuve Qu'est-ce qui a fait que vous avez décidé de recevoir une troisième dose ?

POUR LES PERSONNES N'AYANT PAS REÇU UNE TROISIÈME DOSE OU QUI N'ONT PAS PRIS DE RENDEZ-VOUS :

- Région de Frontenac (Ontario), jeunes adultes de l'Alberta, Terre-Neuve Y a-t-il des questions liées aux vaccins contre la COVID-19 en général ou plus spécifiquement sur la troisième dose auxquelles vous aimeriez obtenir des réponses ?
- Région de Frontenac (Ontario), jeunes adultes de l'Alberta, Terre-Neuve De quelles autres informations avez-vous besoin pour vous aider dans votre décision de recevoir une troisième dose ?

**SOUTIEN FINANCIER (10-30 minutes)** Région de Frontenac (Ontario), jeunes adultes de l'Alberta, Terre-Neuve, parents d'enfants de moins de 12 ans de l'île de Vancouver, futurs propriétaires de la RGT, futurs propriétaires des grands centres du Québec, jeunes adultes des régions de Wellington et de Waterloo, jeunes adultes de la région de la Mauricie, grands centres des Prairies, parents d'enfants de moins de 12 ans de la Nouvelle-Écosse

Jeunes adultes des régions de Wellington et de Waterloo, jeunes adultes de la région de la Mauricie J'aimerais maintenant me pencher sur les soutiens financiers du gouvernement du Canada pendant la COVID-19 pour l'ensemble du pays (pas seulement pour les jeunes adultes)...

- Comment évaluez-vous le travail que fait le gouvernement du Canada quant au soutien financier qu'il apporte aux Canadiennes et aux Canadiens affecté(e)s par la COVID-19 ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

- Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet de la Subvention salariale d'urgence du Canada récemment ?
- Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet de la Prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement récemment ?
  - DEMANDER AU BESOIN : Avez-vous entendu quoi que ce soit sur le plus récent soutien temporaire pour les Canadiennes et les Canadiens qui ne peuvent pas travailler en raison du confinement ? Qu'avez-vous entendu ?

**Région de Frontenac (Ontario), jeunes adultes de l'Alberta, Terre-Neuve ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN/AFFICHER À L'ÉCRAN**

La Prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement (PCTCC) fournit un soutien au revenu temporaire pour les employés et les travailleurs indépendants qui ne peuvent pas travailler en raison d'un confinement lié à la COVID-19.

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé qu'il élargissait temporairement la définition d'ordre de confinement pour inclure également les ordres provinciaux et territoriaux réduisant la capacité de 50 % ou plus — jusqu'au 12 février 2022. La durée minimale de l'ordre de confinement doit être de 7 jours consécutifs (contre 14 jours consécutifs auparavant) conformément à la nouvelle définition.

Après le 12 février, la définition reviendra à la définition initiale. À compter de cette date, la PCTCC sera disponible seulement pour les travailleurs qui résident dans une région où les activités commerciales ou les services non essentiels sont fermés au public pendant au moins 14 jours consécutifs.

Si vous êtes admissible à la PCTCC, vous pouvez recevoir 300 \$ (270 \$ après les retenues d'impôt) pour chaque période d'une semaine. Vous pouvez faire une demande pour les semaines pendant lesquelles votre région est admissible entre le 24 octobre 2021 et le 7 mai 2022.

- Région de Frontenac (Ontario), jeunes adultes de l'Alberta, Terre-Neuve Que pensez-vous de cela ?
  - Que pensez-vous du fait que la définition d'un confinement soit élargie temporairement pour inclure les restrictions de capacité d'accueil ?
    - Pensez-vous que l'échéancier est raisonnable (c'est-à-dire que la définition reviendra à la définition initiale après le 12 février) ?
  - Que pensez-vous du montant prévu par semaine (300 \$ par semaine) ?
- Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet du Programme de soutien en cas de confinement local récemment ?



- DEMANDER AU BESOIN : Avez-vous entendu quoi que ce soit sur le plus récent soutien temporaire pour les employeurs assujettis à une restriction en matière de capacité de 50 % ou plus ?

**Région de Frontenac (Ontario), jeunes adultes de l'Alberta, Terre-Neuve ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN/AFFICHER À L'ÉCRAN**

Le Programme en cas de confinement local fournit aux entreprises qui font face à de nouveaux confinements locaux temporaires un soutien jusqu'à concurrence du montant maximal disponible dans le cadre des programmes de subventions salariales et de subvention pour le loyer. Le programme a été élargi temporairement pour inclure également tout employeur assujetti à des restrictions qui limitent leur capacité d'accueil à 50 % ou plus. Les entreprises doivent voir leurs revenus mensuels actuels diminuer de 25 % pour y être admissibles, ce qui a également été réduit temporairement d'un seuil de 40 % de baisse des revenus.

Les employeurs qui sont admissibles à ce programme recevront des subventions pour les salaires et pour le loyer qui peuvent aller de 25 % à un taux maximal de 75 %, selon les pertes subies en raison des restrictions sur la capacité d'accueil.

Ces modifications temporaires sont également en vigueur jusqu'au 12 février 2022. À compter de cette date, le programme reviendra à sa forme initiale.

- Région de Frontenac (Ontario), jeunes adultes de l'Alberta, Terre-Neuve Que pensez-vous de cela ?
- Région de Frontenac (Ontario), jeunes adultes de l'Alberta, Terre-Neuve Pensez-vous que l'échéancier est raisonnable (c'est-à-dire revenir à sa forme initiale après le 12 février) ?
- Région de Frontenac (Ontario), jeunes adultes de l'Alberta, Terre-Neuve Avec l'augmentation récente des cas de COVID-19, certaines personnes ont suggéré que ces mesures de confinement devraient être une priorité absolue pour soutenir ceux et celles qui ne peuvent plus travailler, tandis que d'autres suggèrent que le gouvernement fédéral devrait se concentrer sur les subventions salariales afin que les employeurs n'aient pas à mettre du personnel à pied en premier lieu. De manière générale, avec qui êtes-vous le plus d'accord ?

**STRATÉGIE NATIONALE CARBONEUTRE DES BÂTIMENTS (15 minutes)** Région de Frontenac (Ontario), jeunes adultes de l'Alberta, parents d'enfants de moins de 12 ans de l'île de Vancouver, futurs propriétaires de la RGT, futurs propriétaires des grands centres du Québec, immigrante(s) de première génération de la Colombie-Britannique, jeunes adultes des régions de Wellington et de Waterloo, jeunes adultes de la région de la Mauricie, grands centres des Prairies, parents d'enfants de moins de 12 ans de la Nouvelle-Écosse, Nord-du Québec

J'aimerais passer à un tout autre sujet...

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé son intention de créer une « Stratégie nationale carboneutre des bâtiments ».

- Quelles actions pensez-vous qu'on y retrouverait ?
  - Qu'est-ce qu'un bâtiment carboneutre ?

#### **ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN/AFFICHER À L'ÉCRAN**

Un bâtiment carboneutre est un bâtiment qui peut produire autant d'énergie qu'il en consomme à l'aide de ressources renouvelables comme des panneaux solaires.

La stratégie contiendrait certains des éléments suivants :

- offrir des subventions pour les rénovations résidentielles;
  - fournir un soutien financier aux entreprises qui choisissent de rénover leurs bâtiments;
  - rénover les bâtiments appartenant au gouvernement fédéral pour les rendre plus écoénergétiques;
  - exiger que tous les nouveaux bâtiments soient conçus pour être des bâtiments carboneutres;
  - accorder un financement aux communautés autochtones pour construire et rénover des bâtiments qui seront carboneutres.
- Parmi celles-ci, y en a-t-il qui se démarquent comme étant des politiques très positives et qui méritent que le gouvernement du Canada en fasse des priorités ?
  - Y a-t-il certaines de ces politiques que le gouvernement du Canada ne devrait pas mettre en œuvre ?

Certaines personnes ont proposé d'autres noms pour cette stratégie plutôt que de l'appeler la « Stratégie nationale carboneutre des bâtiments ».

**SONDAGE :** Je vais vous montrer d'autres noms possibles, ainsi que le nom actuel, et j'aimerais que vous choisissiez ceux qui vous semblent être un bon nom pour le programme. Vous pouvez en choisir jusqu'à trois ; n'en sélectionnez pas si aucun des noms ne vous plaît.

- Plan pour de meilleurs bâtiments
- Stratégie canadienne des bâtiments verts
- Bâtiments plus propres Canada
- Stratégie nationale carboneutre des bâtiments
- Plan national des bâtiments renouvelables
- Plan des bâtiments à émissions réduites
- Stratégie des bâtiments durables

**LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES CHOIX**

- Y a-t-il des noms qui ne vous plaisent pas ? Pour quelles raisons ?

- Est-ce que vous avez d'autres suggestions de noms pour cette stratégie ?

**VÉHICULES ZÉRO ÉMISSION (VZE) (10 minutes)** Terre-Neuve, futurs propriétaires de la RGT, futurs propriétaires des grands centres du Québec, immigrant(e)s de première génération de la Colombie-Britannique, jeunes adultes des régions de Wellington et de Waterloo, jeunes adultes de la région de la Mauricie, grands centres des Prairies, Nord-du Québec

- Y a-t-il quelqu'un qui a déjà été propriétaire d'un véhicule zéro émission, aussi connu comme un VZE (ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN : un véhicule électrique est un type de VZE) ? Est-ce que quelqu'un en a déjà envisagé l'achat ?
  - Quelle serait la raison principale pour laquelle vous envisageriez l'achat d'un véhicule à zéro émission ?
  - Quelle serait la raison principale pour laquelle vous n'envisageriez pas l'achat d'un véhicule à zéro émission ?
- Que penseriez-vous si le gouvernement du Canada fixait un objectif qui voudrait que tous les véhicules neufs vendus au Canada soient des VZE d'ici l'année 2050 ?
  - SI NÉGATIF : Imaginez que le prix des automobiles à zéro émission n'était pas différent du prix des autres véhicules comparables. Est-ce que cela vous ferait changer d'avis ou bien y a-t-il autre chose que le prix qui vous préoccupe par rapport à cette proposition ?

**PETITS RÉACTEURS NUCLÉAIRES (10 minutes)** Terre-Neuve, parents d'enfants de moins de 12 ans de l'île de Vancouver, futurs propriétaires de la RGT, futurs propriétaires des grands centres du Québec, immigrant(e)s de première génération de la Colombie-Britannique, jeunes adultes des régions de Wellington et de Waterloo, jeunes adultes de la région de la Mauricie, grands centres des Prairies, parents d'enfants de moins de 12 ans de la Nouvelle-Écosse, Nord-du Québec

- Que pensez-vous de l'énergie nucléaire par rapport aux autres sources d'énergie ? Le Canada devrait-il en faire plus ou en faire moins avec l'énergie nucléaire ?
- Avez-vous entendu parler de petits réacteurs nucléaires, ou petits réacteurs modulaires (PRM) ?

### ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN

Les petits réacteurs modulaires (PRM) sont un secteur émergent de l'innovation en matière d'énergie nucléaire au Canada et dans le monde. Les PRM auront des caractéristiques de sécurité améliorées, une plus petite empreinte et produiront moins de déchets que les réacteurs d'énergie nucléaire traditionnels.

- Que pensez-vous d'avoir plus de PRM au Canada ?

- SI PRÉOCCUPÉ : Quelles sont vos principales préoccupations ?
  - Certaines personnes affirment que c'est un bon moyen de réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'amener le Canada à la carboneutralité. Que pensez-vous de cela — pensez-vous qu'il s'agit d'une bonne raison de construire davantage de réacteurs PRM au Canada, ou non ?
  - Certaines personnes disent que cela représente une occasion économique importante puisque plusieurs entreprises canadiennes ont la capacité de les fabriquer et qu'elles pourraient les vendre à d'autres pays. Cela permettrait donc de créer des emplois au Canada. Que pensez-vous de cela — pensez-vous qu'il s'agit d'une bonne raison de construire davantage de réacteurs PRM au Canada, ou non ?

**VACCIN CONTRE LA COVID-19 POUR LES ENFANTS (15 minutes)** Parents d'enfants de moins de 12 ans de l'île de Vancouver, parents d'enfants de moins de 12 ans de la Nouvelle-Écosse

J'aimerais maintenant me concentrer plus largement sur la COVID-19, et pas seulement sur les concepts publicitaires que nous venons de passer en revue...

Comme vous le savez peut-être, Santé Canada a approuvé un vaccin Pfizer-BioNTech, Comirnaty, développé pour les enfants de 5 à 11 ans.

- En avez-vous parlé à vos enfants ?
- Y en a-t-il parmi vous qui ont fait vacciner leurs enfants de moins de 12 ans ? (À MAIN LEVÉE)
  - POUR LES PERSONNES QUI NE L'ONT PAS FAIT : Avez-vous pris un rendez-vous pour faire vacciner vos enfants ? (À MAIN LEVÉE)

POUR LES PERSONNES QUI ONT FAIT VACCINER LEURS ENFANTS OU QUI ONT PRIS UN RENDEZ-VOUS :

- Qu'est-ce qui a fait que vous avez décidé de faire vacciner vos enfants ?

POUR LES PERSONNES QUI N'ONT NI FAIT VACCINER LEURS ENFANTS NI PRIS UN RENDEZ-VOUS :

- Quels sont les facteurs qui influenceront votre décision de faire vacciner ou non vos enfants ?
- Y a-t-il des questions sur la vaccination des enfants contre la COVID-19 auxquelles vous aimeriez obtenir des réponses ?

**LOGEMENT (25 minutes)** Futurs propriétaires de la RGT, futurs propriétaires des grands centres du Québec, immigrant(e)s de première génération de la Colombie-Britannique

J'aimerais maintenant que l'on tourne notre attention sur un autre sujet.

- Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet des actions du gouvernement du Canada en matière d'accessibilité au logement ?

- SI OUI : Qu'avez-vous entendu ?

Je veux me pencher sur quelques initiatives potentielles en matière de logement que le gouvernement du Canada pourrait mettre en œuvre et obtenir votre avis.

#### **AFFICHER À L'ÉCRAN**

- **Taxe anti-opérations immobilières de vente-achat (taxe anti-flip)** : exige que les propriétaires conservent ces propriétés au moins 12 mois
- **L'interdiction des offres à l'aveugle** : les offres à l'aveugle sont celles où les acheteurs ne connaissent pas l'offre des autres
- **L'incitatif à l'achat d'une première propriété** : les acheteurs d'une première maison peuvent emprunter un montant de 5 ou 10 % du prix d'achat de l'habitation pour la mise de fonds
- **Financement pour la réparation et la construction de nouveaux logements abordables**
- **Fonds pour accélérer les logements** : mettre des fonds à la disposition des municipalités pour leur permettre d'accélérer leurs plans de logement
- **Programme national de location avec option d'achat** : selon lequel le loyer que paient les gens pour un logement pourrait être affecté à la mise de fonds, de sorte à éventuellement se porter acquéreur de la propriété
- **Empêcher les rénos-évictions** : une réno-éviction survient lorsqu'un propriétaire évince un locataire en prétextant qu'il effectuera des rénovations majeures (ou démolir le logement, ou le convertir à un usage commercial)
- **Interdiction temporaire sur les achats des propriétés résidentielles non récréatives par des étrangers** : de sorte que les logements ne restent pas inoccupés et non disponibles pour les Canadiens qui souhaitent s'acheter une propriété

**SONDAGE** : J'aimerais maintenant que vous choisissiez les initiatives en matière de logement qui devraient constituer une priorité pour le gouvernement du Canada. Vous pouvez en choisir jusqu'à trois ; n'en sélectionnez pas si vous pensez qu'aucune ne devrait constituer une priorité.

- Taxe anti-opérations immobilières de vente-achat (taxe anti-flip)
- L'interdiction des offres à l'aveugle
- L'incitatif à l'achat d'une première propriété
- Financement pour la réparation et la construction de nouveaux logements abordables
- Fonds pour accélérer les logements
- Programme national de location avec option d'achat
- Empêcher les rénos-évictions
- Interdiction temporaire sur les achats des propriétés résidentielles non récréatives par des étrangers

#### **LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES CHOIX**

- Y'en a-t-il parmi celles-ci qui vont vous toucher personnellement ? De quelle manière ?

- Y'en a-t-il dont vous êtes d'avis que le gouvernement du Canada ne devrait pas mettre en œuvre ? Pour quelle raison ?

### **L'ÉNERGIE À HYDROGÈNE (10 minutes)** Futurs propriétaires des grands centres du Québec, Nord-du Québec

- Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet de l'hydrogène propre ?
- Même si vous en savez peu sur le sujet, connaissez-vous de quelconques avantages à utiliser de l'hydrogène propre ?

#### **ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN/AFFICHER À L'ÉCRAN**

Essentiellement, les ressources naturelles telles que l'électricité propre (l'électricité produite à partir de sources non émettrices, comme l'hydroélectricité, l'éolien, le solaire, etc.), le gaz naturel et d'autres sources d'énergie renouvelable peuvent être converties en hydrogène et produire peu ou pas d'émissions.

Une fois produit, l'hydrogène peut être utilisé comme matière première à faible teneur en carbone pour ainsi réduire les émissions de divers procédés industriels, comme la fabrication de l'acier. Il peut également être converti en électricité grâce à des piles à combustible, lesquelles peuvent être utilisées dans un large éventail d'applications, telles qu'alimenter des véhicules, dans des centrales électriques, dans des bâtiments ainsi que pour le stockage d'énergie à long terme.

Lorsqu'il est brûlé, utilisé comme matière première ou utilisé dans une pile à combustible, l'hydrogène n'émet que de l'eau ; il n'y a aucune émission de dioxyde de carbone et aucun polluant atmosphérique. Les applications des piles à combustible (y compris dans les véhicules moyens et lourds) ont également tendance à être silencieuses pendant leur fonctionnement, car elles comportent peu de pièces mobiles.

- Lorsque vous pensez à l'hydrogène, avez-vous certaines préoccupations ou y a-t-il certains inconvénients qui vous viennent à l'esprit ?
- Lorsqu'on pense aux investissements dans les énergies propres de façon plus générale, quelle priorité le gouvernement du Canada devrait-il accorder à l'hydrogène propre, par rapport à d'autres investissements dans les énergies propres ?

### **LES OPIOÏDES (10 minutes)** Immigrant(e)s de première génération de la Colombie-Britannique

Passons à un autre sujet...

- Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit dans les nouvelles au sujet du plan de la ville de Vancouver visant à obtenir l’approbation de Santé Canada pour décriminaliser la possession de petites quantités de drogues illicites ? Qu’avez-vous entendu ?
  - Quel serait, selon vous, l’impact de décriminaliser la possession de petites quantités de drogues illicites ?
  - Pensez-vous que Santé Canada devrait approuver ou non ce plan ? Qu’est-ce qui vous fait dire cela ?
- Pensez-vous qu’il y ait autre chose que le gouvernement du Canada devrait faire pour s’attaquer à la consommation de substances et à la crise des surdoses ?
  - SI OUI : Que devrait-il faire d’autre ?

**ENJEUX SPÉCIFIQUES AUX JEUNES (25 minutes)** Jeunes adultes des régions de Wellington et de Waterloo, jeunes adultes de la région de la Mauricie

- Avez-vous entendu quoi que ce soit sur ce que le gouvernement du Canada a fait récemment pour soutenir les jeunes Canadiennes et Canadiens ?
  - DEMANDER AU BESOIN : Qu’en est-il des choses que le gouvernement a faites pour aider financièrement les jeunes Canadiennes et Canadiens pendant la COVID ?
- Quelle est habituellement la première source des nouvelles que vous entendez ?
  - Qu’en est-il des nouvelles concernant la COVID-19 — quelles sont vos principales sources d’information ?
    - En ce qui concerne la COVID-19, cherchez-vous activement de nouvelles informations à ce sujet ?
  - Et maintenant, si vous songez à l’information en général (pas seulement celle qui a trait à la COVID-19) qui concerne le gouvernement du Canada, y compris les politiques qu’il met en œuvre ou les actions qu’il prend, cherchez-vous activement ce genre d’information ?
    - SI OUI : Où cherchez-vous pour trouver ce genre d’information ?
- Avez-vous vu de quelconques publicités du gouvernement du Canada récemment ?
  - SI OUI : Quel était le sujet de la publicité ? Où l’avez-vous vue ?
- Dans l’ensemble, pensez-vous que le gouvernement du Canada fait un effort pour atteindre les jeunes Canadiennes et Canadiens ? Pensez-vous qu’il privilégie les jeunes lorsqu’il prend des décisions ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
  - Que pourrait faire le gouvernement du Canada pour atteindre les jeunes Canadiennes et Canadiens de manière plus efficace ?
- Quel est l’enjeu le plus important pour vous et celui sur lequel vous estimez que le gouvernement du Canada devrait se concentrer le plus ? Qu’est-ce qui vous fait dire cela ?

- Et quel est l'enjeu le plus important auquel les jeunes, plus largement, sont confrontés à l'heure actuelle et auquel le gouvernement du Canada devrait accorder plus d'attention ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

**LOCATION DE LOGEMENT (10 minutes)** Grands centres des Prairies, parents d'enfants de moins de 12 ans de la Nouvelle-Écosse, Nord-du Québec

Je voudrais passer à un tout autre sujet...

- Est-ce que vous louez actuellement le lieu où vous habitez ?
- Pensez-vous que le gouvernement du Canada a un rôle à jouer dans la réglementation du coût des loyers au Canada ?
  - Que devrait-il faire ?
- Récemment, il a été suggéré que le gouvernement du Canada devrait offrir des subventions ou des incitatifs aux propriétaires de logements locatifs, en échange d'engagements contraignants à ne pas augmenter leurs loyers. Que pensez-vous de cette approche proposée ?
- D'autres ont suggéré que le gouvernement du Canada devrait plutôt adopter une loi qui rend illégale une hausse de loyer au-delà d'un prix plafond. Que pensez-vous de cette approche proposée ?

**CONTENU CANADIEN (25 minutes)** Grands centres des Prairies, Nord-du Québec

Je voudrais maintenant passer à un tout autre sujet...

- Qu'est-ce qui vous vient à l'esprit lorsque je prononce les mots « contenu canadien » ?
  - Quels sont des exemples de contenu canadien ?
- En général, comment évalueriez-vous la qualité du contenu canadien — pensez-vous qu'il tend à être de haute qualité ou non ?
  - Si vous savez qu'une émission de télévision ou un film sont des productions canadiennes, est-il plus probable ou moins probable que vous les regardiez ?
    - Qu'en est-il quand il s'agit de musique ?
- Pensez-vous que l'industrie canadienne de la télévision et du cinéma est menacée à l'heure actuelle ?
  - SI OUI : Par quoi ?



- **SONDAGE** : Je vais vous montrer des énoncés et je voudrais que vous choisissiez ceux avec lesquels vous êtes d'accord. Vous pouvez tous les choisir, n'en choisir aucun ou en choisir un nombre qui se situe entre ces deux extrêmes.
  - Le gouvernement du Canada doit protéger le contenu et les récits canadiens.
  - Le gouvernement du Canada doit soutenir les artistes et les créateurs canadiens.
  - Le gouvernement du Canada doit uniformiser les règles du jeu entre les radiodiffuseurs traditionnels et les géants étrangers du Web.
  - Les géants étrangers du Web doivent payer leur juste part pour soutenir les créateurs canadiens.
  - Les règles relatives au contenu en ligne sont désuètes et nous devons les moderniser.
  - Les géants du Web doivent rendre le contenu canadien plus découvrable sur leurs plateformes.
  - Les géants du Web doivent en faire davantage pour mettre en valeur le contenu canadien sur leurs plateformes.

#### LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES CHOIX

- Y a-t-il des énoncés avec lesquels vous êtes en désaccord ? Pour quelle raison ?
- Quelle est la différence entre rendre le contenu canadien « découvrable » et le « mettre en valeur » ?
- Avez-vous entendu parler du projet de loi fédérale modifiant la *Loi sur la radiodiffusion*, connu comme le projet de loi C-10 ?
  - SI OUI : Qu'avez-vous entendu ?

Je voudrais qu'on se concentre sur les services en ligne où le contenu est diffusé en continu ou accédé sur demande sur les grandes plateformes en ligne telles que Netflix ou Spotify. Notez que je ne fais pas référence au contenu généré par les utilisateurs, comme les utilisateurs individuels qui publient sur des sites tels que YouTube ou Facebook.

- Pensez-vous que le gouvernement du Canada devrait jouer un rôle dans la réglementation du contenu servi aux Canadiennes et aux Canadiens par les grandes plateformes en ligne ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

#### **LA GARDE DE JEUNES ENFANTS (20 minutes)** Parents d'enfants de moins de 12 ans de la Nouvelle-Écosse

Je voudrais parler de garde de jeunes enfants...

- Quel est le plus grand défi en matière de garde de jeunes enfants en Nouvelle-Écosse ?
- Avez-vous des enfants en garderie ? (À MAIN LEVÉE)

- Combien cela vous coûte-t-il ?
- Dans quelle mesure a-t-il été facile ou difficile de trouver et d'obtenir une place ?
- Avez-vous entendu parler d'une quelconque entente sur les services de garde de jeunes enfants entre le gouvernement du Canada et la Nouvelle-Écosse ? Qu'avez-vous entendu ?

#### **ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN/AFFICHER À L'ÉCRAN**

Le gouvernement du Canada a conclu une entente avec la Nouvelle-Écosse qui vise à rendre les services d'apprentissage et de garde de jeunes enfants plus abordables pour les familles néo-écossaises. Cette entente comporte les objectifs suivants :

- Offrir une réduction de 50 % des frais moyens facturés aux parents d'ici la fin de 2022 pour atteindre une moyenne de 10 \$ par jour d'ici 2025-2026 pour toutes les places en services de garde réglementés et financés par la province ;
- Créer davantage de places en services de garde réglementés de grande qualité et abordables, principalement par l'intermédiaire de fournisseurs de services de garde d'enfants publics et à but non lucratif ;
- Remédier aux obstacles à la prestation de services de garde flexibles et inclusifs ;
- Valoriser les éducatrices et éducateurs de la petite enfance et leur offrir des possibilités de formation et de perfectionnement professionnel.
- Ce plan vous aidera-t-il ou aidera-t-il quelqu'un que vous connaissez ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

#### **CONCLUSION (5 minutes)**

## Annexe C – Concepts publicitaires

# Option A : Campagne publicitaire de santé publique – « Inside Out » (résidents de la région de Frontenac [Ontario], résidents de Terre-Neuve, jeunes adultes de l'Alberta)

## EN – Opt 1



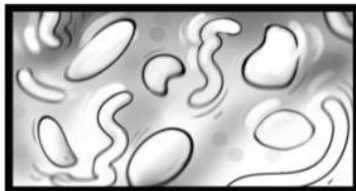
*We zoom in on the human body to see antibodies.*

*There are only 1 or 2, and they're moving around pretty slowly.*

**VO: COVID-19 vaccines have helped keep us protected against infection.**

**VO: Now our immune response needs a boost.**

*With a pulse of music, we see more antibodies. They start moving rhythmically and more energetically.*



*We pull back to see a large group of antibodies moving in an energetic, rhythmic way.*

**Book your booster dose when you're eligible and keep following public health measures.**

**Canada**

[Canada.ca/covid-vaccine](https://Canada.ca/covid-vaccine)

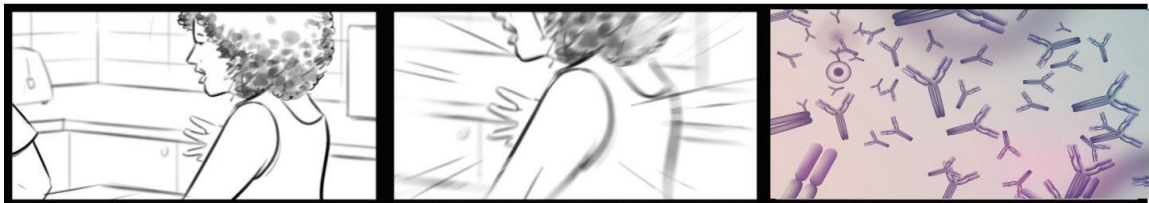
**VO: Booster doses can strengthen your immune response by producing more antibodies.**

9

Le scénarimage ci-dessus n'a été évalué qu'auprès de groupes de langue anglaise, aucune version française n'a donc été produite. Il comporte six cadres d'animation tirés d'une campagne publicitaire de santé publique. Le premier et le deuxième cadres montrent une femme en train d'éternuer et s'accompagnent de la description suivante : « We zoom in on the human body to see antibodies ». Simultanément, une voix hors champ lit ceci : « COVID-19 vaccines have helped keep us protected against infection ». Le troisième cadre montre une image animée d'anticorps, avec cette explication : « There are only 1 or 2, and they're moving around pretty slowly. With a pulse of music, we see more antibodies. They start moving rhythmically and more energetically ». La voix hors champ dit : « Now our immune response needs a boost ». Le cadre suivant montre un groupe plus important d'anticorps animés, accompagné de cette description : « We pull back to see a large group of antibodies moving in an energetic, rhythmic way ». La voix hors champ dit : « Booster doses can strengthen your immune response by producing more antibodies ». Apparaît ensuite un écran blanc où se détache en caractères gras noirs le message : « Book your booster dose when you're eligible and keep following public health measures ». Le dernier cadre présente le logo du gouvernement du Canada ainsi qu'un lien en caractères gras noirs : « Canada.ca/covid-vaccine ».

# Option A, version modifiée : Campagne publicitaire de santé publique – « Inside Out » (parents d'enfants de moins de 12 ans de l'île de Vancouver)

## EN – Opt 1

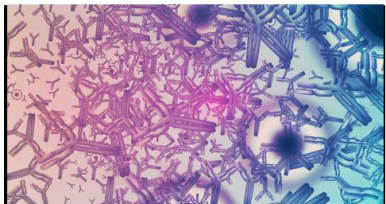


*We zoom in on the human body to see antibodies.*

**VO: COVID-19 vaccines have helped keep us protected against infection.**

*There are only 1 or 2, and they're moving around pretty slowly.*

**VO: Over time, antibody levels have been found to decrease. While we still have good protection, with a pulse of music, we see more antibodies. They start moving rhythmically and more energetically.**



*We pull back to see a large group of antibodies moving in an energetic, rhythmic way.*

**VO: a booster dose produces more antibodies, which can strengthen our immune response, resulting in better protection especially against severe illness.**

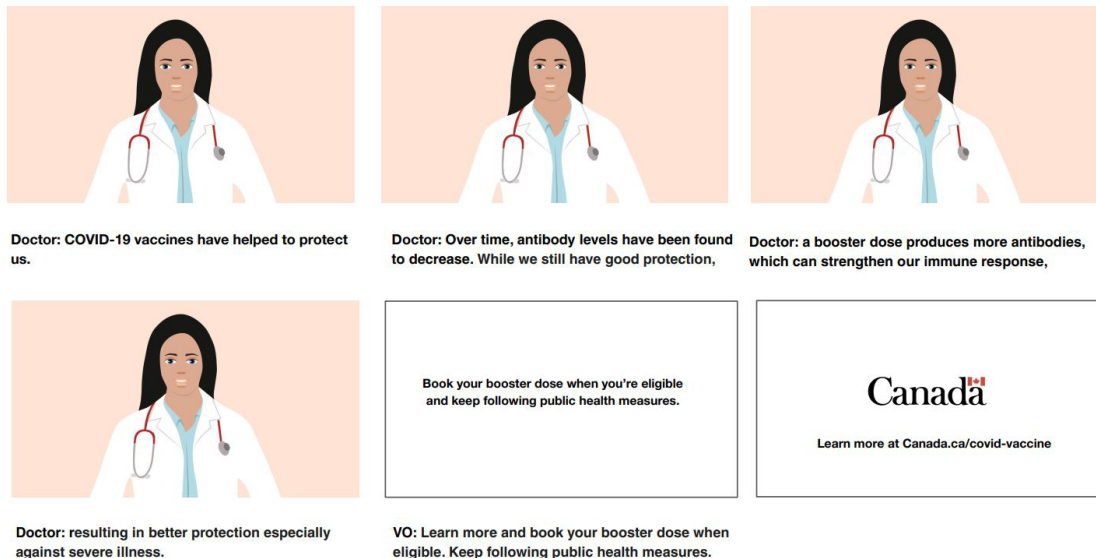
**Learn more and book your booster dose when eligible. Keep following public health measures.**

**Canada**

[Canada.ca/covid-vaccine](https://Canada.ca/covid-vaccine)

Le scénarimage ci-dessus n'a été évalué qu'auprès de groupes de langue anglaise, aucune version française n'a donc été produite. Il comporte six cadres d'animation tirés d'une campagne publicitaire de santé publique. Les seules différences par rapport au scénarimage A d'origine se trouvent dans les diapositives 3 et 4. Le premier et le deuxième cadres montrent une image en noir et blanc d'une femme en train d'éternuer, accompagnée de la description suivante : « We zoom in on the human body to see antibodies ». Simultanément, une voix hors champ lit ceci : « COVID-19 vaccines have helped keep us protected against infection ». Le troisième cadre montre une image d'anticorps, en couleur, avec cette explication : « There are only 1 or 2, and they're moving around pretty slowly. With a pulse of music, we see more antibodies. They start moving rhythmically and more energetically ». La voix hors champ dit : « Over time, antibody levels have been found to decrease. While we still have good protection... ». Le cadre suivant montre l'image, également en couleur, d'un groupe plus important d'anticorps animés, accompagnée de cette description : « We pull back to see a large group of antibodies moving in an energetic, rhythmic way ». La voix hors champ poursuit la phrase commencée à la diapositive précédente : «...a booster dose produces more antibodies, which can strengthen our immune response, resulting in better protection especially against severe illness ». Apparaît ensuite un écran blanc où se détache en caractères gras noirs le message : « Learn more and book your booster dose when eligible. Keep following public health measures ». Le dernier cadre présente le logo du gouvernement du Canada ainsi qu'un lien en caractères gras noirs : « [Canada.ca/covid-vaccine](https://Canada.ca/covid-vaccine) ».

## Option A, autre version : Campagne publicitaire de santé publique – « Inside Out » (parents d’enfants de moins de 12 ans de l’île de Vancouver)



Le scénarimage ci-dessus n’a été évalué qu’auprès de groupes de langue anglaise, aucune version française n’a donc été produite. Cette autre version des deux scénarimages précédents comporte également six cadres d’animation tirés d’une campagne publicitaire de santé publique. Les quatre premiers cadres montrent une médecin aux cheveux noirs, revêtue d’une chemise bleue et d’une blouse blanche et portant un stéthoscope autour du cou, qui dit : « COVID-19 vaccines have helped to protect us. Over time, antibody levels have been found to decrease. While we still have good protection, a booster dose produces more antibodies, which can strengthen our immune response, resulting in better protection especially against severe illness ». Apparaît ensuite un écran blanc où se détache en caractères gras noirs le message : « Book your booster dose when you’re eligible and keep following public health measures ». Simultanément, une voix hors champ dit : « Learn more and book your booster dose when eligible. Keep following public health measures ». Le dernier cadre présente le logo du gouvernement du Canada ainsi qu’un lien en caractères gras noirs : « Learn more at [Canada.ca/covid-vaccine](https://Canada.ca/covid-vaccine) ».

# Option B : Campagne publicitaire de santé publique – « Tune up » (résidents de la région de Frontenac [Ontario], résidents de Terre-Neuve, jeunes adultes de l’Alberta)

EN

We see a mechanic in a garage.

He pats the hood of a car.

He points to himself.

**MECHANIC: Maintenance is important for this body**

**MECHANIC: and this body. COVID-19 vaccines have helped protect us.**

**MECHANIC: Now we need a tune-up—with a booster dose!**

**Book your booster dose when you're eligible and keep following public health measures.**

**MECHANIC: Help strengthen your protection against COVID-19. Book your booster dose when eligible.**

**Canada**  
Canada.ca/covid-vaccine

19

Le scénarimage ci-dessus n’a été évalué qu’auprès de groupes de langue anglaise, aucune version française n’a donc été produite. Les trois premiers cadres mettent en scène un mécanicien en combinaison qui se tient devant une voiture au capot ouvert, et comportent la description suivante : « We see a mechanic in a garage. He pats the hood of a car. He points to himself ». Le mécanicien dit : « Maintenance is important for this body, and this body. COVID-19 vaccines have helped protect us ». Le quatrième cadre montre le mécanicien de plus près, qui dit, en gesticulant : « Now we need a tune-up – with a booster dose! ». Apparaît ensuite un écran blanc où se détache en caractères gras noirs le message : « Book your booster dose when you’re eligible and keep following public health measures ». Simultanément, la voix hors champ du mécanicien dit : « Help strengthen your protection against COVID-19. Book your booster dose when eligible ». Le dernier cadre présente le logo du gouvernement du Canada sur un écran blanc et, en dessous, un lien en caractères gras noirs : « Canada.ca/covid-vaccine ».